

**CENTRE RÉGIONAL  
D'ASSISTANCE TECHNIQUE  
POUR L'AFRIQUE AUSTRALE**

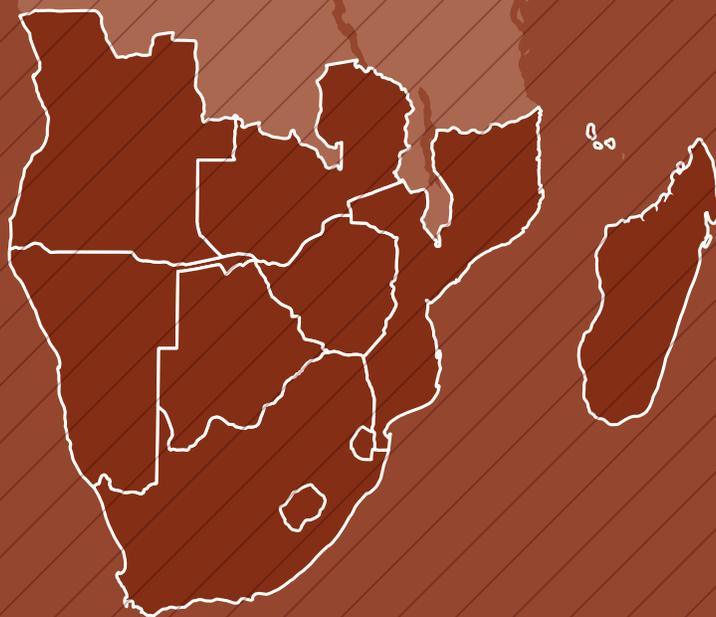


**AFRITAC**  
Sud

---

**RAPPORT  
ANNUEL  
2023**

---



AFRITAC Sud est le fruit d'une initiative du FMI et bénéficie du soutien de ses pays membres et de plusieurs partenaires pour le développement :



Afrique du Sud



Angola



Botswana



Comores



Eswatini



Lesotho



Madagascar



Maurice



Mozambique



Namibie



Seychelles



Zambie



Zimbabwe



Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands



Banque européenne d'investissement



**CENTRE RÉGIONAL  
D'ASSISTANCE TECHNIQUE  
POUR L'AFRIQUE AUSTRALE**



---

**RAPPORT  
ANNUEL  
2023**

---



# SIGLES ET ABRÉVIATIONS

<b>AFE, AFRITAC Est</b>	Centre régional d'assistance technique du FMI pour l'Afrique de l'Est	<b>GFS</b>	Statistiques de finances publiques
<b>AFR</b>	Département Afrique du FMI	<b>ICD</b>	Institut du FMI pour le développement des capacités
<b>AFS, AFRITAC Sud</b>	Centre régional d'assistance technique du FMI pour l'Afrique australe	<b>IFA</b>	Institut de formation pour l'Afrique
<b>AfSS</b>	Afrique subsaharienne	<b>IFMIS</b>	Système intégré d'information relatif à la gestion financière
<b>AT</b>	Assistance technique	<b>IPC</b>	Indice des prix à la consommation
<b>CADM</b>	Administration douanière	<b>IPP</b>	Indice des prix à la production
<b>CCCDI</b>	Initiative de développement des capacités de lutte contre la crise de la COVID-19	<b>LEG</b>	Département juridique du FMI
<b>CCDI</b>	Initiative de développement des capacités en matière de réglementation et de surveillance du cyberespace	<b>MCM</b>	Département des marchés monétaires et de capitaux du FMI
<b>CDD</b>	Départements du FMI fournisseurs d'activités de développement des capacités	<b>MdF</b>	Ministère des Finances
<b>CNT</b>	Comptes nationaux trimestriels	<b>MFXMO</b>	Opérations monétaires et opérations de change
<b>CRB</b>	Contrôle et réglementation bancaires	<b>PEM</b>	Perspectives de l'économie mondiale
<b>DC</b>	Développement des capacités	<b>PFC</b>	Pays fragiles ou touchés par un conflit
<b>FAD</b>	Département des finances publiques du FMI	<b>SARB</b>	Banque de réserve de l'Afrique du Sud
<b>FFL</b>	Législation financière et budgétaire	<b>SNP</b>	Système national de paiement
<b>Fintech</b>	Technologies financières	<b>SPA</b>	Système de prévision et d'analyse
<b>FMIF</b>	Infrastructures des marchés financiers et technologies financières	<b>STA</b>	Département des statistiques du FMI
<b>GAFI</b>	Groupe d'action financière	<b>STATS-SA</b>	Statistics South Africa (institut de statistique de l'Afrique du Sud)
<b>GFP</b>	Gestion des finances publiques	<b>TADAT</b>	Outil diagnostic d'évaluation de l'administration fiscale
		<b>TADM</b>	Administration fiscale
		<b>UE</b>	Union européenne

# TABLE DES MATIÈRES

ii

Sigles et abréviations

1

## SECTION I

Message du président et du directeur de l'AFRITAC Sud

5

## SECTION II

Exécution du programme de la phase II de l'AFRITAC Sud

9

## SECTION III

Perspectives économiques régionales

13

## SECTION IV

Exécution du plan de travail de l'exercice 2023 et priorités pour l'exercice 2024

- 19 **A** Programme budgétaire
- 26 **B** Programme de développement du secteur monétaire et financier
- 35 **C** Programme statistique
- 39 **D** Travail sur les questions juridiques, y compris la LBC/FT
- 41 **E** Programme de formation de l'ICD

43

## SECTION V

Budget et financement

49

## ANNEXES

- 50 **Annexe I.**  
Exécution du plan de travail pour l'exercice 2023
- 64 **Annexe II.**  
Plan de travail pour l'exercice 2024
- 71 **Annexe III.**  
Mise à jour du plan d'action sur l'évaluation externe à mi-parcours
- 77 **Annexe IV.**  
Principaux indicateurs économiques

## GRAPHIQUES

- 11 **Graphique 1.**  
Croissance du PIB réel en 2024
- 11 **Graphique 2.**  
Taux de change, monnaie nationale/dollar
- 14 **Graphique 3.**  
État d'avancement sur les objectifs de DC à fin avril 2023 par département fournisseur d'activités de DC
- 14 **Graphique 4.**  
État d'avancement sur les objectifs de DC à fin avril 2023 par axe de travail
- 15 **Graphiques 5 et 6.**  
Taux d'exécution de l'exercice 2023 par programme de financement et par pays
- 24 **Graphiques 7 et 8.**  
Participation aux formations de l'AFRITAC Sud – Axes de travail budgétaires
- 32 **Graphiques 9 et 10.**  
Participation aux formations de l'AFRITAC Sud – Axes de travail relatifs aux secteurs monétaire et financier
- 37 **Graphiques 11 et 12.**  
Participation aux formations de l'AFRITAC Sud – Axes de travail statistiques
- 42 **Graphiques 13 et 14.**  
Participation aux formations de l'AFRITAC Sud – Cours de l'ICD

## ENCADRÉS

- 21 **Encadré 1.**  
Marathon de programmation sur la GFP (Lesotho)
- 21 **Encadré 2.**  
Solutions numériques pour la GFP
- 22 **Encadré 3.**  
Gains de recettes générés par les exercices de rapprochement des données
- 23 **Encadré 4.**  
Projets d'administration fiscale financés par la CCCDI
- 27 **Encadré 5.**  
Renforcement de la réglementation de la gouvernance d'entreprise
- 28 **Encadré 6.**  
Initiative de développement des capacités en matière de réglementation et de surveillance des cyberrisques pour les pays membres de l'AFRITAC Sud
- 30 **Encadré 7.**  
Transition vers le ciblage de l'inflation (Angola)
- 30 **Encadré 8.**  
Opérations de politique monétaire (Comores)
- 30 **Encadré 9.**  
Projets de gestion de la dette financés par la CCCDI
- 36 **Encadré 10.**  
Indices de prix de l'immobilier résidentiel (Afrique du Sud)
- 38 **Encadré 11.**  
Nouveau conseiller résident spécialisé dans les statistiques de finances publiques
- 40 **Encadré 12.**  
Fonds fiduciaire thématique en faveur de la LBC/FT

## TABLEAUX

- 16 **Tableau 1.**  
Activités de DC de l'exercice 2024 par pays et par programme de financement
- 20 **Tableau 2.**  
Exécution du plan de DC pour l'exercice 2023 – Programme budgétaire
- 25 **Tableau 3.**  
Priorités pour l'exercice 2024 et à moyen terme – Programme budgétaire
- 28 **Tableau 4.**  
Exécution du plan de DC de l'exercice 2023 – Programme de développement du secteur monétaire et financier
- 34 **Tableau 5.**  
Priorités pour l'exercice 2024 et à moyen terme – Programme consacré à l'évolution des secteurs monétaire et financier
- 36 **Tableau 6.**  
Exécution du plan de DC pour l'exercice 2023 – Programme statistique
- 38 **Tableau 7.**  
Priorités pour l'exercice 2024 et à moyen terme – Programme statistique
- 45 **Tableau 8.**  
Résultats de la phase II et de l'exercice 2023 de l'AFRITAC Sud et budget estimé pour l'exercice 2024 (en milliers de dollars)
- 46 **Tableau 9.**  
Contributions financières à la phase II de l'AFRITAC Sud (en millions de dollars)
- 47 **Tableau 10.**  
Contributions financières à la phase III de l'AFRITAC Sud (en millions de dollars)

**SECTION I**

MESSAGE DU  
PRÉSIDENT ET DU  
DIRECTEUR DE  
L'AFRITAC SUD

# MESSAGE DU PRÉSIDENT ET DU DIRECTEUR DE L'AFRITAC SUD



**Hon. Ahmed Ali Bazi**  
Président, Comité  
d'orientation d'Afrítac sud  
(Comores)



**Sukhwinder Singh**  
Directeur d'Afrítac Sud

**L'enchaînement de chocs économiques mondiaux, auquel vient se greffer une pénurie de financement, continue de restreindre considérablement la riposte des pouvoirs publics et les perspectives de croissance des pays membres.** Les activités de surveillance, de prêt et de développement des capacités (DC) du FMI ont visé à aider les pays membres d'Afrique subsaharienne dans l'environnement économique le plus délicat connu depuis plusieurs décennies. Au fil de l'exercice 2023, l'AFRITAC Sud a collaboré avec le département Afrique (AFR) et les départements fournisseurs d'activités de DC (CDD) pour soutenir des réformes institutionnelles et renforcer le capital humain dans le but de réduire les vulnérabilités macroéconomiques et de renforcer la résilience, deux aspects essentiels pour placer la région sur une trajectoire de croissance plus vigoureuse. En plus d'aider les pays membres à atteindre leurs objectifs de stabilisation à court terme, les activités de DC de l'AFRITAC Sud ont porté sur de nouveaux domaines prioritaires pour les perspectives à moyen et long terme tels que le changement climatique, l'égalité entre les genres, le passage au numérique et la gouvernance. Au moment où l'AFRITAC Sud s'engage dans la phase III de ses

activités (exercices 2024 à 2028), les pouvoirs publics ont devant eux un vaste programme de réformes dans ces domaines ainsi que dans les thèmes traditionnels que sont la gestion des finances publiques (GFP), l'administration fiscale, les politiques monétaire et financière, et les statistiques macroéconomiques. Cette situation exige de concrétiser rapidement des avancées sur les financements urgents qui s'imposent pour accompagner ces actions à ce carrefour critique. Il reste essentiel que la communauté des partenaires internationaux pour le développement et le secteur privé travaillent de concert pour combler les déficits de financement.

**En dépit de ce contexte difficile, l'AFRITAC Sud a réalisé des progrès notables sur les priorités définies par le comité d'orientation pour l'exercice 2023.** À la fin de l'exercice, plus de la moitié des objectifs mesurés (53 %) ont été soit pleinement, soit en grande partie atteints. Ce rapport met en évidence certaines des réussites et des accomplissements essentiels enregistrés au cours de la phase II. Malgré les contraintes de financement, l'AFRITAC Sud a pu déployer un volume considérable d'activités, tout en revenant à une plus grande

proportion de formations en personne. Il a notamment été aidé en cela par les financements directs des départements fournisseurs d'activités de DC. Plus précisément, l'AFRITAC Sud :

- a mené 202 missions, dont 49 directement auprès de pays fragiles ou touchés par un conflit (PFC) ;
- a mené 23 activités de formation régionales sur des thèmes importants pour la région, dont plusieurs en collaboration avec d'autres centres régionaux d'assistance technique (AFRITAC), l'institut de formation pour l'Afrique (IFA) et des partenaires régionaux, ce qui a permis à plus de 1 125 fonctionnaires de renforcer leurs connaissances dans de nombreux axes de travail ;
- a augmenté la proportion de ses activités dispensées en personne (environ 67 % du total), tout en exploitant les formats à distance développés pendant la pandémie pour élargir l'accès aux formations ;
- a progressé dans la mise en œuvre des recommandations de l'évaluation externe à mi-parcours fournie au comité d'orientation en juin 2022.

**Les Perspectives économiques régionales du FMI annoncent un contexte difficile marqué par d'importants facteurs de vulnérabilité dans l'ensemble des pays<sup>1</sup>.** Sachant que de nombreux pays font face à un niveau d'endettement élevé, à une forte inflation, à des soldes extérieurs fragiles et à une augmentation du coût de l'emprunt, la marge de manœuvre s'est considérablement rétrécie. Les dirigeants doivent relever l'immense défi d'augmenter les taux de croissance de l'après-pandémie avec des amortisseurs budgétaires et extérieurs limités, et des financements réduits,

tout en remédiant aux profondes séquelles laissées par la succession de chocs, qui a augmenté la pauvreté et creusé les inégalités. Pour accompagner la reprise des pays membres de l'AFRITAC Sud, il est donc essentiel de maintenir les activités de DC dans des domaines traditionnels tels que l'accroissement des recettes afin de soutenir les autorités dans leurs réformes.

#### **Lors de sa réunion de juin 2023, le comité d'orientation a approuvé les priorités de DC pour l'exercice 2024.**

Elles sont étroitement liées aux priorités de l'action publique dans les pays membres de l'AFRITAC Sud, telles qu'elles sont ressorties de leurs entretiens avec le FMI concernant la mise en place de programmes et la surveillance. Le plan de travail prévoit environ 199 interventions de développement des capacités dans les 13 pays membres ainsi que 23 formations régionales dans des domaines fondamentaux. L'AFRITAC Sud va continuer de :

- mettre l'accent sur l'accroissement des recettes, l'EGIP, le renforcement des systèmes de GFP pour améliorer l'efficacité des dépenses, le soutien des cadres et opérations de politique monétaire pour lutter contre le haut niveau d'inflation, le renforcement des capacités de gestion de la dette, le renforcement du contrôle et de la réglementation du secteur bancaire, et l'aide à la production de statistiques macroéconomiques de meilleure qualité ;
- étoffer les services de DC dans de nouveaux domaines, tels que le changement climatique, les questions liées au genre, le passage au numérique, et la gouvernance et la lutte contre la corruption ;

- diversifier les activités de DC sur les statistiques afin d'y inclure les statistiques de finances publiques, compte tenu des difficultés budgétaires ;
- accorder une attention particulière aux besoins spéciaux des PFC à l'aide d'interventions de DC personnalisées ;
- accompagner les pays membres dans leurs programmes d'harmonisation et d'intégration régionales<sup>2</sup> ;
- promouvoir des formats innovants pour les activités de DC.

#### **Lors de sa réunion de juin 2022, le comité d'orientation a été informé des principales constatations et recommandations de l'évaluation à mi-parcours de la phase II de l'AFRITAC Sud, et de la réponse apportée par le FMI.**

Le programme de la phase III de l'AFRITAC Sud tient compte de ces constatations et recommandations. Le centre, en collaboration avec AFR et les départements fournisseurs d'activités de DC concernés, a pris des mesures s'agissant des dix recommandations. L'annexe III répertorie les actions engagées pour chaque recommandation.

**Le programme de la phase III approuvé par le comité d'orientation prévoit un financement de 59,4 millions de dollars.** Le FMI se montre reconnaissant des engagements pris et des décaissements effectués par l'UE pour le début de la phase III dans le cadre de son accord-cadre de financement pour les AFRITAC et l'IFA. Des efforts sont déployés dans le but de lever des fonds, notamment pour diversifier la base des partenaires pour le développement, mais il subsiste d'importants déficits de financement, ce qui engendre des incertitudes s'agissant

<sup>1</sup> *Perspectives économiques régionales* du FMI, avril 2023.

<sup>2</sup> Principalement avec la Communauté du développement de l'Afrique australe (SADC), le Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA), l'Union douanière d'Afrique australe (SACU) et la Commission de l'océan Indien (IOC).

de la planification des activités de développement. À fin juillet 2023, les engagements fermes de partenaires et de pays membres (Maurice et Botswana) s'élevaient à 22,3 millions de dollars, auxquels s'ajoutaient 2,8 millions de dollars du FMI, ce qui laisse un déficit de financement de 34,3 millions de dollars, soit plus de la moitié du budget prévu pour la phase III. Il sera essentiel de conclure au plus vite les accords de financement

en suspens pour la phase III afin d'apporter un soutien fiable en matière de DC. En collaboration avec le siège du FMI, l'AFRITAC Sud va continuer d'étudier la possibilité d'obtenir des financements par le biais d'autres instruments de financement.

**Ce rapport comporte cinq sections et quatre annexes d'information.** La section II est consacrée à l'exécution du programme de la phase II.

La section III synthétise les perspectives économiques régionales pour l'Afrique subsaharienne en ciblant la région de l'AFRITAC Sud. La section IV porte sur l'exécution du plan de DC sur l'exercice 2023, le plan de travail pour l'exercice 2024 et les priorités de DC à moyen terme. La section V porte sur le budget et le financement de l'AFRITAC Sud.

**SECTION II**

EXÉCUTION DU  
PROGRAMME DE  
LA PHASE II DE  
L'AFRITAC SUD

# EXÉCUTION DU PROGRAMME DE LA PHASE II DE L'AFRITAC SUD

**Les priorités stratégiques du programme de la phase II de l'AFRITAC Sud consistaient à combler les lacunes de DC relevées lors des missions de diagnostic entreprises au cours de la phase I et à aider les pays membres à accélérer sur les jalons et résultats ciblés en matière de DC afin d'atteindre des objectifs macroéconomiques plus larges et de réaliser des avancées sur les objectifs de développement durable et le programme de financement du développement<sup>3</sup>.**

Le programme était également conçu pour répondre aux engagements pris par les pays auprès d'organisations régionales en matière d'harmonisation et d'intégration.

**Par le biais de différents portefeuilles, l'AFRITAC Sud a dispensé des activités de DC dans les axes de travail fondamentaux des secteurs budgétaire, statistique, monétaire et financier tout en renforçant l'assistance technique (AT) et la formation (avec des ateliers régionaux et personnalisés et des détachements professionnels).** Le programme budgétaire est principalement destiné à accélérer les initiatives de réforme en matière de GFP en renforçant la crédibilité et l'exhaustivité des budgets, en améliorant la

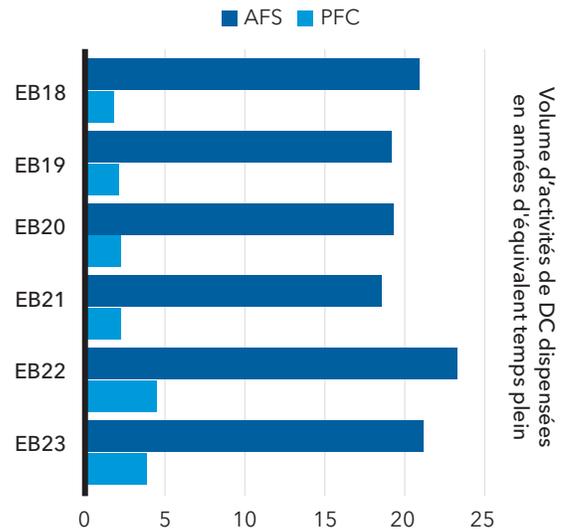
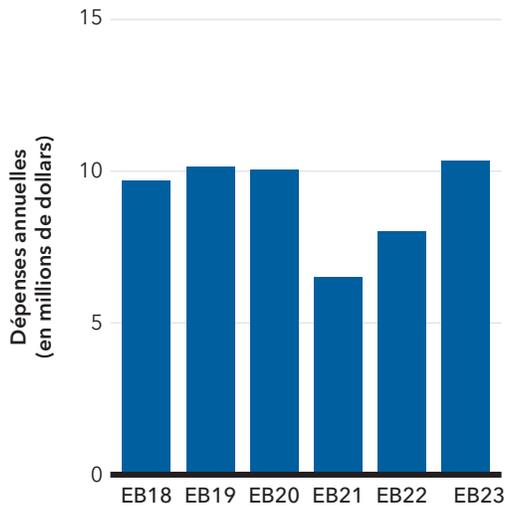
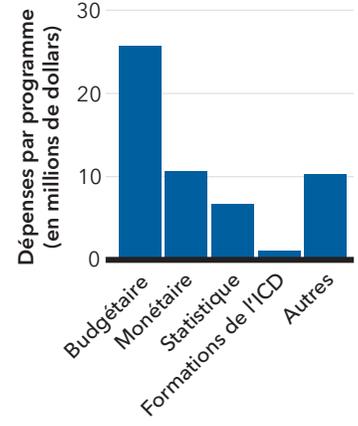
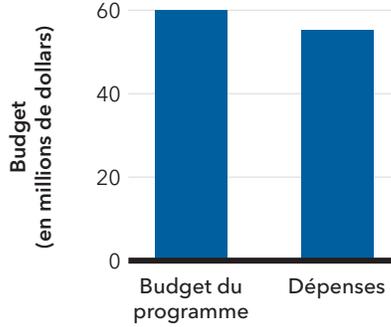
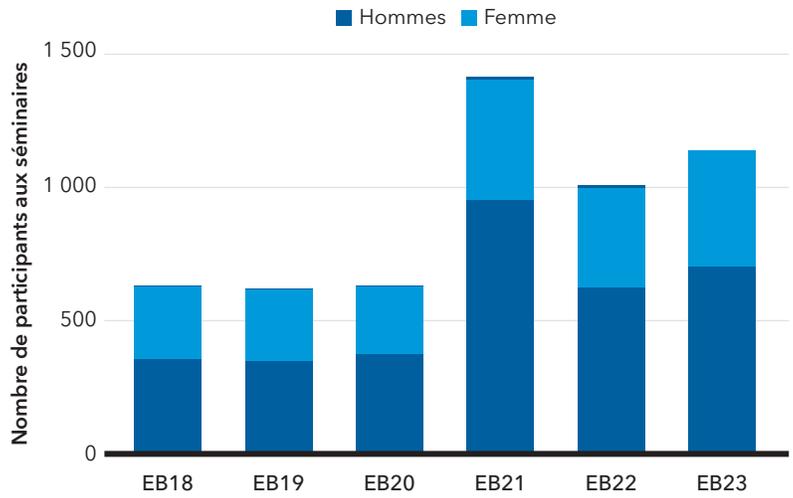
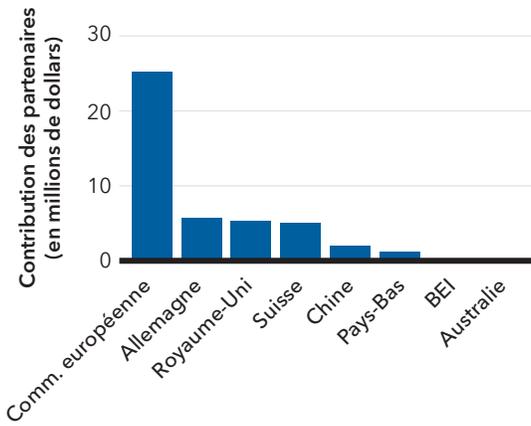
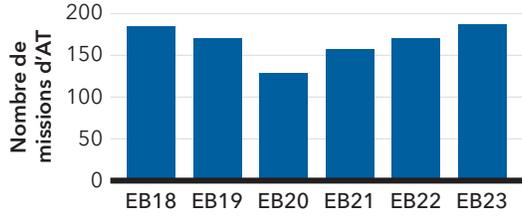
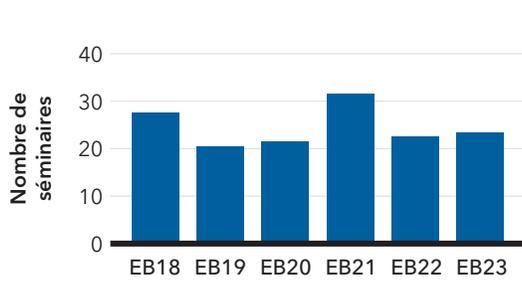
transparence et la communication de données, en renforçant la gestion des risques budgétaires, en adaptant les pratiques à l'évolution des normes internationales en matière de GFP, et en mettant en place des structures plus fonctionnelles et efficaces au sein des administrations fiscales pour un accroissement de la mobilisation des recettes. Pour accompagner les fonctions des banques centrales, le programme avait pour but d'améliorer les capacités en matière de contrôle et de réglementation du secteur financier, en mettant l'accent sur le contrôle macroprudentiel, les tests de résistance, le contrôle fondé sur les risques, le contrôle consolidé et transfrontalier, et l'adoption de normes et meilleures pratiques internationales en perpétuelle évolution. Le programme a également contribué à la modernisation des cadres de politique monétaire et à l'amélioration des prévisions, de l'analyse des politiques publiques, de la communication relative à la politique monétaire, de la gestion des liquidités, de la gestion des réserves de change, des stratégies d'intervention, des opérations sur les marchés primaire et secondaire, et du développement de systèmes de paiement nationaux.

Le programme de statistiques de l'AFRITAC Sud visait à améliorer la précision et la fiabilité des statistiques du secteur réel.

**Au cours de la phase, les pays membres ont bénéficié de plus de 960 missions d'AT, 140 ateliers régionaux et plusieurs programmes de formation personnalisés.** Le volume d'activités de DC dispensées au cours de la phase I est largement dépassé. Le centre est resté réactif à l'évolution des besoins des membres au fil des nombreuses crises, et il a continué d'innover dans les formats de ses activités de DC à la suite de la COVID-19. L'AFRITAC Sud constate des progrès notables de la part de ses membres sur les résultats de DC ciblés. À la fin de la phase II, environ 53 % des objectifs de DC ciblés ont été soit entièrement, soit en grande partie atteints par les bénéficiaires, et des progrès notables ont été accomplis sur 39 % d'entre eux. La section IV met en exergue les accomplissements clés des pays dans les différents axes de travail. L'AFRITAC Sud continue de communiquer des éléments prouvant les effets positifs de ses activités de DC par différents canaux.

<sup>3</sup> Initialement prévu pour la période exercice 2018-exercice 2022, le programme a été prolongé d'un an pour englober l'exercice 2023.

PRINCIPAUX FAITS SAILLANTS DE LA PHASE II (EXERCICE 2018-EXERCICE 2023)





**SECTION III**

PERSPECTIVES  
ÉCONOMIQUES  
RÉGIONALES<sup>4</sup>

---

<sup>4</sup> Sur la base des *Perspectives économiques régionales* d'avril 2023 du FMI.

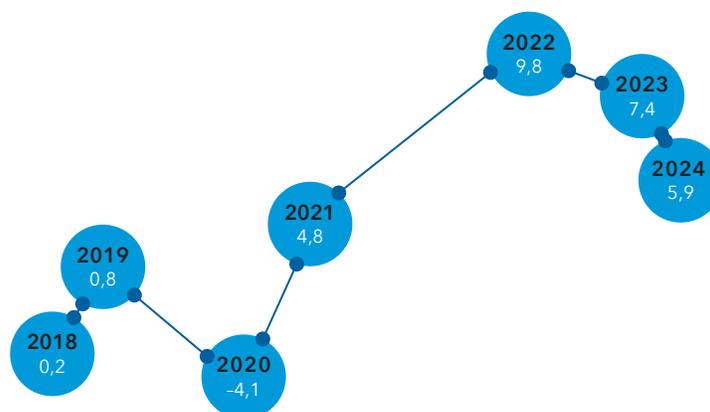
# PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES RÉGIONALES

Les répercussions des nombreux chocs continuent d'affecter l'environnement macroéconomique dans la région de l'AFRITAC Sud et de retarder la reprise. Dix des treize pays membres de l'AFRITAC Sud devraient retrouver leur PIB réel par habitant d'avant-pandémie en 2023 ou après 2023, la plus grande puissance économique du pays (l'Afrique du Sud) affichant l'une des croissances les plus faibles de la région (graphique 1). Dans la plupart des pays membres de l'AFRITAC Sud, les perspectives de croissance à moyen terme restent trop faibles pour s'attaquer à des programmes de développement très chargés, ce qui nécessite des réformes structurelles plus vigoureuses et des financements supplémentaires. L'inflation dans la région devrait diminuer dans la plupart des pays en 2023 et au-delà.

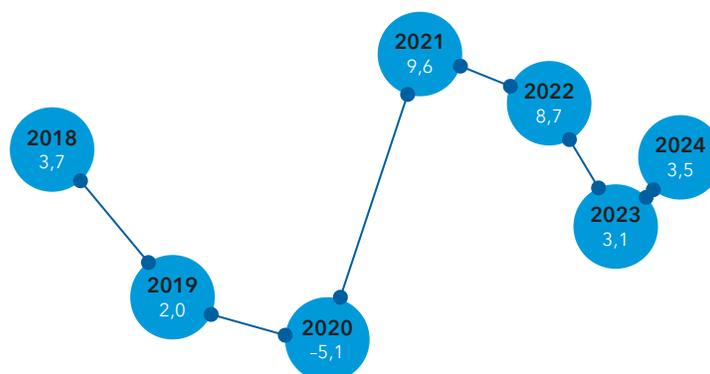
Dans l'ensemble des pays, les facteurs de vulnérabilité liés aux finances publiques restent considérables : niveaux d'endettement élevés, augmentation des coûts de l'emprunt et affaiblissement de la situation financière de nombreuses entreprises publiques. La dette des administrations publiques exprimée en part du PIB reste au-dessus du niveau d'avant-pandémie dans la plupart des pays. Quatre pays (Comores, Mozambique, Zambie et Zimbabwe) sont confrontés à un risque élevé de surendettement ou sont en situation de surendettement<sup>5</sup>. Les projections budgétaires à moyen terme indiquent que le ratio dette des administrations publiques/PIB pour

<sup>5</sup> Sur la base des analyses de viabilité de la dette au 30 septembre 2022.

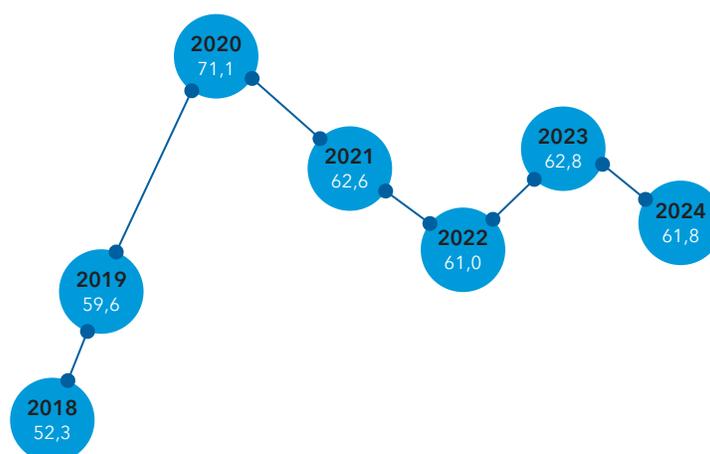
Croissance moyenne pondérée du PIB (%), AFS hors Afrique du Sud



Croissance moyenne pondérée du PIB (%), AFS



Dette brute des administrations publiques, moyenne AFS (% du PIB)



la région de l'AFRITAC Sud devrait diminuer, tout en restant au-dessus du niveau d'avant-pandémie dans la plupart des pays. Le déficit moyen du compte des transactions courantes devrait diminuer en 2023 sous l'effet de la baisse des cours de l'énergie. La plupart des pays de l'AFRITAC Sud continuent de faire face à des pressions sur les taux de change (graphique 2). Le taux de couverture des importations de la région est en baisse depuis 2020, et il devrait rester au-dessous des niveaux d'avant-pandémie à moyen terme.

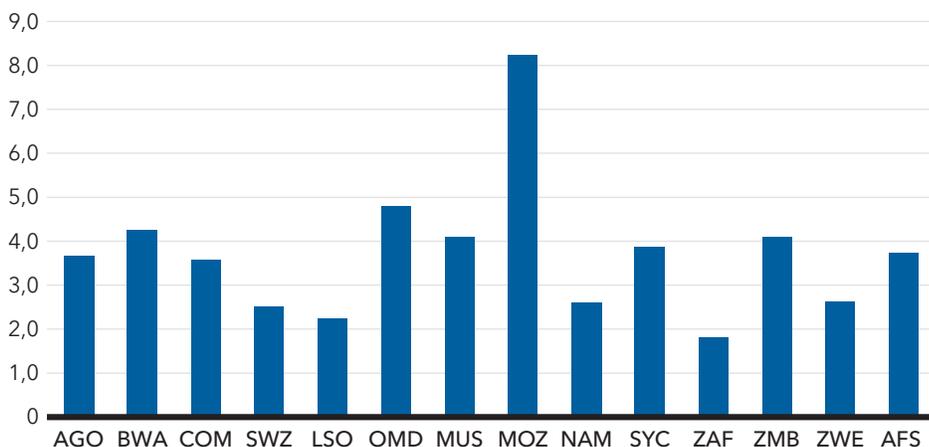
### DOMAINES D'ACTION PRIORITAIRES<sup>6</sup>

Les domaines d'action prioritaires suivants peuvent permettre de remédier aux déséquilibres macroéconomiques dans ce contexte de contrainte financière :

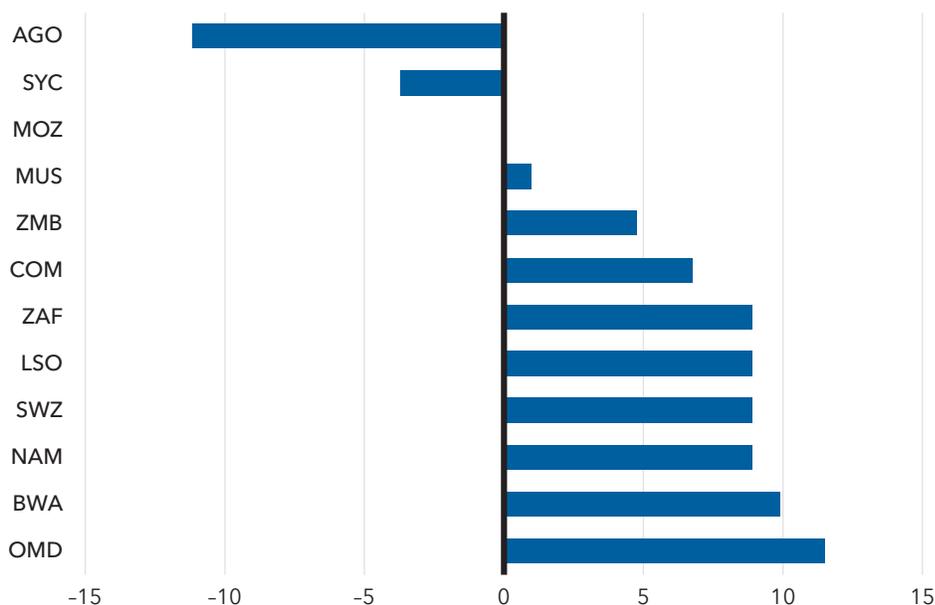
- Rééquilibrer les comptes publics et renforcer la GFP dans un contexte de durcissement des conditions financières. Pour ce faire, les autorités devront poursuivre l'augmentation des recettes publiques, améliorer la gestion des risques budgétaires et faire preuve de plus de volontarisme dans la gestion de l'endettement. Par ailleurs, l'aide internationale demeure essentielle pour réduire les contraintes de financement auxquelles sont soumis les États. Certains pays qui nécessitent une restructuration ou un rééchelonnement de leur dette doivent impérativement disposer d'un cadre efficace de traitement de la dette, afin qu'ils puissent se ménager l'espace budgétaire qui leur fait défaut.
- Juguler l'inflation. Les autorités monétaires devront s'armer de prudence tant que l'inflation n'aura pas emprunté une trajectoire clairement descendante et qu'elle

<sup>6</sup> Se référer également à la Mise à jour de juillet 2023 des *Perspectives de l'économie mondiale* du FMI.

GRAPHIQUE 1. CROISSANCE DU PIB RÉEL EN 2024



GRAPHIQUE 2. TAUX DE CHANGE, MONNAIE NATIONALE/DOLLAR (TAUX OFFICIEL, VARIATION EN POURCENTAGE ENTRE DÉCEMBRE 2020 ET DÉCEMBRE 2022), (+) = DÉPRÉCIATION



Sources : base de données des PEM du FMI, avril 2023 ; base de données des *Perspectives économiques régionales* du FMI pour l'Afrique subsaharienne, avril 2023 ; calculs des services de l'AFRITAC Sud.

- ne se sera pas rapprochée de la fourchette visée par les banques centrales.
- Laisser le taux de change s'ajuster, tout en atténuant les effets économiques néfastes des dépréciations, comme l'accélération de l'inflation et la hausse de l'endettement.
- Veiller à ce que les importantes mesures de financement de l'action climatique ne viennent pas mettre au second plan des besoins élémentaires comme la santé et l'éducation. Le financement de l'action climatique par la communauté internationale doit venir s'ajouter aux montants d'aide actuels.



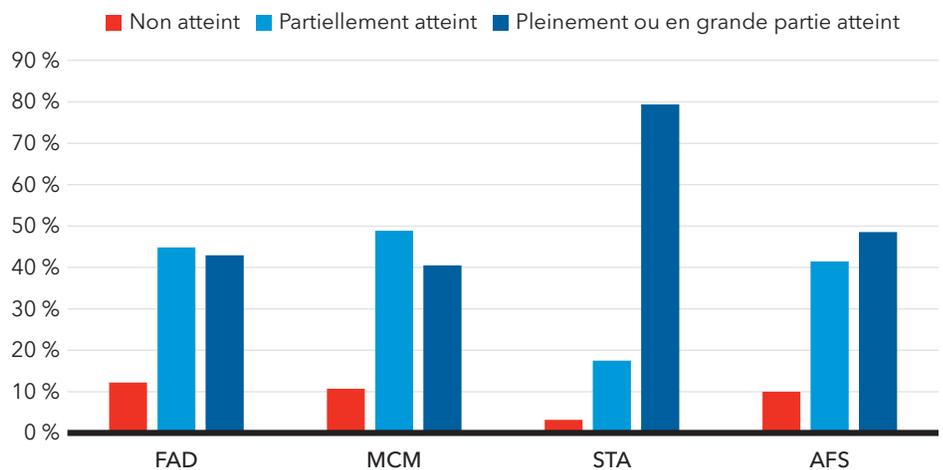
**SECTION IV**

EXÉCUTION DU  
PLAN DE TRAVAIL  
DE L'EXERCICE 2023  
ET PRIORITÉS POUR  
L'EXERCICE 2024

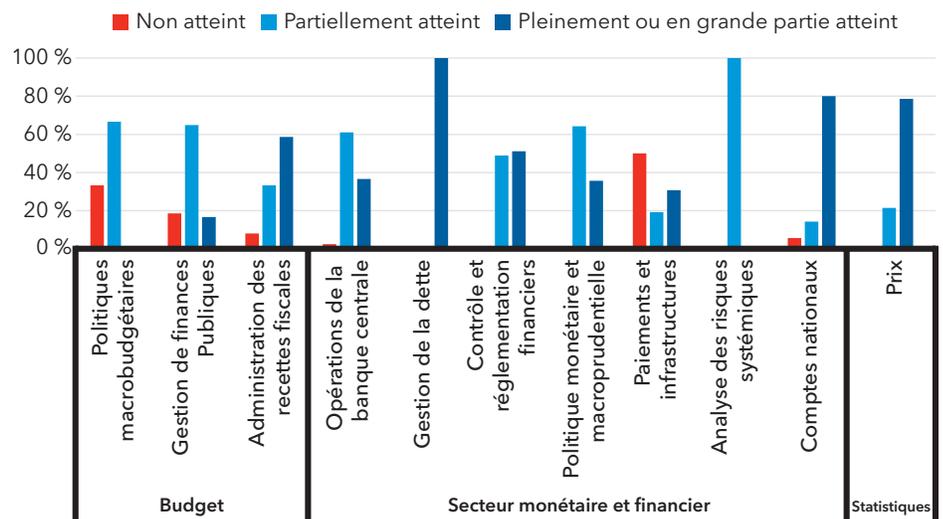
# EXÉCUTION DU PLAN DE TRAVAIL DE L'EXERCICE 2023 ET PRIORITÉS POUR L'EXERCICE 2024

Le centre a dispensé 202 activités de DC, pour 246 approuvées en décembre 2022, soit un taux d'exécution de 82 %<sup>7</sup> pour la région de l'AFRITAC Sud et d'environ 80 % pour les PFC. Plus de 1 125 fonctionnaires (38 % de femmes et 18 % issus de PFC) ont bénéficié de 23 ateliers régionaux sur des thèmes fondamentaux, tels que la dématérialisation de la GFP et l'introduction de monnaies numériques de banque centrale, la gestion des risques climatiques, le renforcement de la gouvernance d'entreprise dans les banques et l'application de nouveaux outils à l'appui de l'analyse des politiques publiques. Ces ateliers ont été complétés par des ateliers personnalisés organisés dans les pays au cours de missions. Les activités de DC ont aidé les membres à avancer dans la poursuite des résultats de DC ciblés. À fin avril 2023, environ la moitié des 374 objectifs évalués avaient été soit pleinement atteints, soit en grande partie atteints, à différents degrés dans l'ensemble des axes de travail (graphiques 3 et 4). Le plan de DC pour l'exercice 2024 et à moyen terme contribuera à l'atteinte des objectifs restants. Les services de DC dispensés aux ministères des Finances et aux autorités fiscales ont grandement aidé les pays membres à renforcer leur GFP ainsi que leurs administrations fiscales et douanières pour

**GRAPHIQUE 3. ÉTAT D'AVANCEMENT SUR LES OBJECTIFS DE DC À FIN AVRIL 2023 PAR DÉPARTEMENT FOURNISSEUR D'ACTIVITÉS DE DC**



**GRAPHIQUE 4. ÉTAT D'AVANCEMENT SUR LES OBJECTIFS DE DC À FIN AVRIL 2023 PAR AXE DE TRAVAIL**



<sup>7</sup> Les taux d'exécution de l'exercice 2023 reposent sur le plan révisé approuvé par le comité d'orientation en décembre 2022.

améliorer les finances publiques et la mobilisation des recettes. Les activités de DC dispensées aux banques centrales ont accompagné les efforts déployés pour renforcer le contrôle et la réglementation du secteur financier, la cybersécurité et la gouvernance d'entreprise, à améliorer les opérations sur les marchés monétaires et des changes, et à traiter les risques pour la stabilité financière, notamment ceux liés au changement climatique. Les activités de DC consacrées aux statistiques ont continué d'appuyer des projets destinés à améliorer la qualité et la diffusion de la comptabilité nationale et des statistiques sur les prix.

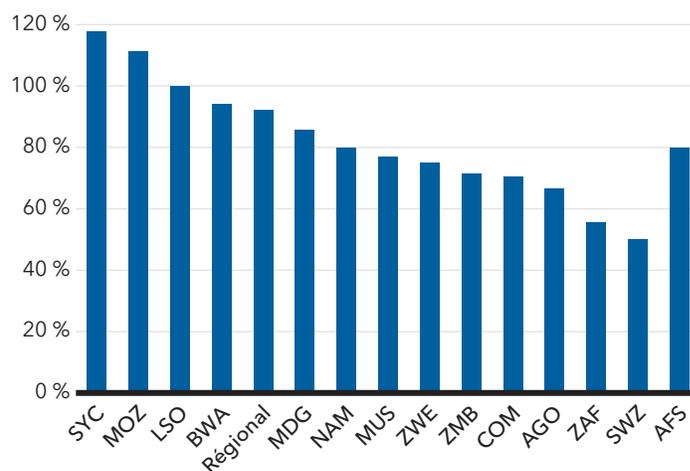
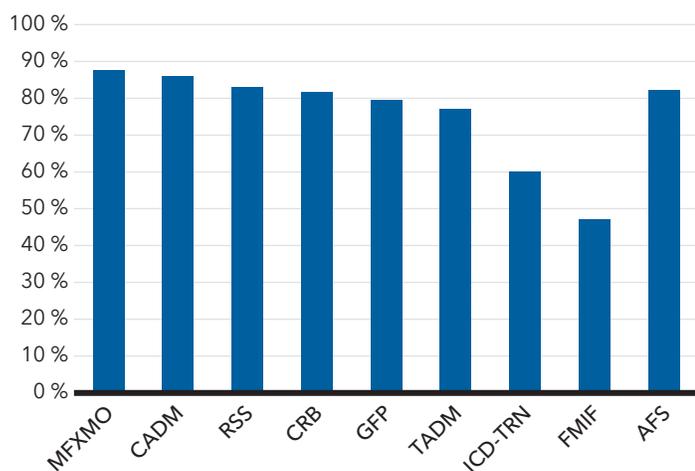
**L'exécution du plan de travail au cours de l'exercice 2023 a varié selon les programmes de financement et des pays (graphiques 5 et 6).** Les activités de DC ont été principalement affectées par des changements dans les priorités en matière de DC et par le report/l'annulation de missions par les autorités. Le centre a également repensé certaines missions prévues

pour le dernier trimestre en raison de liquidités insuffisantes. Pour éviter les perturbations, les départements du FMI fournisseurs d'activités de DC ont financé certaines missions prioritaires. Le centre a reporté d'autres missions à l'exercice 2024, en particulier des missions non urgentes et non confirmées. L'AFRITAC Sud a continué de diversifier les modalités de ses activités de DC en utilisant des formats à distance, mixtes et en personne. Cette année, environ 67 % du total des activités de DC et environ la moitié des séminaires ont eu lieu en personne.

**D'autres instruments de financement du FMI pour les activités de DC ont complété le soutien à l'AFRITAC Sud, la plupart du temps dans des axes de travail n'étant pas directement financés par le centre.** L'initiative de développement des capacités de lutte contre la crise de la COVID-19 (CCCDI) et le fonds thématique en faveur de la LBC/FT ont dispensé 18 activités de DC, notamment quatre ateliers régionaux. Cinq missions d'AT ont

été organisées dans les trois PFC. Les conseillers résidents financés par la CCCDI sur la gestion de la dette et l'administration des recettes ont aidé plusieurs pays membres sur l'élaboration de leur plan d'emprunt annuel, leur stratégie d'endettement à moyen terme, leur analyse de viabilité de la dette, le rapprochement des données relatives à l'endettement, l'outil diagnostique d'évaluation de l'administration fiscale (TADAT), la TVA et la mise en œuvre de plans de réforme de l'administration fiscale<sup>8</sup>. Fourni par le département juridique, le fonds fiduciaire thématique en faveur de la LBC/FT a appuyé des ateliers sur la correspondance bancaire, la transparence s'agissant des bénéficiaires effectifs et les actifs virtuels, ainsi que des missions d'AT en faveur de l'Angola, du Botswana et de la Namibie sur certains aspects de la LBC/FT. Le financement d'activités de DC dans ces domaines reste essentiel pour que les pays de la région atteignent des objectifs plus larges sur le plan macroéconomique et en termes de stabilité.

## GRAPHIQUES 5 ET 6. TAUX D'EXÉCUTION DE L'EXERCICE 2023 PAR PROGRAMME DE FINANCEMENT ET PAR PAYS



BSR = Banking Supervision and Regulation (contrôle et réglementation bancaires) ; CADM = Customs Administration (douanes) ; FMIF = Financial Market Infrastructure and Fintech (infrastructures des marchés financiers et technologies financières) ; ICD-TRN = cours de formation en macroéconomie dirigés par l'ICD ; MFXMO = Money and FX Market Operations (opérations sur les marchés monétaires et de change) ; PFM = Public Financial Management (GFP, gestion des finances publiques) ; RSS = Real Sector Statistics (statistiques du secteur réel) ; TADM = Tax Administration (administration fiscale).

AGO = Angola ; BWA = Botswana ; COM = Comores ; SWZ = Eswatini ; LSO = Lesotho ; MDG = Madagascar ; MUS = Maurice ; MOZ = Mozambique ; NAM = Namibie ; SYC = Seychelles ; ZAF = Afrique du Sud ; ZMB = Zambie ; ZWE = Zimbabwe.

<sup>8</sup> La CCCDI a financé plusieurs projets sur l'administration des recettes du 8 décembre 2021 au 6 juin 2023, et elle finance plusieurs projets consacrés à la gestion de la dette depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2022.

**TABLEAU 1. ACTIVITÉS DE DC DE L'EXERCICE 2024 PAR PAYS ET PAR PROGRAMME DE FINANCEMENT**

	BSR	CADM	FFL	FMIF	ICD-TRN	MFXMO	GFP	RSS	TADM	Total
Angola		1		2		3	4	2	1	13
Botswana	2			2		2	2	2	1	11
Comores	2	3	1	1		1	5	3	3	19
Eswatini		1		1		2	3	2	1	10
Lesotho	2	2		2		1	5	2	1	15
Madagascar	2	4		1		3	4	2	2	18
Maurice			2	2		2	2	3		11
Mozambique	3	1		1		3	2	3		13
Namibie	4	3		2		1	3	2	3	18
Régional 1/	2	2	1	5	4	4	4		1	23
Seychelles	2	1		2		1	3	2	2	13
Afrique du Sud				2			2	1	2	7
Zambie	2	1		1		1	3	2	3	13
Zimbabwe	2	3		1			4	3	2	15
<b>Total</b>	<b>23</b>	<b>22</b>	<b>4</b>	<b>25</b>	<b>4</b>	<b>24</b>	<b>46</b>	<b>29</b>	<b>22</b>	<b>199</b>
<b>PFC</b>	<b>32 %</b>	<b>34 %</b>	<b>31 %</b>	<b>17 %</b>	<b>23 %</b>	<b>21 %</b>	<b>26 %</b>	<b>31 %</b>	<b>24 %</b>	<b>26 %</b>

1/ Comprend les ateliers, séminaires, cours, séminaires en ligne et détachements professionnels régionaux.

**Approuvé en juin 2023 par le comité d'orientation, le plan de travail de l'exercice 2024 correspond aux priorités recensées et convenues avec les membres au titre des programmes de prêt du FMI et des entretiens organisés dans le cadre des consultations au titre de l'article IV avec les équipes-pays du département Afrique.** Le plan suit étroitement la stratégie de DC du FMI, en particulier s'agissant des PFC, et concernant le changement climatique, la gouvernance, le passage au numérique et la question du genre. Le plan contribuera à améliorer la capacité des membres à mettre en œuvre des politiques publiques pertinentes, à atteindre les repères structurels du programme dans des délais appropriés et de réaliser des avancées concrètes sur les engagements pris auprès des organisations régionales en matière d'intégration et d'harmonisation économiques. Le plan accompagnera également les travaux sur des enjeux mondiaux élevés au rang de priorité par les pays membres,

et convenus avec les partenaires pour le développement, notamment l'UE.

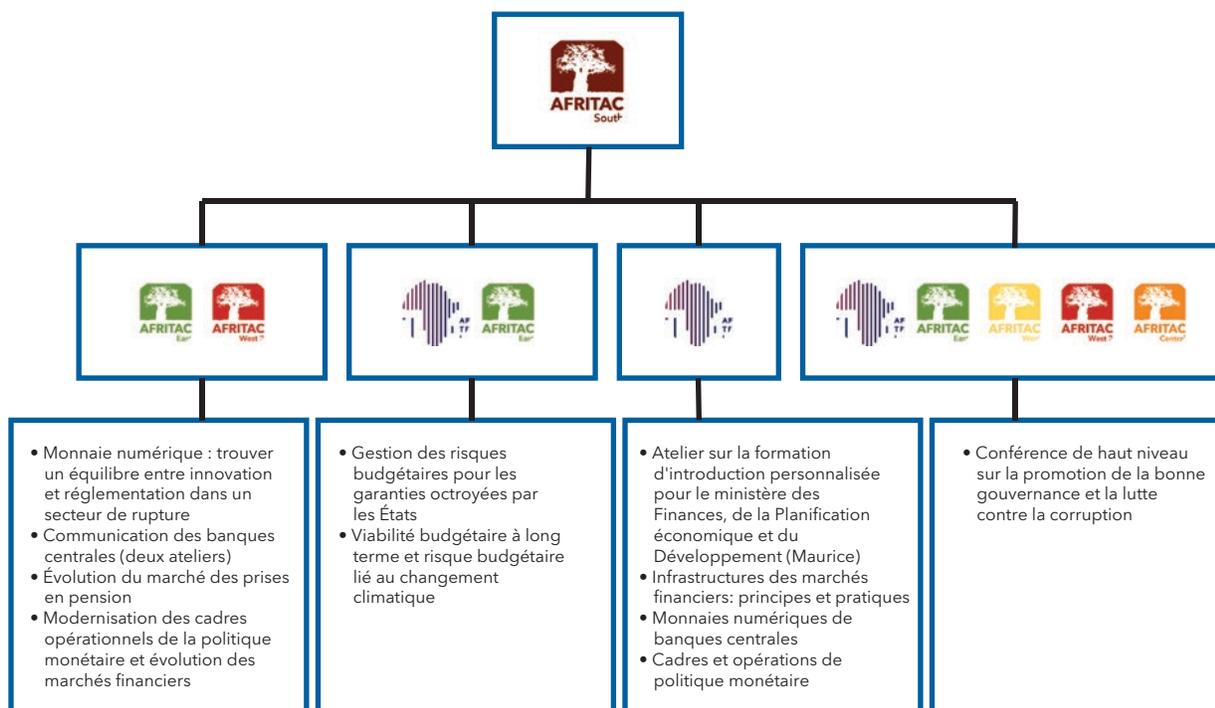
**L'AFRITAC Sud prévoit de dispenser 199 activités de DC au cours de l'exercice 2024, soit à peu près autant qu'au cours de l'exercice 2023.** Un quart d'entre elles sera destiné aux PFC (tableau 1). Le [plan de formation](#) proposé comprend des nouveautés pour la région : les cours « Analyse de la politique monétaire et budgétaire à l'aide des modèles DSGE », « Aspects macroéconomiques du changement climatique » et « Changement climatique et politiques macrofinancières » seront dispensés en collaboration avec l'Institut du FMI pour le développement des capacités (ICD) et l'IFA ; « Solutions numériques pour la GFP » en collaboration avec le département des finances publiques du FMI (FAD). Le plan a tenu compte de la préférence des pays membres pour les activités de DC en personne, après la lassitude suscitée par les formats à distance pendant la pandémie. Cette

année, environ 75 % des activités de DC devraient être dispensées sur ce format, contre 67 % au cours de l'exercice 2023. Parallèlement, les bienfaits des échanges étendus et plus ciblés apportés par les formats à distance seront également mis à profit.

**Les financements issus d'autres instruments vont contribuer à combler les manques, principalement sur la gestion de la dette<sup>9</sup> par le biais de la CCCDI et la LBC/FT au moyen du fonds thématique en faveur de la LBC/FT.** À partir de l'exercice 2024, le nouveau conseiller résident mis à disposition et financé par LEG dispensera une AT et des formations sur la gouvernance et la lutte contre la corruption à plusieurs pays membres de l'AFRITAC Sud. Les programmes de DC ci-dessous présentent l'exécution du plan de travail de l'exercice 2023 par différents programmes de financement, l'état d'avancement des pays membres s'agissant des résultats de DC et les priorités pour l'exercice 2024 et à moyen terme en matière de DC.

<sup>9</sup> Le conseiller en gestion de la dette est financé par la CCCDI.

## Collaboration avec l'IFA et les AFRITAC au cours de l'exercice 2023

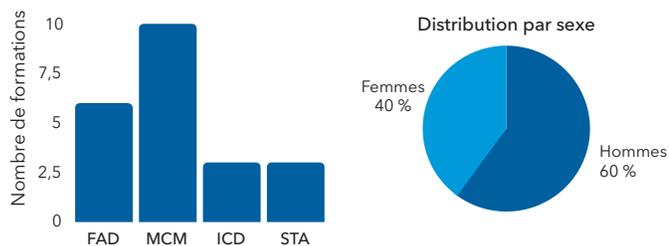


## Événements de formation par axe de travail au cours de l'exercice 2023

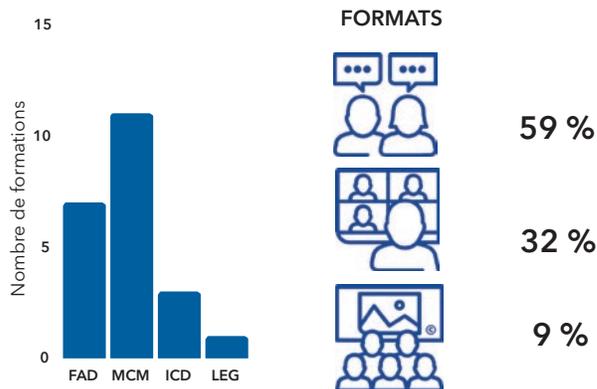


# Vision synthétique du travail de DC de l'AFRITAC Sud sur les exercices 2023 et 2024

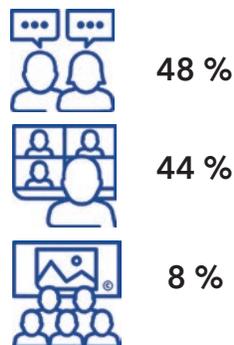
## SÉMINAIRES EB23



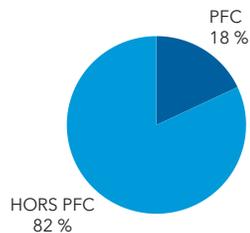
## SÉMINAIRES EB24



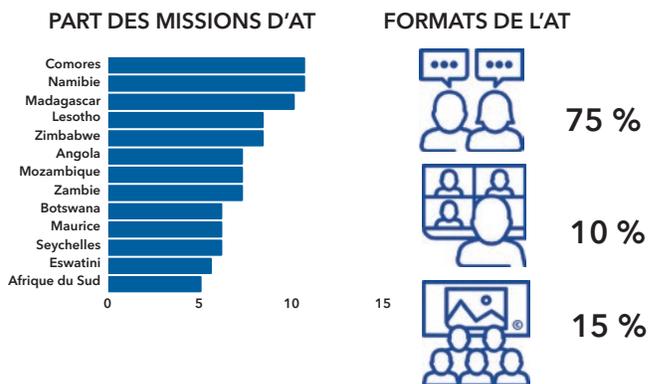
### FORMAT



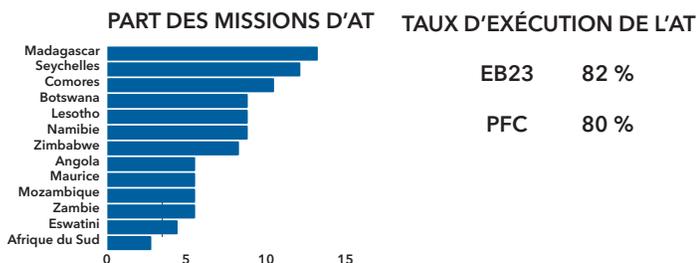
### VENTILATION DES PARTICIPANTS



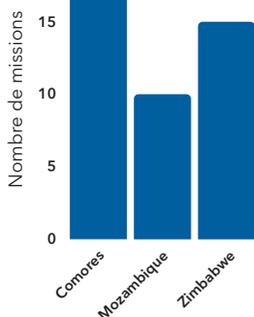
## MISSIONS D'AT EB24



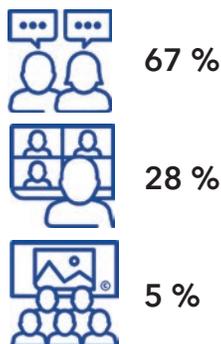
## MISSIONS D'AT EB23



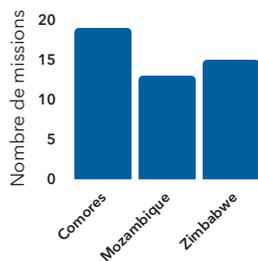
### MISSIONS D'AT EN FAVEUR DES PFC



### FORMATS DE L'AT



### MISSIONS D'AT EN FAVEUR DES PFC



### LÉGENDE:



## PROGRAMME BUDGÉTAIRE

**EXÉCUTION POUR L'EXERCICE 2023**

Les axes de travail dans le domaine budgétaire ont continué d'accompagner les pays membres dans leurs efforts de renforcement de la résilience de leurs finances publiques, en mettant l'accent sur l'amélioration de la mobilisation des recettes, des cadres budgétaires, de l'information et de la transparence budgétaires, de la gestion des investissements publics, de la gestion des risques budgétaires, de la gouvernance des

finances publiques, de la résilience aux changements climatiques et des solutions numériques. À fin avril 2023, environ 43 % des objectifs évalués avaient été pleinement ou en grande partie atteints. Parmi les principaux accomplissements enregistrés au fil de la phase II, il convient de citer : l'amélioration de la transparence budgétaire grâce à la publication d'un document de stratégie budgétaire et à la mise au point d'un cadre de dépenses à moyen terme (Angola) ; l'inclusion

des passifs conditionnels et d'autres risques budgétaires de l'administration centrale dans la déclaration sur les risques budgétaires (Zimbabwe) ; l'exploitation des plans de comptes dans l'IFMIS (Comores) ; l'amélioration des pratiques en matière de gestion des investissements publics à l'aide d'un cadre permettant d'évaluer les grands projets d'infrastructures et d'en assurer le suivi (Maurice et Botswana) ; le renforcement des cadres budgétaires à moyen terme



Mission au Botswana sur les risques budgétaires (13-24 mars 2022)

TABLEAU 2. EXÉCUTION DU PLAN DE DC POUR L'EXERCICE 2023 – PROGRAMME BUDGÉTAIRE

	GFP		CADM		TADM		Total		
	Budget révisé	Exécution	Taux d'exécution						
Angola	3	1	2	2	2	1	7	4	57 %
Botswana	2	2			4	3	6	5	83 %
Comores	5	3	6	6	3	1	14	10	71 %
Eswatini	4	1	1	1	3	2	8	4	50 %
Lesotho	3	5	3	2	2	2	8	9	113 %
Madagascar	4	3	8	6	5	4	17	13	76 %
Maurice	2	2					2	2	100 %
Mozambique	2	2					2	2	100 %
Namibie	3	1	6	7	3	3	12	11	92 %
Régional 1/	4	4	2	1			6	5	83 %
Seychelles	3	4	2	2	4	3	9	9	100 %
Afrique du Sud	1	1			3	2	4	3	75 %
Zambie	3	2	2	1	1	2	6	5	83 %
Zimbabwe	5	4	4	3	5	4	14	11	79 %
<b>Total</b>	<b>44</b>	<b>35</b>	<b>36</b>	<b>31</b>	<b>35</b>	<b>27</b>	<b>115</b>	<b>93</b>	<b>81 %</b>
Taux d'exécution-AFS		80 %		86 %		77 %		81 %	
Taux d'exécution-PFC		77 %		88 %		63 %		77 %	

1/ Correspond aux ateliers, séminaires, cours, séminaires en ligne et détachements professionnels régionaux.

(Eswatini, Lesotho et Zambie) ; la rédaction d'orientations pour une élaboration du budget sensible à la question du genre (Afrique du Sud) ; la mise sur pied et en fonctionnement de la Namibia Revenue Agency, l'administration namibienne des recettes fiscales (Namibie) ; l'amélioration de la gestion des arriérés de recettes (Zimbabwe) ; la réalisation d'évaluations TADAT (Botswana, Madagascar et Afrique du Sud) ; la mise en fonction d'un service responsable des produits pétroliers, l'application de nouvelles procédures de dédouanement et de comptabilisation des produits pétroliers, et l'harmonisation de l'évaluation en douane avec les règles de l'OMC (Comores) ; la finalisation des travaux de mise en correspondance des données (Eswatini, Zambie et Zimbabwe) ; la mise en œuvre

de stratégies nationales de renseignements (Maurice, Zambie et Zimbabwe) ; l'élaboration d'un cadre stratégique de cogestion des frontières (Zimbabwe) ; la formulation de plans de continuité des activités et de redressement après une catastrophe (Seychelles).

**Le programme budgétaire a donné lieu à 93 activités de DC dans la région, soit un taux d'exécution de 81 % par rapport au plan de travail révisé pour l'exercice 2023 dans la région de l'AFRITAC Sud et de 77 % pour le groupe des PFC (tableau 2).** Le programme budgétaire est resté le plus gros portefeuille, avec 46 % des activités de l'AFRITAC Sud. Environ 26 % des interventions étaient destinées aux PFC.

**Le portefeuille GFP a donné lieu à 35 activités de DC,** qui ont porté sur l'élaboration du budget sensible à la question du genre (Lesotho et Afrique du Sud) ; l'EGIP-Climat (Botswana et Seychelles) ; la gestion des risques budgétaires (Botswana, Comores, Eswatini, Madagascar et Zambie) ; le cadre de dépenses à moyen terme (Angola) ; les cadres juridiques (Comores, Maurice (GIP) et Namibie) ; le système intégré d'information relatif à la gestion financière (IFMIS) (Seychelles et Lesotho) ; la gestion des investissements publics (Botswana, Madagascar, Maurice et Zimbabwe) ; la prévision et la gestion de trésorerie (Mozambique, Seychelles, Zimbabwe et Comores) ; les prévisions macro-budgétaires (Lesotho et Zimbabwe) ; l'information financière (Maurice, Zimbabwe et Lesotho).

## ENCADRÉ 1. MARATHON DE PROGRAMMATION SUR LA GFP (LESOTHO)

Le département des finances publiques, en coordination avec l'AFRITAC Sud et le ministère des Finances (Mdf), a organisé un marathon de programmation sur la GFP dont le but était de concevoir une solution technologique numérique pour authentifier les transactions et les documents dans l'IFMIS. Le marathon de programmation faisait suite à une mission de diagnostic qui avait recensé les éléments facilitateurs et les contraintes de la dématérialisation de la gestion des finances publiques au Lesotho à l'aide de l'outil d'évaluation de la dématérialisation de la GFP (DiPAT). L'événement ([lesothopfmhackathon.com](https://lesothopfmhackathon.com)), qui était ouvert aux participants d'Afrique subsaharienne, a enregistré 600 inscriptions et 61 propositions venant de 22 pays de la région. Les cinq meilleures propositions ont été retenues, et les équipes concernées ont été invitées à se défier lors d'un marathon de programmation de trois jours en janvier 2023 à Maseru. L'objectif était de mettre au point un prototype pour



la création de signatures numériques en s'appuyant sur l'infrastructure nationale d'identification numérique du Lesotho. L'équipe Tech Gang 2.0 (Malawi et Eswatini) a remporté la compétition. Le secrétaire principal du ministère des Finances a lancé le marathon, et le ministre des Finances par intérim a procédé à la remise des prix et a clôturé l'événement. Les équipes participantes ont développé des prototypes en utilisant des technologies de pointe, par exemple la chaîne de blocs, l'intelligence artificielle et l'authentification

biométrique. Les prototypes utilisant des licences à code source ouvert, ils pouvaient donc devenir des biens numériques publics pour le Lesotho. Le ministère des Finances, qui est en possession du prototype numérique, va lancer le développement de la solution technologique complète. L'événement était financé par la Bill and Melinda Gates Foundation et le FMI.

Consultez le blog consacré à l'événement : [Crowdsourcing Digital Public Goods in Lesotho \(imf.org\)](https://www.imf.org/public-goods-in-lesotho).

## ENCADRÉ 2. SOLUTIONS NUMÉRIQUES POUR LA GFP

Le département des finances publiques, en coordination avec l'AFRITAC Sud, la Bill and Melinda Gates Foundation et l'IFA, a organisé un atelier régional sur cinq jours

consacré aux solutions numériques pour la GFP, auquel ont participé 13 pays africains. Déjà organisé avec succès en Amérique latine et en Asie, cet atelier constituait une première

dans la région Afrique. L'objectif était que les administrateurs fonctionnels et informatiques des systèmes d'information pour la gestion financière (SIGF) utilisent le projet de lignes



directrices en matière de solutions numériques de FAD pour évaluer la maturité de leurs systèmes et élaborer une feuille de route complète en vue d'une amélioration. Cet atelier a été extrêmement interactif, avec des méthodologies de conception qui ont permis aux participants d'utiliser le projet de lignes directrices en matière de solutions numériques de FAD pour la GFP.

**De plus, l'atelier était également un forum destiné à piloter la création des lignes directrices, car il offrait l'occasion d'apporter des observations avant leur publication.** Les participants ont indiqué que les lignes directrices étaient parlantes et qu'elles les aideraient à améliorer leurs systèmes internes. Les participants ont manifesté leur intérêt pour de futurs échanges avec le FMI et entre eux. S'agissant

des thèmes abordés, ils ont indiqué vouloir enrichir leurs connaissances sur les données ouvertes, la cybersécurité et l'administration des données. Les participants ont demandé à ce que des discussions de haut niveau soient organisées afin de sensibiliser leur hiérarchie au sujet, et de mobiliser du soutien en faveur de leurs efforts de dématérialisation et de l'ouverture à l'innovation dans la région.

### ENCADRÉ 3. GAINS DE RECETTES GÉNÉRÉS PAR LES EXERCICES DE RAPPROCHEMENT DES DONNÉES

**Ces dernières années, l'AFRITAC Sud a également intensifié ses activités de DC consacrées au rapprochement des données afin d'apporter un soutien aux administrations fiscales et douanières de la région.** Le rapprochement des données est une approche organisée servant à l'extraction, au tri, au rapprochement et à l'analyse des informations issues des systèmes informatiques des douanes et de l'administration fiscale. Il sert à détecter et sélectionner les risques liés aux situations de non-conformité et aux recettes. Plusieurs pays de l'AFRITAC Sud (**Eswatini, Lesotho, Madagascar, Maurice, Zambie et Zimbabwe**) ont bénéficié d'activités de DC dans ce domaine, et des fonctionnaires des 13 pays membres ont reçu une formation, y compris s'agissant de l'application des outils de rapprochement des données. Les exercices de rapprochement des données ont permis de mettre en lumière les dividendes que les pays pourraient tirer en accédant aux données existantes pour détecter

les situations de non-conformité et y remédier. L'objectif du projet de rapprochement des données reste de développer les capacités afin de déterminer le montant des pertes de recettes subies sur les principales sources de recettes fiscales et d'aider les autorités à mettre en place des contre-mesures adaptées. Les exercices de rapprochement des données ont généré des recettes considérables en cette période difficile où la plupart des pays sont en difficulté à cause d'assiettes de ressources étroites et/ou font face à une hausse de leurs dépenses et de leur endettement.

**Zimbabwe : L'administration des recettes fiscales du Zimbabwe (Zimbabwe Revenue Authority, ZIMRA) a accompli des progrès considérables en matière de rapprochement des données grâce à l'appui de l'AFRITAC Sud.** Elle fait désormais partie des chefs de file en Afrique dans ce domaine. La ZIMRA a augmenté les taux de déclaration pour la taxe sur

la valeur ajoutée, le prélèvement à la source et l'impôt sur les sociétés. En décembre 2022, le responsable du projet de rapprochement des données à la ZIMRA nous a communiqué les résultats du dernier exercice de rapprochement des données. Sur un total de 65 dossiers contrôlés, 34 présentaient des anomalies en termes de données. Un montant total de 54 millions de dollars a été relevé, dont 45 millions de dollars avaient été recouverts en décembre 2022.

**Le soutien en matière de DC apporté par le FCDO a également contribué à l'application des enseignements tirés de l'exercice de rapprochement de données et au recouvrement de recettes supplémentaires.**

**Zambie : Les montants recouverts à la suite des évaluations liées au rapprochement des données se sont élevés à environ 6,6 millions de dollars en 2021 et à 5,1 millions de dollars en 2022.**

**Le soutien au DC dans l'administration douanière (CADM) a donné lieu à 31 activités de DC,** qui ont porté sur : le plan de maintien des opérations (**Angola, Madagascar et Namibie**), une activité dispensée en collaboration avec la CCCDI ; la stratégie à moyen terme et l'évaluation en douane (**Comores**), une

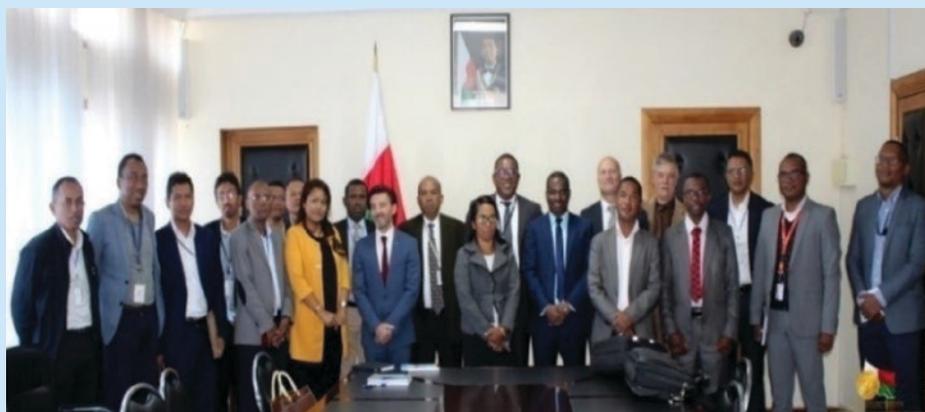
activité dispensée conjointement avec JSA-Japon ; les droits d'accise (**Eswatini et Lesotho**) ; le programme relatif au statut d'opérateur économique agréé (**Lesotho**) ; la législation douanière (**Comores et Madagascar**) ; la formation et le développement (**Namibie**) ; le traitement des entrées de marchandises (**Seychelles**) ; les

renseignements et la gestion des risques (**Comores, Madagascar, Zambie et Zimbabwe**) ; l'audit post-contrôle (**Madagascar, Seychelles et Zimbabwe**) ; la législation et la réglementation des droits d'accise (**Comores, Eswatini et Lesotho**) ; les procédures douanières (**Namibie**) ; la conception et la mise en œuvre d'un

## ENCADRÉ 4. PROJETS D'ADMINISTRATION FISCALE FINANCÉS PAR LA CCCDI

Des pays membres de l'AFRITAC Sud (Comores, Madagascar et Lesotho) ont continué de recevoir des services de DC supplémentaires par un conseiller résident financé avec la CCCDI. L'accent a été mis sur les Comores et Madagascar, dont les besoins immédiats sont les plus importants. Les missions de diagnostic TADAT pour Madagascar et le Lesotho ont contribué à détecter des lacunes des administrations qui nécessitaient un soutien urgent en matière de DC pour contribuer à l'atteinte des objectifs de recettes de ces pays.

**Le financement de la CCCDI ayant pris fin en juin 2023, un nouvel accord de financement a été passé avec FAD afin de permettre l'achèvement des projets financés par la CCCDI dans les domaines liés à l'administration des recettes.** Au titre de ce nouvel accord, FAD financera le salaire de l'expert à long terme



**Mission TADAT à Madagascar**

jusqu'en décembre 2023, et l'AFRITAC Sud financera des missions de DC en faveur de PFC et d'autres pays (Comores, Lesotho, Madagascar, Mozambique et Zimbabwe). Au cours de l'exercice 2024, l'expert à long terme i) accompagnera les Comores dans la réorganisation de l'administration fiscale, et Madagascar dans le domaine de la TVA et sur

la stratégie après-TADAT, ce qui se traduira par au moins deux missions dans chaque pays ; ii) participera à une mission au siège en faveur des Comores ; iii) effectuera une mission de stratégie après-TADAT en faveur du Lesotho, sous réserve de l'accord des autorités ; et v) soutiendra les missions TADM en faveur du Mozambique et du Zimbabwe.

cadre de suivi et d'évaluation destiné à appuyer le déploiement du plan stratégique (Namibie) ; la gestion coordonnée des frontières (Lesotho et Zimbabwe).

**Le soutien au DC dans le domaine de l'administration fiscale (TADM) a donné lieu à 27 activités de DC,** qui ont porté sur : le renforcement du service des grands contribuables et de la structure organisationnelle (Botswana) ; la gestion des risques de non-conformité (Angola, Namibie et Seychelles) ; une formation personnalisée sur l'audit (Namibie et Zimbabwe) ; les services aux contribuables et le respect des obligations en matière de TVA (Madagascar et Zambie) ; le respect des obligations fiscales au titre de la loi FATCA (Seychelles) ; les prix de transfert (Afrique du Sud) ; la gestion de la

dette fiscale (Lesotho, Seychelles et Zimbabwe) ; les réformes de l'administration fiscale (Comores et Eswatini).

**Ateliers régionaux au cours de l'exercice 2023 :** En collaboration avec FAD et d'autres partenaires, l'AFRITAC Sud a organisé cinq activités de formation régionales et une formation d'introduction, ainsi que plusieurs formations personnalisées dans les pays dans le cadre de mission d'AT. Les ateliers ont pour vocation de renforcer les compétences analytiques des fonctionnaires des ministères des Finances, des services du Trésor et des administrations des recettes s'agissant de la gestion de la transformation numérique, des vulnérabilités en matière de gouvernance et des risques budgétaires, notamment ceux associés aux défis du changement climatique. Le

centre a également continué de former des fonctionnaires au cours de missions d'AT sur des outils développés par FAD afin d'améliorer l'élaboration des politiques publiques (boîte à outils du cadre de gouvernance de l'administration fiscale, outil d'évaluation diagnostique de l'administration fiscale, outil d'évaluation des garanties et des prêts, boîte à outils de rapprochement des données et outil d'évaluation quantitative des risques liés au changement climatique). Les formations régionales dispensées en collaboration avec des partenaires comprenaient ces ateliers et formations d'introduction sur mesure<sup>10</sup> :

- « Solutions numériques pour la gestion des finances publiques », en personne et en collaboration avec la Bill and Melinda Gates Foundation et le SECO (voir encadré 2).

<sup>10</sup> L'économiste de l'IFA a également contribué à la formation « Viabilité budgétaire à long terme et risque budgétaire lié au changement climatique » et l'atelier de formation d'introduction sur mesure.

- « *Viabilité budgétaire à long terme et risque budgétaire lié au changement climatique* », en personne et en collaboration avec l'IFA et l'AFRITAC Est, en mettant l'accent sur la préparation de scénarios macrobudgétaires à long terme selon différents profils de changement climatique.
- « *Gestion des risques budgétaires pour les garanties octroyées par les États* », en personne et en collaboration avec FAD, l'IFA et l'AFRITAC Est dans le but de former les participants à l'outil d'évaluation des garanties et des prêts (Discrete Guarantee and Loan Assessment Tool, DGLAT) à l'aide d'exercices pratiques.
- « *Normes comptables internationales du secteur public* », en mode hybride, en mettant l'accent sur le renforcement des capacités des pays dans la mise en œuvre du code de transparence en matière de finances publiques.
- « *Continuité des opérations et planification en cas de catastrophe* », à distance, destiné à élaborer des lignes directrices sur la préparation et la mise en œuvre de plans de continuité des opérations et de retour à la normale après une catastrophe.
- « *Atelier de formation d'introduction sur mesure* », en personne, en collaboration avec l'IFA, qui s'adressait aux économistes et

analyses principaux récemment recrutés au ministère des Finances, de la Planification économique et du Développement (**Maurice**). Les participants ont découvert le large éventail de travaux couvert dans le cadre de la GFP et les dimensions macroéconomiques du changement climatique.

**La préférence pour les formations en personne reste élevée, ce qui limite les possibilités de cibler un public plus large.** Au cours de l'exercice 2023, 258 fonctionnaires ont été formés lors de cinq événements de formation régionaux et à l'occasion des séances d'introduction (graphiques 7 et 8). Cela représentait 23 % du total des stagiaires de l'AFRITAC Sud, les femmes représentant 32 % de la participation aux axes de travail budgétaires.

#### PRIORITÉS DU DC POUR L'EXERCICE 2024 ET À MOYEN TERME

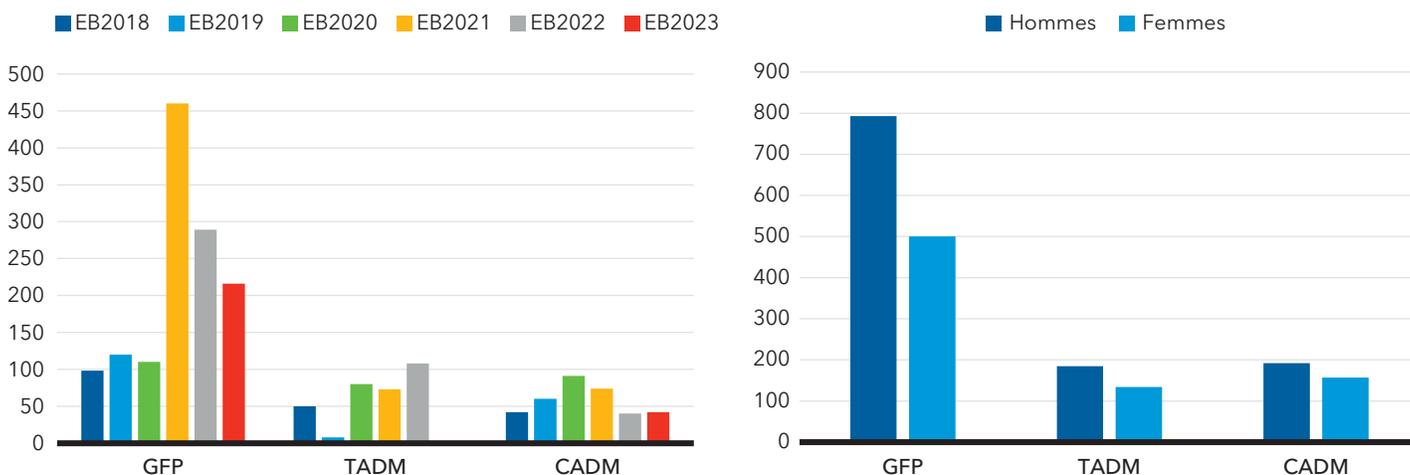
**Les programmes budgétaires vont donner lieu au plus gros volume de DC au cours de l'exercice 2024 : 90 activités, dont 25 en faveur de PFC.** Cela représente 45 % du plan du centre pour l'exercice 2024. Le plan de travail consacré à la GFP continuera, entre autres, à appuyer la modernisation des cadres juridiques de la GFP et des améliorations dans la gestion des risques budgétaires (notamment ceux

liés aux entreprises publiques et au changement climatique), à renforcer les perspectives à moyen terme dans l'élaboration des budgets, et à améliorer la gestion des investissements publics, les informations et la transparence budgétaires, et la gestion de la trésorerie et de la dette. Les activités de CD consacrées aux administrations fiscales et douanières visent à améliorer la mobilisation des recettes, les services aux contribuables à l'aide de solutions numériques, le commerce régional, les accords de gouvernance et la transparence (tableau 3).

**Les activités de DC prévues pour l'exercice 2024 restent essentielles pour aider les pays à régler leurs problèmes de viabilité des finances publiques et pour respecter les repères structurels convenus avec le FMI dans le cadre de différents programmes.**

Les repères structurels prévus par les programmes du FMI concernent en grande partie des objectifs budgétaires relatifs à la mobilisation des recettes (**Madagascar, Seychelles**), la mise en œuvre d'une stratégie de gestion de la dette (**Seychelles**), et la dématérialisation des services aux contribuables (**Mozambique**). Le plan prévoit un renforcement du soutien dans des domaines où il sera le plus payant, comme le changement climatique, la question du genre, le passage au numérique et la gouvernance.

#### GRAPHIQUES 7 ET 8. PARTICIPATION AUX FORMATIONS DE L'AFRITAC SUD – AXES DE TRAVAIL BUDGÉTAIRES



## ATELIER SUR LES NORMES COMPTABLES INTERNATIONALES APPLICABLES AU SECTEUR PUBLIC (IPSAS)



**TUMELO ESMERALDA TJALE**  
DIRECTRICE--FONDS ET COMPTES EXTRA BUDGÉTAIRES  
DIRECTION DU TRÉSOR NATIONAL,  
AFRIQUE DU SUD

L'atelier sur les IPSAS m'a apporté des éclairages sur la manière de consolider les états financiers des entités publiques et le bilan du secteur public. Il sera primordial de comprendre les problématiques engendrées par les différentes dates de clôture de ces entités, d'envisager de regrouper les entités en groupes homogènes, d'étudier l'uniformisation des règles comptables et d'impliquer pleinement l'auditeur général.



**CARLOTA EDUARDO COZZA**  
FONCTIONNAIRE CHARGÉE DE L'ÉLABORATION DU BUDGET ET DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE  
MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES  
DIRECTION NATIONALE DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE, MOZAMBIQUE

Dans le cas du Mozambique, l'atelier s'est révélé très important, car le processus de modernisation du compte général de l'État et d'adoption des IPSAS vient de débuter. Le cours a permis de former les agents, et de les doter de connaissances sur la transparence en matière de finances publiques et la communication des données budgétaires.

## ATELIER SUR LA GESTION DES RISQUES BUDGÉTAIRES POUR LES GARANTIES OCTROYÉES PAR LES ÉTATS



**HORÁCIO COSTA CAUTO** ANALYSTE  
SERVICE DE LA GESTION DE LA DETTE, ANGOLA

La formation a été très précieuse. Les participants des différents pays ont pu mettre en commun leurs expériences en matière de gestion du risque budgétaire et l'outil utilisé au cours du séminaire va nous permettre de mieux gérer le risque de notre portefeuille de garanties.



**HARTIANA JENNICA TOVOARIVelo**  
RESPONSABLE DE DIVISION DIRECTION DE LA DETTE PUBLIQUE  
MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES, MADAGASCAR

L'atelier sur la gestion des risques budgétaires pour les garanties octroyées par les États s'est révélé très précieux car il m'a permis d'étoffer mes connaissances sur les garanties et les passifs conditionnels. Nous avons découvert un nouvel outil pour l'analyse des risques. Il s'agissait d'un bon point de départ pour nous, car nous tâchons d'améliorer la gestion des garanties octroyées par l'État dans notre pays.

**TABLEAU 3. PRIORITÉS POUR L'EXERCICE 2024 ET À MOYEN TERME – PROGRAMME BUDGÉTAIRE**

Gestion des finances publiques	
Prévisions macrobudgétaires	Exécution du budget et contrôle des engagements
Élaboration du budget, avec sensibilité à la question du genre	IFMIS, passage au numérique et administration des données
Gestion des investissements publics, y compris EGIP et EGIP-C	Audit interne fondé sur les risques
Gestion des risques financiers, y compris ceux liés au changement climatique et aux entreprises publiques	Modernisation des cadres juridiques en matière de GFP
Aspects budgétaires de la gestion de la dette	Information budgétaire et administration des données
Gestion des actifs et des passifs, plus particulièrement la mise en œuvre du CUT et la gestion de la trésorerie	
Administration fiscale	
Stratégie de recettes à moyen terme et gestion des réformes	Fonctions essentielles de l'administration fiscale
Gestion du risque de non-conformité	Dématérialisation des administrations fiscales
Gestion de la TVA et analyse des écarts	Audit : télécommunications, mines et secteur financier
Gestion des recettes fiscales et pétrolières	Mise en œuvre des réformes post-TADAT (outil diagnostique d'évaluation de l'administration fiscale)
Législation fiscal	Gestion du bureau des gros contribuables
Gouvernance fiscal	Fraude fiscale et contrebande
Réforme de la fiscalité des petits contribuables et de l'économie informelle	
Administration douanière	
Valeurs en douane	Gestion des risques et renseignement
Législation et procédures liées aux droits d'accise	Gestion coordonnée des frontières
Législation et procédures liées douanières	Contrôle a posteriori
Exonérations de droits et taxes en douanes	Rapprochement et analyse de données
Dématérialisation de l'administration douanière	Formation initiale aux douanes

# PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR MONÉTAIRE ET FINANCIER

## EXÉCUTION POUR L'EXERCICE 2023

Tout au long de l'exercice 2023, l'AFRITAC Sud a continué d'aider ses pays membres à accroître la résilience et l'inclusivité de leur secteur financier, à améliorer les cadres de surveillance des risques climatiques et des cyber-risques, à moderniser l'infrastructure des marchés financiers (FMI) et les pratiques de surveillance, y compris dans la fintech, et à accompagner le développement des opérations des

banques centrales. À fin avril 2023, environ 52 % des objectifs évalués dans l'ensemble des axes de travail étaient pleinement ou en grande partie atteints. Voici les principaux accomplissements de la phase II :

**Contrôle et réglementation du secteur bancaire (BSR) :** mise au point d'un cadre relatif au processus interne d'évaluation de l'adéquation des fonds propres et au processus de

surveillance et d'évaluation prudentielles (**Angola**) ; révision du cadre de l'octroi d'agrément (**Eswatini**) ; révision du dispositif de contrôle basé sur les risques, conformément aux nouvelles lignes directrices de Bâle II (**Lesotho**) ; examen de la conformité de la réglementation en matière de titrisation avec les normes internationales, notamment celles de l'Organisation internationale des commissions de valeurs et du Comité de Bâle sur le



Cours sur la prévision et l'analyse macroéconométriques (5-16 septembre 2022)

## ENCADRÉ 5. RENFORCEMENT DE LA RÉGLEMENTATION DE LA GOUVERNANCE D'ENTREPRISE

**L'AFRITAC Sud a lancé l'initiative régionale de réforme de la réglementation – Réglementation de la gouvernance d'entreprise dans le secteur bancaire (AFS-CGI) – en organisant un séminaire en ligne de haut niveau et un atelier détaillé à l'attention de ses pays membres en septembre 2022.** Organisé sur une journée, le séminaire en ligne a fait un point sur les normes internationales en matière de gouvernance d'entreprise (principes de gouvernance à l'intention des banques du Comité de Bâle, juillet 2015) et le respect des principes fondamentaux de Bâle pour

un contrôle bancaire efficace. Il a vu la participation de fonctionnaires et responsables du contrôle bancaire de niveau supérieur dans des autorités de surveillance. L'atelier de quatre jours a dispensé une formation plus détaillée sur les cadres de réglementation de la gouvernance d'entreprise. Il s'adressait aux contrôleurs de rang intermédiaire à supérieur. Un temps fort de cet atelier a vu chaque pays participant effectuer une autoévaluation de sa conformité avec les normes internationales de gouvernance d'entreprise. L'atelier, qui a donné le coup d'envoi de l'initiative régionale de réforme de

la réglementation – Réglementation de la gouvernance d'entreprise dans le secteur bancaire (AFS-CGI) –, a été très apprécié par les participants des pays membres. Pour faire suite au séminaire en ligne et à l'atelier, l'AFRITAC Sud passe à l'étape suivante de l'AFS-CGI, à savoir des échanges bilatéraux destinés à encourager les pays membres à élaborer des stratégies de réforme de la réglementation et des plans de DC, et à appuyer l'amélioration des réglementations. Les travaux ont commencé avec l'Eswatini en octobre 2022, et ils se poursuivront au cours de l'exercice 2024.

contrôle bancaire (**Namibie**) ; mise en œuvre de nouveaux systèmes d'évaluation et de suivi des risques de crédit (**Seychelles**) ; mise à jour du document-cadre d'examen à distance, conformément aux pratiques internationales (**Zimbabwe**).

**Opérations sur les marchés monétaires et de change (MFXMO) :** mise en place d'un dispositif de prévision de l'inflation aux fins de la formulation de la politique monétaire (**Botswana, Maurice, Mozambique, Seychelles et Zambie**) ; cadre de prévision de la liquidité suffisamment précis pour orienter les opérations de gestion de la liquidité (**Comores, Botswana, Maurice, Zambie, Madagascar, Mozambique, Seychelles et Namibie**) ; établissement de principes directeurs des opérations sur le marché interbancaire et des accords-cadres de rachat portant sur les opérations entre les banques et la banque centrale, et amélioration du fonctionnement du marché interbancaire (**Botswana, Madagascar, Mozambique, Zambie et Seychelles**) ; amélioration de la communication relative à la politique monétaire, avec la mise en place de procédures de communication et de documents de

stratégie (**Botswana, Seychelles et Zambie**) ; avancées dans la mise au point de dispositifs relatifs au statut de prêteur de dernier ressort et à l'aide de liquidité d'urgence (**Angola et Comores**).

**Infrastructures des marchés financiers et technologies financières (FMIF) :** formulation d'une stratégie nationale relative aux systèmes de paiements (**Botswana**) ; amélioration du fonctionnement et de l'efficacité du dispositif réglementaire (**Eswatini**) ; amélioration des architectures institutionnelle et organisationnelle relatives aux opérations et à la surveillance du système national de paiement, et achèvement de l'évaluation de la conformité des infrastructures des marchés financiers aux normes internationales (**Namibie**) ; mise en service et intégration du nouveau dispositif réglementaire à deux piliers (dit « Twin Peaks »), associé à des ateliers de formation nationaux sur les infrastructures des marchés financiers (**Afrique du Sud**).

**L'AFRITAC Sud a dispensé 56 activités de DC, soit un taux d'exécution de 76 % par rapport au plan de travail révisé pour l'exercice 2023 dans la**

**région et de 74 % pour le groupe des PFC (tableau 4).** Environ 19 % des interventions étaient destinées aux PFC.

**Le DC consacré au contrôle et à la réglementation du secteur bancaire (BSR) a donné lieu à 27 activités,** en mettant l'accent sur les réformes réglementaires relatives aux normes Bâle II/III (**Botswana, Madagascar, Seychelles et Zambie**) ; les réformes du contrôle relatives aux normes Bâle II/III (**Lesotho et Seychelles**) ; le renforcement du dispositif de contrôle fondé sur les risques (**Lesotho et Namibie**) ; la réglementation et la surveillance des cyberrisques (**Botswana, Maurice, Mozambique, Namibie, Zambie et Zimbabwe**) ; les réformes de la réglementation du secteur bancaire (**Madagascar**) ; les réformes de la gouvernance d'entreprise (**région et Eswatini**). De très bons résultats ont été enregistrés dans la fourniture d'activités de DC dans ce domaine au cours de l'exercice 2023.

**Le soutien au DC consacré aux opérations sur les marchés monétaires et de change (MFXMO) a donné lieu à 21 activités de DC,** qui ont porté sur

**TABLEAU 4. EXÉCUTION DU PLAN DE DC DE L'EXERCICE 2023 – PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR MONÉTAIRE ET FINANCIER**

	BSR		FMIF		MFXMO		Total		
	Budget révisé	Exécution	Taux d'exécution						
Angola	1		1		2	2	4	2	50 %
Botswana	4	2	2	2	1	2	7	6	86 %
Comores	1		1		3	3	5	3	60 %
Eswatini	2	1	1	1	1		4	2	50 %
Lesotho	3	2	2	1			5	3	60 %
Madagascar	2	3	1	1	4	4	7	8	114 %
Maurice	4	3	1		3	3	8	6	75 %
Mozambique	1	1	1	1	2	2	4	4	100 %
Namibie	3	2	1		1		5	2	40 %
Régional 1/	4	6	2	2	5	4	11	12	109 %
Seychelles	3	3	1				4	3	75 %
Afrique du Sud			2				2	0	0 %
Zambie	3	3			2	1	5	4	80 %
Zimbabwe	2	1	1				3	1	33 %
<b>Total</b>	<b>33</b>	<b>27</b>	<b>17</b>	<b>8</b>	<b>24</b>	<b>21</b>	<b>74</b>	<b>56</b>	<b>76 %</b>
Taux d'exécution		82 %		47 %		88 %		76 %	
Dont PFC		69 %		42 %		96 %		74 %	

1/ Correspond aux ateliers, séminaires, cours et séminaires en ligne régionaux.

#### ENCADRÉ 6. INITIATIVE DE DÉVELOPPEMENT DES CAPACITÉS EN MATIÈRE DE RÉGLEMENTATION ET DE SURVEILLANCE DES CYBERRISQUES POUR LES PAYS MEMBRES DE L'AFRITAC SUD

Au milieu de l'année 2021, en collaboration avec le département des marchés monétaires et de capitaux (MCM) du FMI, l'AFRITAC Sud a mis en place l'Initiative de développement des capacités en matière de réglementation et de surveillance des cyberrisques (CCDI) dans le but de dispenser des activités de DC complètes sur les cadres de réglementation et de surveillance des cyberrisques, conformément aux normes et pratiques internationales. La CCDI a aidé un groupe sous-régional de six pays membres de l'AFRITAC Sud (le cybergroupe de l'AFRITAC Sud : Botswana, Maurice, Mozambique, Namibie, Zambie et

Zimbabwe) à renforcer ses dispositifs en traitant trois composantes de la réglementation prudentielle effective du risque de cybersécurité dans le secteur financier : i) dispositif de réglementation des cyberrisques ; ii) évaluation de contrôle des cyberrisques ; iii) stratégie de cybersécurité pour le secteur financier.

En élaborant simultanément des dispositifs de réglementation et de contrôle prudentiels pour plusieurs pays, l'AFRITAC Sud et MCM ont pu promouvoir l'harmonisation de la réglementation du cyberrisque à travers la région. La cohérence à l'échelle régionale est particulièrement

importante en matière de cyberrisque, car elle encouragera une coopération dans sa gestion. En effet, dans la mesure où il ne connaît pas de frontières, une gestion efficace de ce risque passe par une coopération des parties prenantes à l'échelle régionale et internationale.

La collaboration avec MCM sur ce projet a permis à l'AFRITAC Sud de tirer parti des compétences et de l'expérience des experts du secteur financier du département en matière de cyberrisques, ainsi que d'une importante contribution financière en faveur de l'initiative de la réforme de la réglementation dans la région.

## Principales réalisations et avancées de la CCDI

### Réglementation

- Nouvelles réglementations prudentielles en matière de cybersécurité mises au point pour le **Botswana** (projet, prêt pour publication), **Maurice** (projet, prêt pour publication), le **Mozambique** (projet, consultation avec les parties prenantes en cours) et la **Zambie** (projet achevé, en vigueur).
- Réglementations prudentielles renforcées mises au point pour le **Zimbabwe** (projet, consultation avec les acteurs du secteur en cours).

- Réglementations prudentielles en matière de cybersécurité de la **Namibie** en cours d'examen.

### Surveillance

- Développement de la capacité à évaluer efficacement la gestion des cyberrisques et les contrôles dans ce domaine au moyen d'inspections guidées sur site (**Maurice, Mozambique, Zambie et Zimbabwe**).
- Création d'un projet de programme standard pour l'inspection sur site des cyberrisques, d'une liste de demandes d'informations et d'un exemple de liste de questions techniques.

- Mise au point d'une proposition de calendrier d'inspection sur site et de terminologie commune.
- Manuel d'inspection sur site des cyberrisques en cours d'élaboration.

### Stratégie

- **Maurice** et le **Mozambique** ont élaboré des stratégies de gestion des cyberrisques dans le secteur financier qui sont en cours d'approbation à l'échelle interne.

la modernisation du cadre de politique monétaire et la transition vers le ciblage de l'inflation (**Angola**) ; la mise au point d'un indicateur composite avancé permettant de réaliser des prévisions immédiates sur la croissance du PIB (**Botswana**) ; les systèmes de prévision et d'analyse (FPAS) (**Madagascar**) ; l'accompagnement dans la transition vers le nouveau cadre opérationnel de la politique monétaire (**Maurice**) ; le dispositif de prévision des liquidités permettant d'orienter les opérations de gestion des liquidités (**Comores,**

**Madagascar et Mozambique**) ; la mise en œuvre de la politique monétaire et les opérations correspondantes (**Angola, Comores, Madagascar, Mozambique et Maurice**) ; le développement d'un marché propice à la transmission de la politique monétaire (**Madagascar et Mozambique**) ; les opérations de change et le développement du marché des changes (**Mozambique**) ; les interventions sur le marché des changes (**Maurice et Zambie**) ; la fourniture de liquidités d'urgence (**Comores**).

**Le DC consacré à l'infrastructure des marchés financiers et aux technologies financières (FMIF) a donné lieu à huit activités.** La rotation du personnel, les changements dans les priorités du DC et des chevauchements avec d'autres fournisseurs d'AT (Banque mondiale) expliquent en grande partie le niveau d'activité modéré. Les activités de DC ont porté sur la rédaction du projet de loi sur les systèmes nationaux de paiement (**Mozambique**) ; un examen et des recommandations sur les principes



Mission aux Comores sur les opérations et la mise en œuvre de la politique monétaire (juillet-août 2022)

## ENCADRÉ 7. TRANSITION VERS LE CIBLAGE DE L'INFLATION (ANGOLA)

Dans le cadre d'un projet d'AT, l'AFRITAC Sud a mené un examen complet du dispositif de ciblage de la monnaie centrale de la banque centrale de l'Angola (BNA) et a proposé une stratégie destinée à moderniser la politique monétaire et à passer à un régime de ciblage de l'inflation. La mission portait notamment

sur les opérations monétaires, la politique de change, le processus décisionnel de la politique monétaire et la communication. En s'appuyant sur de précédentes missions d'AT du FMI, la BNA a apporté de nombreuses améliorations ces dernières années, ce qui la place dans une situation initiale globalement favorable. Parmi les

principales améliorations apportées, citons l'adoption d'une nouvelle loi sur la banque centrale, qui confère à la BNA une indépendance opérationnelle *de jure* ainsi qu'un mandat de maintien de la stabilité des prix, la transition vers un régime de taux de change flexible et des avancées sur les modèles SPA et les processus connexes.

## ENCADRÉ 8. OPÉRATIONS DE POLITIQUE MONÉTAIRE (COMORES)

Avec l'accompagnement de l'AFRITAC Sud, la Banque centrale des Comores (BCC) a effectué la première opération de politique monétaire de son histoire le 27 juillet 2022. L'appel d'offres entrainé dans le cadre d'une opération de reprise de liquidités d'un montant de 1 milliard de francs comoriens (environ 2 millions de dollars), avec des dépôts à maturité fixe de 32 jours. Les prises de décisions, la communication, les appels d'offres et le règlement des opérations se sont déroulés comme prévu. L'opération

a suscité un intérêt considérable de la part des banques, qui ont soumis des offres dans les délais impartis et dans le respect du taux d'intérêt maximal. Les missions de la division opérations des banques centrales de MCM/de l'AFRITAC Sud ont aidé la BCC à améliorer son dispositif de suivi et de prévision des liquidités ainsi qu'à préparer sa première opération de politique monétaire. Les missions ont également formé les services de la BCC sur différents thèmes liés aux opérations de politique monétaire.

En décembre 2022, une mission de suivi a aidé la BCC à calibrer ses opérations de reprise de liquidités et à mettre en place une facilité de prêt marginal. Elle l'a également aidée à améliorer ses outils de prévision et de suivi des liquidités. Les prochaines interventions seront consacrées i) à l'affinage de certains paramètres des opérations de la BCC ; ii) au développement du marché interbancaire ; iii) à la formation du personnel de la BCC et des banques.

## ENCADRÉ 9. PROJETS DE GESTION DE LA DETTE FINANCÉS PAR LA CCCDI

Au cours de l'exercice 2023, un accompagnement a été fourni sur la formulation de stratégies de gestion de la dette à moyen terme (Mozambique), l'analyse de viabilité de la dette (Zambie) et la validation et le rapprochement des données sur une base des données de la dette extérieure (Zimbabwe) par le biais du projet consacré au renforcement de la gestion de la dette en Afrique orientale et australe et financé par la CCCDI.

**Zimbabwe : Une mission d'AT a aidé les autorités à entreprendre une validation et un rapprochement exhaustifs des données de la base de données**

**sur la dette extérieure dans le cadre de la stratégie d'apurement des arriérés et d'allègement et de restructuration de la dette.** Ce processus en deux étapes a commencé par un examen interne des informations relatives à la dette dans la base de données du système de gestion de la dette et d'analyse financière (SYGADE) en termes d'exhaustivité, d'exactitude et de périodicité. Dans un deuxième temps, un rapprochement détaillé emprunt par emprunt a été réalisé pour vérifier la cohérence de la base de données du SYGADE avec les registres des créanciers. Le rapprochement a été réalisé pour tous les créanciers bilatéraux, et les autorités devraient

appliquer la même approche et les compétences acquises aux registres des créanciers restants, et remédier aux éventuelles anomalies détectées.

**Zambie : Les fonctionnaires publics ont été formés à l'utilisation du cadre conjoint de viabilité de la dette FMI-Banque mondiale pour les pays à faible revenu (CVD-PFR) pour évaluer la viabilité de la dette contractée ou garantie par l'État (CGE).** À l'aide des connaissances et compétences acquises au cours de la formation, les fonctionnaires seront en position d'effectuer leur propre analyse de viabilité de la dette, qu'ils pourront utiliser pour appuyer l'élaboration du budget,

## ENCADRÉ 9. CCCDI-FUNDED DEBT MANAGEMENT PROJECTS (SUITE)

étayer la stratégie de gestion de la dette et échanger avec des partenaires pour le développement.

**Ateliers régionaux au cours de l'exercice 2023 : En collaboration avec le département de la stratégie,**

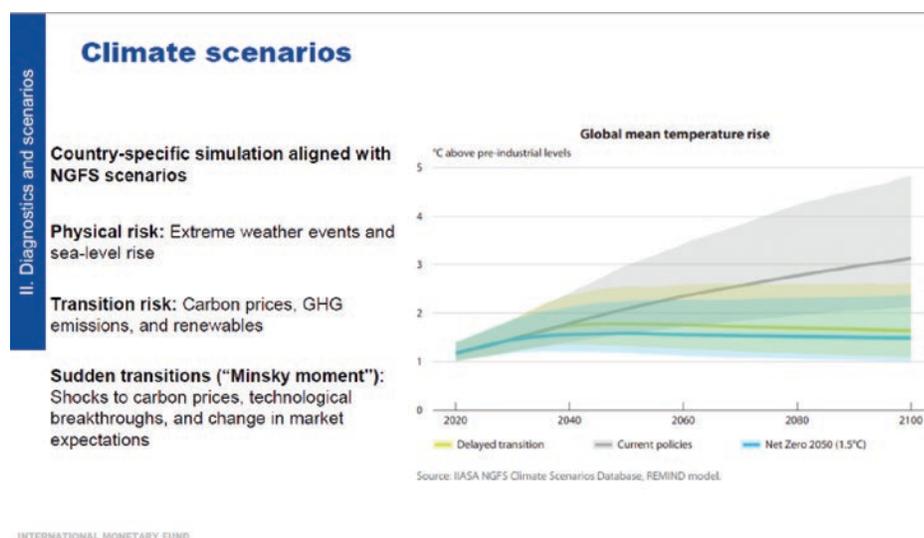
**des politiques et de l'évaluation, MCM et d'autres partenaires pour le DC, l'AFRITAC Sud a organisé une formation régionale sur l'utilisation du CVD-PFR.** Une autre formation consacrée à l'élaboration d'un plan

d'emprunt annuel a été dispensée conjointement avec l'AFRITAC Est, la Banque mondiale et l'Institut de gestion macroéconomique et financière pour l'Afrique orientale et australe (MEFMI).

directeurs de la politique de surveillance appliquée aux participants du système de paiement (**Botswana**) ; une formation personnalisée sur les principes pour les infrastructures de marchés financiers (**Madagascar**) ; le contrôle et la surveillance du dépositaire central de titres sur l'autorité de réglementation des institutions financières non bancaires (**Botswana**) ; la surveillance des fournisseurs de services non bancaires (**Eswatini**) et le renforcement de la capacité de surveillance et du dispositif de gestion des risques pour les infrastructures des marchés financiers (**Lesotho**).

**Ateliers régionaux au cours de l'exercice 2023 :** En collaboration avec MCM, le centre a organisé huit formations régionales spécialisées qui ont présenté aux fonctionnaires de niveau intermédiaire à supérieur les dernières évolutions dans des domaines tels que la monnaie numérique, les infrastructures des marchés financiers, la politique monétaire et les marchés monétaires, et les cyberrisques. Tous ces éléments ont alimenté les échanges entre pairs. Six des événements régionaux ont été dispensés à distance, un en format hybride et un en personne. Thèmes abordés :

- « Monnaie numérique : trouver un équilibre entre innovation et réglementation dans un secteur de rupture », en collaboration avec LEG, l'AFRITAC Est, l'AFRITAC Ouest 2 et la Banque de réserve de l'Afrique du Sud (SARB) ;



INTERNATIONAL MONETARY FUND

il portait sur les implications de l'adoption de monnaies numériques, les considérations juridiques et réglementaires, la création d'un dispositif pour le contrôle et la surveillance, et la compréhension de la politique monétaire et de ses implications pour la stabilité financière. L'atelier était combiné à l'atelier MNBC prévu pour l'exercice 2023.

- « Infrastructures des marchés financiers : principes et pratiques », en collaboration avec l'IFA ; il portait sur les normes internationales en la matière, destinées à créer des marchés financiers robustes et résilients.
- « Contrôle prudentiel de la cybersécurité – Rédaction du manuel d'examen », en collaboration avec la CCCDI ; il visait à aider les banques centrales à créer un manuel

de contrôle prudentiel destiné à l'examen sur site des risques de cybersécurité.

- « Contrôle prudentiel de la cybersécurité – Évaluations hors site et sur site », en collaboration avec la CCCDI ; il portait sur la réalisation d'évaluations prudentielles efficaces des cyberrisques dans les banques contrôlées.
- Le séminaire en ligne « Risques climatiques et stabilité financière », qui était consacré à l'analyse des risques climatiques à des fins réglementaires, portait sur plusieurs thèmes : i) canaux par lesquels les risques climatiques influent sur la dynamique macrofinancière et le risque systémique ; ii) différents types de risques climatiques ; iii) conception de scénarios climatiques, et sources de données et d'incertitude.

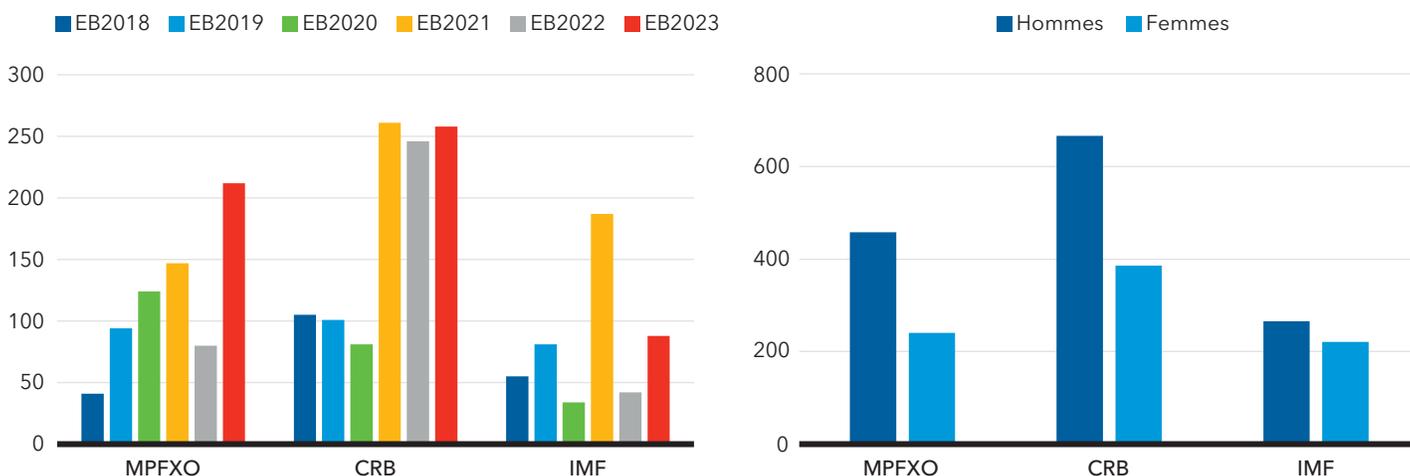
- « Modernisation des cadres opérationnels de la politique monétaire et évolution des marchés financiers », en collaboration avec l'AFRITAC Est, l'AFRITAC Ouest et l'AFRITAC Ouest 2 dans le cadre des programmes de développement des capacités au niveau régional ; il portait sur les interactions entre les cadres de politique monétaire et les marchés financiers dans un environnement privilégiant l'apprentissage par les pairs.
- « Communication des banques centrales » (deux ateliers), en collaboration avec l'AFRITAC Est et l'AFRITAC Ouest 2 ; ils visaient à renforcer la sensibilisation à l'importance de la transparence et de la communication pour les banques centrales, notamment la construction de relations de qualité avec les médias et l'amélioration de la connaissance et de la compréhension des principaux outils et canaux de communication, en mettant l'accent sur la communication stratégique.
- « Évolution du marché des prises en pension », en collaboration avec l'AFRITAC Est, l'AFRITAC Ouest 2 et la SARB ; il visait à aider les banques centrales de la région à développer leurs marchés des prises en pension, favorisait les échanges entre pairs des expériences nationales afin de détecter des lacunes et de trouver des solutions, ce qui doit constituer la priorité des initiatives de développement prises à l'échelle nationale.



Séminaire sur l'évolution du marché des prises en pension organisé en Afrique du Sud (11-14 avril 2023)

Les événements ci-dessus ont permis à 558 professionnels (dont 40 % de femmes), soit environ 50 % du total des stagiaires de l'exercice 2023, de renforcer leurs connaissances et leurs compétences dans de nombreux domaines des opérations des banques centrales (graphiques 9 et 10).

#### GRAPHIQUES 9 ET 10. PARTICIPATION AUX FORMATIONS DE L'AFRITAC SUD – AXES DE TRAVAIL RELATIFS AUX SECTEURS MONÉTAIRE ET FINANCIER



## ATELIER SUR LE RENFORCEMENT DE LA GOUVERNANCE D'ENTREPRISE APPLIQUÉE AU SECTEUR BANCAIRE



ELIFAS KAMATI DIRECTEUR ADJOINT: POLITIQUE MONÉTAIRE ET RÉGLEMENTATION BANQUE DE NAMIBIE, RÉPUBLIQUE DE NAMIBIE

Ce séminaire est intervenu à point nommé car il a permis à la Banque de Namibie de réaliser une autoévaluation et de réfléchir sur la façon dont elle applique les principes de la gouvernance d'entreprise aux banques. Les différents thèmes abordés vont nous aider à améliorer certaines dispositions de notre cadre réglementaire qui ne sont pas en pleine conformité avec les principes de gouvernance d'entreprise pour les banques. L'atelier a été riche en enseignements et nous a permis d'améliorer nos méthodes de contrôle afin de veiller à ce que nos établissements bancaires respectent de bons principes de gouvernance.



LECKRAZ RAMFUL ANALYSTE PRINCIPAL BANQUE DE MAURICE

Tous les thèmes abordés au cours du séminaire nous ont apporté de précieux éclairages sur les pratiques de bonne gouvernance devant être adoptées par les banques ainsi que sur le rôle de surveillance du conseil d'administration. À l'avenir, nous placerons cet aspect au centre de nos examens des banques.

## COURS SUR LES MONNAIES NUMÉRIQUES DE BANQUES CENTRALES



MME LUNGILE DLAMINI DIRECTRICE GÉNÉRALE DES OPÉRATIONS BANQUE CENTRALE D'ESWATINI

En participant à ce cours, j'ai pu acquérir une compréhension plus concrète des MNBC et notamment de l'importance d'être clair quant au bien-fondé de l'émission d'une MNBC dans notre contexte local, à savoir en tenant compte des facteurs du côté de l'offre et de la demande.



MME JULIA NJOBO RESPONSABLE - SERVICES FINANCIERS NUMÉRIQUES, OCTROI DE LICENCES ET FINTECH BANQUE DE RÉSERVE DU ZIMBABWE

La meilleure partie a été le partage d'expériences qu'ont permis les études de cas à la fin de chaque exposé. Les échanges qui ont suivi ont permis de se rapprocher de notre réalité, chaque participant ayant transposé les thèmes à son contexte national.

### PRIORITÉS DU DC POUR L'EXERCICE 2024 ET À MOYEN TERME

**Le plan de l'exercice 2024 prévoit 61 missions et 11 ateliers régionaux, soit 36 % du total des activités de l'AFRITAC Sud pour l'exercice 2024.**

Le programme consacré à l'évolution des secteurs monétaire et financier de l'AFRITAC Sud continuera de porter sur des axes de travail liés au contrôle et à la réglementation du secteur bancaire, aux opérations sur les marchés monétaires et de change, et aux infrastructures des marchés financiers et aux technologies financières. Il comportera également un accompagnement sur les grands enjeux mondiaux. Dans les axes de travail

CRB, le plan de DC porte sur les domaines suivants : i) mise en conformité avec les normes de Bâle II/III, ii) mise en œuvre d'une surveillance basée sur les risques (définition et évaluation des risques, notation du risque, planification des mesures de surveillance, processus de surveillance prudentielle), et iii) cybersécurité. Les priorités des axes de travail MFXMO sont les réformes en cours de la politique monétaire, la facilitation de l'adoption de bonnes pratiques de prévision, la mise en œuvre de la politique monétaire et les opérations de politique monétaire (MPIO), le marché des changes, les évolutions des marchés et la fourniture de liquidité d'urgence. Les activités

de DC sur les axes de travail FMIF aideront à achever les réformes des systèmes nationaux de paiement et faciliteront l'adoption des meilleures pratiques internationales en matière de gestion des risques et de surveillance des IMF (tableau 5). Le centre prend note de l'intérêt croissant des banques centrales pour les initiatives liées à la monnaie numérique, aux technologies financières et aux paiements transfrontaliers, notamment le développement et l'amélioration de systèmes de paiement rapides. Le plan de l'exercice 2024 répond à la demande dans les domaines traditionnels ainsi que dans ces nouveaux domaines.

**TABEAU 5. PRIORITÉS POUR L'EXERCICE 2024 ET À MOYEN TERME – PROGRAMME CONSACRÉ À L'ÉVOLUTION DES SECTEURS MONÉTAIRE ET FINANCIER**

Contrôle et réglementation bancaires	
Réformes réglementaires - Bâle II/III	Gouvernance d'entreprise appliquée aux banques
Renforcement du dispositif de contrôle fondé sur les risques	Surveillance en matière de cybersécurité
Réglementation et surveillance des risques financiers liés au climat	
Opérations monétaires et opérations de change	
Prévision et analyse	Cadre de la fourniture de liquidités d'urgence
Opérations de change et mise en oeuvre de la politique de change	Mise en oeuvre de la politique monétaire et opérations de politique monétaire
Communication de la politique monétaire	Dématérialisation des opérations des banques centrales
Gouvernance et transparence des banques centrales	Gestion de la dette
Infrastructures des marchés financiers et technologies financières	
Législation et réglementation applicables aux IMF et à la fintech	Évaluation du respect des principes applicables aux IMF
Surveillance des systèmes de paiements	Paiements numériques
Gestion de la dette (CCCDI)	
Formulation de la stratégie de gestion de la dette à moyen terme	Plan d'emprunt annuel, plan d'émission
Gestion des actifs et passifs de l'État	Relations avec les investisseurs
Évaluation des risques du portefeuille de créances dispositifs institutionnels et juridiques pour la gestion de la dette	Émissions d'obligations internationales ; comptabilisation, communication et suivi de la dette
Comptabilisation, communication et suivi de la dette	Développement des marchés obligataires en monnaie locale
Analyse de viabilité de la dette	Architecture institutionnelle et juridique pour la gestion de la dette

## PROGRAMME STATISTIQUE

**EXÉCUTION POUR L'EXERCICE 2023**

Le programme statistique a continué d'aider les pays à améliorer leurs statistiques sur le secteur réel en termes de couverture, de périodicité et de ponctualité, et à accroître les échanges avec les pays fragiles. À fin avril, environ 79 % des objectifs évalués avaient été pleinement ou en grande partie atteints. Les principales réalisations des pays membres au cours de la phase II sont les suivantes : rechercher d'autres sources de données pour les estimations du PIB du fait de la COVID-19 (**Botswana, Lesotho,**

**Mozambique, Namibie, Seychelles et Afrique du Sud**) ; diffusion des séries trimestrielles du PIB (**Angola, Eswatini, Lesotho, Madagascar et Namibie**) ; diffusion de séries trimestrielles du PIB selon l'approche de la production et à prix courants (**Eswatini**) ; première correction des variations saisonnières et première évaluation de qualité du PIB, et diffusion de séries expérimentales des comptes nationaux trimestriels corrigées des variations saisonnières (**Angola**) ; établissement d'estimations des comptes nationaux pour les dernières années (**Comores**) ;

examen de la congruence entre les estimations des comptes nationaux et les estimations de la balance des paiements, et diffusion du PIB trimestriel selon l'approche par la production à prix courants (**Eswatini**) ; établissement et diffusion des comptes et bilans financiers sectoriels trimestriels (**Maurice**) ; harmonisation de l'approche de correction des variations saisonnières pour le commerce de détail et pour les séries pertinentes sur la consommation finale (**Afrique du Sud**) ; diffusion de comptes nationaux annuels et trimestriels établis à partir



**Atelier sur les éléments fondamentaux des statistiques de prix organisé au Lesotho (27 février-3 mars 2023)**

## ENCADRÉ 10. INDICES DE PRIX DE L'IMMOBILIER RÉSIDENTIEL (AFRIQUE DU SUD)

À la suite de la demande formulée par la Banque de réserve de l'Afrique du Sud, l'institut de statistique de l'Afrique du Sud (Stats SA) a établi un IPIR officiel. L'IPIR peut être utilisé pour suivre les variations du patrimoine des ménages, évaluer la stabilité du secteur financier et des prix, et aider les ménages à prendre des décisions concernant l'achat ou la vente d'un logement. La mise au point de ce nouvel indice aide Stats SA dans sa mission stratégique consistant à « transformer la production, la coordination et l'utilisation des statistiques grâce à l'optimisation, des partenariats et l'innovation ». En 2020, le FMI a publié un manuel destiné à aider les pays à établir un IPIR conforme aux meilleures pratiques internationales. L'AFRITAC Sud a apporté

une assistance technique à Stats SA au cours de ce projet. La méthodologie utilisée pour établir l'IPIR est donc entièrement conforme avec les méthodes et normes internationales. L'IPIR est établi en utilisant le registre Deeds, qui contient les pièces juridiques relatives à la propriété immobilière en Afrique du Sud. Cette base de données ayant une vocation administrative, un travail considérable s'impose pour rendre les données exploitables pour un traitement et une analyse statistiques. Chaque bien étant unique et ne faisant pas l'objet de transactions fréquentes, un grand défi de l'établissement d'un IPIR consiste à éviter que les résultats soient affectés par des différences entre les biens vendus au cours de chaque période. Stats SA utilisera donc un modèle de

régressions hédoniques pour établir l'indice. La régression hédonique utilise toutes les transactions disponibles sur une période et neutralise les différences liées à l'emplacement, à la superficie et au type de logement (maison particulière ou appartement dans une copropriété). Le modèle de régression génère des coefficients en utilisant des données du mois précédent et des onze mois précédents pour créer un indice-chaîne. Les premiers résultats étant volatils, un algorithme de lissage est utilisé pour dégager la principale tendance. Des indices ont été calculés pour chacune des huit municipalités métropolitaines et sont agrégés à un indice global. La croissance globale des prix de l'immobilier résidentiel s'est élevée à 228 % entre janvier 2010 et avril 2022.

d'une nouvelle année de référence (Botswana, Maurice, Mozambique, Seychelles et Afrique du Sud) ; diffusion d'estimations actualisées de l'IPC (Botswana, Lesotho et Seychelles) ; diffusion de l'IPP pour les industries manufacturières et les entreprises de service public (Botswana).

Le centre a dispensé 39 missions d'AT et 3 séminaires régionaux, soit un taux d'exécution de 83 % pour la région de l'AFRITAC Sud et de 84 % pour le groupe des PFC (tableau 4). Les activités de DC ont porté sur : le changement de l'année de référence des comptes nationaux et l'amélioration des comptes nationaux trimestriels (Angola, Botswana, Comores, Eswatini, Lesotho, Madagascar, Mozambique, Namibie, Seychelles et Zimbabwe) ; les tableaux de processus du PIB (Madagascar), l'amélioration des estimations du PIB (Angola, Botswana, Comores, Lesotho et Zimbabwe) ; l'établissement de comptes et bilans financiers sectoriels trimestriels (Maurice) ; l'actualisation de l'indice des prix à la consommation (IPC)

TABLEAU 6. EXÉCUTION DU PLAN DE DC POUR L'EXERCICE 2023 – PROGRAMME STATISTIQUE

	Budget révisé	Exécution	Taux d'exécution
Angola	4	4	100 %
Botswana	3	3	100 %
Comores	7	5	71 %
Eswatini	4	2	50 %
Lesotho	3	3	100 %
Madagascar	3	2	67 %
Maurice	2	2	100 %
Mozambique	2	2	100 %
Namibie	3	2	67 %
Régional 1/	3	3	100 %
Seychelles	4	5	125 %
Afrique du Sud	3	2	67 %
Zambie	3	1	33 %
Zimbabwe	3	3	100 %
<b>Total</b>	<b>47</b>	<b>39</b>	<b>83 %</b>
<b>Taux d'exécution</b>		<b>83 %</b>	
<b>Dont PFC</b>		<b>84 %</b>	

1/ Correspond aux ateliers, séminaires, cours et séminaires en ligne régionaux.

(Angola, Comores, Eswatini, Madagascar et Seychelles) ; l'établissement/l'amélioration d'un indice des prix à la production (IPP) (Botswana, Eswatini, Namibie, Seychelles, Zambie et Zimbabwe) ; la mise au point d'un IPIR (Maurice et Afrique du Sud).

**Programme de détachements professionnels – PAP (Eswatini) :** L'AFRITAC Sud a financé un PAP destiné à aider le bureau central des statistiques de l'Eswatini à définir le cahier des charges d'un nouveau système informatique pour l'établissement de l'IPC et de l'IPP conformément aux meilleures pratiques internationales telles qu'elles sont appliquées en Afrique du Sud. L'institut de statistique de l'Afrique du Sud (Stats SA) a récemment mis en service de nouveaux systèmes informatiques pour le recueil des données et l'établissement de l'IPC et de l'IPP. L'événement a permis à trois fonctionnaires de l'Eswatini de mieux comprendre le processus de mise au point et les caractéristiques techniques des systèmes sud-africains. Il s'agissait notamment de se familiariser avec les

méthodologies utilisées par Stats SA pour recueillir les données nécessaires à l'établissement de l'IPC et de l'IPP, et dresser un cahier des charges qui pourrait être utilisé pour un nouveau système en Eswatini.

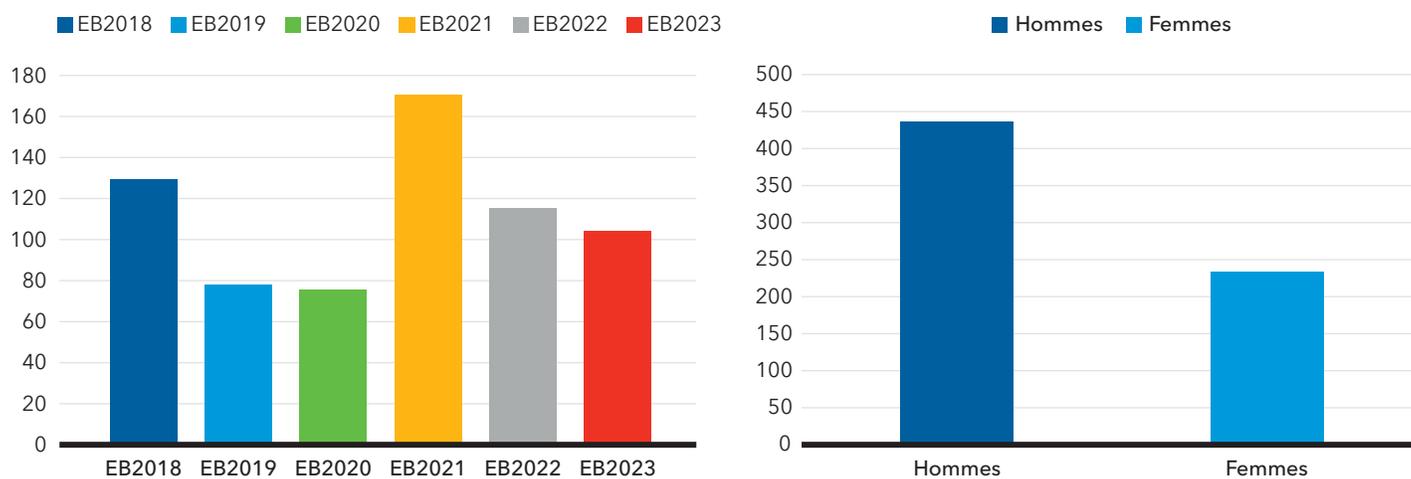
**Ateliers régionaux au cours de l'exercice 2023 :** En collaboration avec STA, l'AFRITAC Sud a organisé trois événements de formation régionaux qui ont permis à 104 fonctionnaires (40 % de femmes) travaillant dans des instituts de statistique d'améliorer leurs connaissances et leurs compétences analytiques sur les comptes nationaux et les statistiques sur les prix, y compris l'IPP (graphiques 11 et 12). Un atelier « Compétences analytiques pour la comptabilité nationale », dispensé en personne, a apporté des éclairages sur les compétences analytiques fondamentales nécessaires pour établir et diffuser des estimations du PIB. Un atelier à distance « Construction d'un indice des prix à la production » a étoffé les connaissances des participants sur les concepts et méthodes relatifs à

l'IPP. Par ailleurs, un atelier « Éléments fondamentaux des statistiques sur les prix » organisé en personne au Lesotho a renforcé les connaissances des participants sur les concepts et méthodes généraux pour l'établissement de l'indice des prix.

### PRIORITÉS DU DC POUR L'EXERCICE 2024 ET À MOYEN TERME

**Les priorités relatives aux statistiques du secteur réel restent globalement inchangées.** Le plan proposé prévoit 29 missions d'AT, soit environ 14 % du total des activités sur l'exercice 2024, et il aidera les instituts nationaux de statistique à améliorer les comptes nationaux (PIB annuel et trimestriel) et les statistiques sur les prix en appliquant des méthodologies statistiques et des pratiques d'établissement (tableau 7). Ne disposant plus que d'un conseiller résident spécialisé dans les comptes nationaux, le centre fera en sorte que toute réduction des activités de DC dispensées par l'AFRITAC Sud soit compensée par le siège du FMI, dans la mesure du possible.

### GRAPHIQUES 11 ET 12. PARTICIPATION AUX FORMATIONS DE L'AFRITAC SUD – AXES DE TRAVAIL STATISTIQUES



## ENCADRÉ 11. NOUVEAU CONSEILLER RÉSIDENT SPÉCIALISÉ DANS LES STATISTIQUES DE FINANCES PUBLIQUES

Lors de la réunion de juin 2023, le comité d'orientation a reconnu le besoin d'activités de DC sur les statistiques de finances publiques (SFP) et les statistiques de la dette du secteur public (SDSP) dans le but d'améliorer le périmètre, la méthodologie et la périodicité des statistiques dans ce domaine. Les récentes revues des équipes du département Afrique du FMI vont également dans ce sens, ce qui nécessite de passer des MSFP 1986/2001 au MSFP 2014 pour un meilleur alignement avec le SCN 2008 et le MBP6. Cela permettra de remédier aux incohérences dans les données et à l'insuffisance de la couverture, et d'améliorer la communication de données sur le budget. L'aide apportée aux pays membres sur les SFP leur permettra d'améliorer la

gestion de la dette, l'information sur les risques budgétaires liés aux entreprises publiques, et la prévision et l'analyse. En coordination avec STA, le conseiller :

- établira les plans de travail annuels pour l'AT, les formations et les détachements professionnels pour les pays membres en fonction de la demande ainsi que des évaluations des besoins réalisées par STA et les équipes régionales, des engagements régionaux du pays (en particulier auprès de la SADC et la COMESA), et des points de vue des partenaires pour le développement ;
- fournira des formations personnalisées dans les pays sur les SFP et les SDSP aux instituts nationaux de statistique en fonction de leur niveau d'avancement, et

organisera des programmes de détachement professionnel ;

- prodiguera des conseils sur les aménagements institutionnels nécessaires à la création de plateformes destinées à envisager des collaborations sur des échanges de données et à recueillir les données de façon efficace pour la production et la diffusion des SFP et des SDSP ;
- contribuera à la révision de la législation existante afin d'appuyer de bonnes pratiques dans le domaine des statistiques.

**L'AFRITAC Sud travaille actuellement avec STA à la finalisation du recrutement du nouveau conseiller en SFP, qui devrait prendre ses fonctions d'ici début 2024.**

## TABLEAU 7. PRIORITÉS POUR L'EXERCICE 2024 ET À MOYEN TERME – PROGRAMME STATISTIQUE

### FY24 and Medium-Term Priorities – Statistics Program

Diffusion d'estimations annuelles du PIB révisées/améliorées/fondées sur une nouvelle année de référence et planification du changement d'année de référence

Développer/améliorer/diffuser les comptes nationaux trimestriels

Valider et diffuser les comptes financiers et les bilans

Mettre à jour/perfectionner l'IPC

# TRAVAIL SUR LES QUESTIONS JURIDIQUES, Y COMPRIS LA LBC/FT<sup>11</sup>

## EXÉCUTION POUR L'EXERCICE 2023

### Les activités de DC en matière de droit financier et budgétaire (FFL) continuent d'être pilotées et soutenues par LEG.

Tout au long de l'exercice 2023, l'AFRITAC Sud a financé 11 missions d'AT et d'autres activités de DC (ex. : examens sur dossiers), notamment trois en faveur de PFC. Par exemple, les activités de DC suivantes ont été pilotées par LEG et financées par l'AFRITAC Sud : réforme de la législation fiscale (**Botswana**, en collaboration avec FAD) ; élaboration d'un projet de loi sur le système national de paiement (**Mozambique**, en collaboration avec MCM) ; réforme de la législation douanière (**Madagascar et Comores**, en collaboration avec FAD) ; réforme juridique du cadre de résolution bancaire (**Seychelles**, en collaboration avec MCM) ; examen du cadre juridique de gestion de la dette publique

(**Lesotho**). LEGFF a également fourni des activités de DC dans d'autres pays membres de l'AFRITAC Sud, notamment sur les cadres juridiques des banques centrales (**Botswana, Lesotho et Maurice**), les MNBC (**Lesotho et Maurice**), le cadre juridique des systèmes de paiement (**Botswana**), et le cadre juridique du secteur bancaire et de la résolution bancaire (**Botswana et Namibie**).

## PRIORITÉS POUR L'EXERCICE 2024 ET À MOYEN TERME

En collaboration avec LEG et d'autres départements fournisseurs d'activités de DC, l'AFRITAC Sud continuera d'aider ses pays membres à améliorer leur législation financière et budgétaire (FFL). Le plan de travail de l'exercice 2024 prévoit des activités de DC sur la loi bancaire (**Maurice**) et la législation douanière (**Comores**). Le nouveau conseiller résident mis à

disposition par LEG pour la région AfSS apportera un soutien sur les aspects juridiques de la gouvernance et de la lutte contre la corruption<sup>12</sup>. L'expert aidera les autorités à concevoir et mettre en œuvre des politiques, des lois et des réglementations, des institutions et des actions afin de réaliser des avancées sur le programme de gouvernance et de lutte contre la corruption. Pour la région de l'AFRITAC Sud, le plan de l'exercice 2024 prévoit une mission d'AT de suivi de LEG destinée à aider à la mise en œuvre des recommandations du diagnostic en matière d'état de droit et de lutte contre la corruption en **Zambie**, et un cours « Approches juridiques, organisationnelles et stratégiques pour faire face à la corruption » s'adressant à plusieurs pays, dispensé en collaboration avec l'IFA et l'AFRITAC Ouest 2. Les conseillers travailleront également sur des projets avec des pays non membres de l'AFRITAC Sud.

<sup>11</sup> Le travail du FMI en matière de LBC/FT couvre différentes dimensions, au-delà des considérations juridiques, par exemple les dispositifs réglementaires, les pratiques en matière de surveillance, les procédures opérationnelles et la collaboration internationale, entre autres.

<sup>12</sup> Le conseiller aidera également des pays non membres de l'AFRITAC Sud.

## ENCADRÉ 12. FONDS FIDUCIAIRE THÉMATIQUE EN FAVEUR DE LA LBC/FT

Les membres de l'AFRITAC Sud ont continué de bénéficier d'activités de DC en matière de LBC/FT financées par le fonds fiduciaire thématique en faveur de la LBC/FT. Au cours de l'exercice 2023, ce soutien s'est matérialisé par les activités d'AT et de formation suivantes :

- Accompagnement consacré à l'amélioration du cadre légal et réglementaire, en appliquant une approche fondée sur les risques à la surveillance du secteur financier sur le plan de la LBC/FT, renforcement du service de renseignement financier et amélioration des relations de correspondants bancaires (Angola).
- Mise au point et application d'une approche effective fondée sur les risques à la surveillance liée à la LBC/FT (Botswana).
- Formation en personne destinée à plusieurs pays sur la correspondance bancaire, menée conjointement avec la Facilité mondiale pour la LBC/FT de l'UE et la Banque de Maurice (pour les pays du groupe de lutte contre le blanchiment de capitaux d'Afrique de l'Est et du Sud (ESAAMLG)).
- Cours en ligne « Transparence sur les bénéficiaires effectifs : des recommandations techniques à la mise en œuvre », en collaboration avec la Facilité mondiale pour la LBC/FT de l'UE (pays d'AfSS).
- Aide à la correction des lacunes détectées lors de l'évaluation mutuelle LBC/FT (Namibie).
- Formation à distance destinée à plusieurs pays sur les actifs virtuels et les prestataires de services liés à des actifs virtuels (pays d'AfSS).

Grâce à l'aide du fonds fiduciaire thématique en faveur de la LBC/FT, nous disposons d'un conseiller régional pour la région Afrique, et nous recrutons actuellement un conseiller supplémentaire afin d'étoffer nos capacités dans la région. Ces conseillers jouent un rôle essentiel dans les liens de collaboration avec l'AFRITAC Sud, en travaillant ensemble sur des domaines de travail partagés pour améliorer les efforts en matière de LBC/FT.

Les priorités pour la région consistent à assurer la continuité des projets au Botswana et en Namibie, et à collaborer avec l'organe régional de type GAFI (ESAAMLG) afin de renforcer les dispositifs de LBC/FT dans la région. Au cours de l'exercice 2024, le fonds fiduciaire thématique donnera lieu à deux activités de formation sur le financement du terrorisme et les actifs virtuels.

# PROGRAMME DE FORMATION DE L'ICD

## EXÉCUTION POUR L'EXERCICE 2023

L'AFRITAC Sud, en collaboration avec l'ICD, a dispensé trois cours qui ont permis à 102 fonctionnaires (dont 40 % de femmes) de banques centrales et de ministères des Finances de renforcer leurs connaissances sur les prévisions immédiates, les monnaies numériques de banque centrale (MNBC) et le développement financier et l'inclusion financière (FDFI). Le centre a également continué de collaborer avec l'IFA avec la participation de conseillers de l'AFRITAC Sud à des cours de l'IFA. Les trois cours ci-dessous ont été fortement appréciés par les participants.

- Le cours en personne sur les MNBC portait sur quelques thèmes fondamentaux relatifs à la conception des MNBC, à leurs caractéristiques et à leur rôle. Il a exposé les bienfaits, les inconvénients et les risques liés à l'émission d'une MNBC en termes de transmission de la politique monétaire, d'inclusion financière, d'intégrité financière et de stabilité financière. Il a également porté sur des questions réglementaires et des considérations internationales. Le cours a doté les participants de connaissances de base sur les MNBC et a analysé les raisons qui peuvent



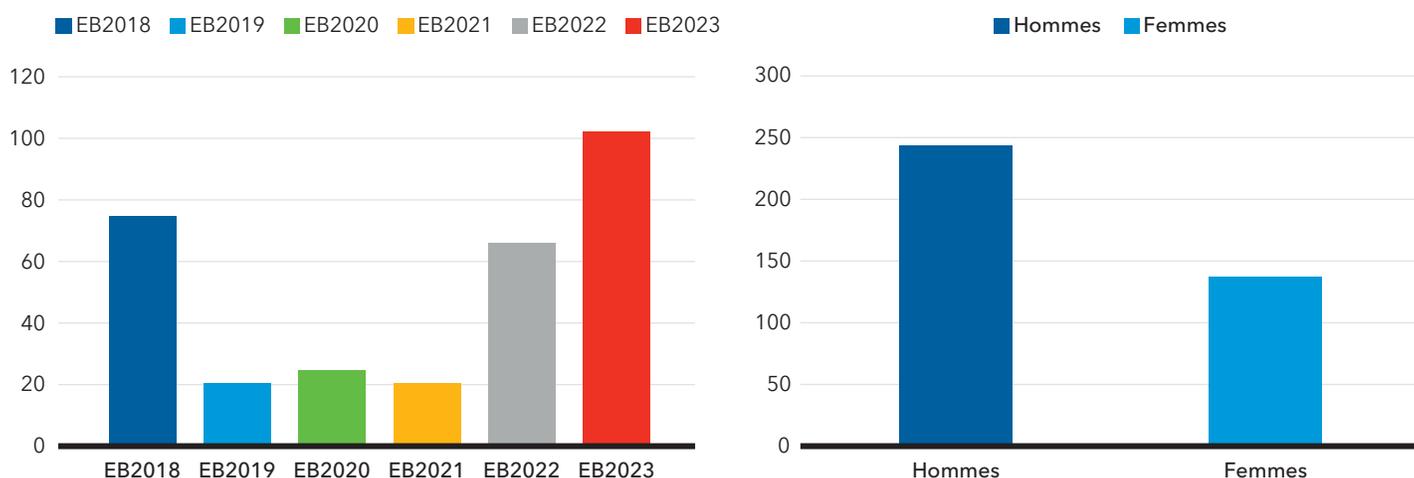
Cours sur les MNBC organisé à Maurice (7-11 novembre 2022)

justifier l'adoption des MNBC du point de vue des utilisateurs et des banques centrales.

- Dispensé en personne, le cours FDFI a présenté l'inclusion financière comme un vecteur à part entière du développement financier. Il a porté sur les indicateurs actuellement utilisés pour mesurer le développement financier, ses répercussions macroéconomiques, les principales stratégies de

promotion du développement financier et de l'inclusion financière, la façon dont les pays peuvent développer des marchés de capitaux (marchés des actions et marchés obligataires), les stratégies permettant d'améliorer l'accès des PME aux financements, l'élaboration d'un programme de développement des connaissances financières et le potentiel que représente la fintech en tant qu'outil de promotion de l'inclusion financière.

## GRAPHIQUES 13 ET 14. PARTICIPATION AUX FORMATIONS DE L'AFRITAC SUD – COURS DE L'ICD



- Dispensé en collaboration avec l'ICD et l'IFA, le cours à distance sur les prévisions immédiates s'adressait aux hauts fonctionnaires des ministères des Finances, des banques centrales et des instituts statistiques. Il a porté sur les méthodes utilisées pour les prévisions immédiates, le type de données et de techniques nécessaires pour créer des indicateurs à haute fréquence, et deux approches de modélisation (modèles factoriels et apprentissage automatique) permettant d'incorporer des indicateurs de données à fréquence mixte aux prévisions immédiates et aux prévisions du PIB.

### PRIORITÉS POUR L'EXERCICE 2024 ET À MOYEN TERME

**La stratégie de formation de l'AFRITAC Sud vise à mettre les participants au contact de thèmes prioritaires et à élargir l'accès à des cours qui ne sont peut-être pas dispensés à l'IFA et/ou font l'objet d'une forte demande.**

En collaboration avec l'ICD et l'IFA, l'AFRITAC Sud organisera deux cours sur le changement climatique : le cours principal « Aspects macroéconomiques du changement climatique » et un atelier plus détaillé « Changement climatique et politiques macrofinancières ». De plus, le centre dispensera un cours « Surveillance du secteur

financier » et, pour la première fois dans la région de l'AFRITAC Sud, un cours de modélisation plus avancé « Analyse de la politique monétaire et budgétaire à l'aide des modèles DSGE ».

**SECTION V**

BUDGET ET  
FINANCEMENT

# BUDGET ET FINANCEMENT

**L'estimation de 13,3 millions de dollars établie pour le budget initial de l'exercice 2023 était basée sur un accroissement considérable du volume d'activités de DC, une reprise des formats en personne et un décaissement total des contributions en attente.** Compte tenu de l'exécution du budget au cours du premier semestre et des difficultés en matière de liquidités, l'AFRITAC Sud a présenté une version révisée du plan de DC lors de la réunion de mi-exercice du comité d'orientation, en décembre 2022. Deux scénarios étaient proposés : l'un avec un budget de 9,6 millions de dollars, établi en fonction des liquidités à disposition ; l'autre avec un budget de 10,5 millions de dollars, établi en comptant les décaissements des pays dont les contributions étaient en attente.

**À la suite des retards constatés sur les décaissements, l'AFRITAC Sud a revu son plan de DC au dernier trimestre de l'exercice 2023.** L'AFRITAC Sud a demandé aux départements fournisseurs de DC de financer certaines activités de DC et en a reporté d'autres à l'exercice 2024, en particulier les

missions non urgentes et en attente de confirmation. L'AFRITAC Sud a clôturé l'exercice avec 10,3 millions de dollars de dépenses, un montant supérieur de 7 % à celui du budget de fonctionnement prudent présenté lors de la réunion de mi-exercice du comité d'orientation<sup>13</sup>. Le centre complétera avec les contributions en attente. Le total des dépenses de la phase II s'élève à 54,6 millions de dollars, pour une estimation de 59,4 millions de dollars dans le programme de la phase II (tableau 8). Le montant total des contributions des partenaires et des pays membres s'élève à 51,3 millions de dollars (tableau 9).

**Le programme de la phase III de l'AFRITAC Sud repose sur un budget de 59,4 millions de dollars pour les cinq prochaines années, un montant identique à l'estimation établie pour le programme de la phase II.** À fin juillet 2023, le total des promesses formulées par les bailleurs de fonds (l'UE, la Suisse et l'Allemagne), les pays membres (Maurice et Botswana) et le FMI s'élevait à 25,1 millions de dollars, soit un déficit de financement de 34,3 millions de dollars (tableau 10).

Le FMI consulte actuellement d'autres partenaires concernant leurs contributions financières à la phase III de l'AFRITAC Sud.

**L'accord donné par l'UE relatif au décaissement de la totalité de sa contribution au début de la phase III et l'engagement précoce de pays membres et d'autres partenaires donateurs fourniront les liquidités nécessaires pour le financement des plans de travail des exercices 2024 et 2025.** L'AFRITAC Sud a également pris note des promesses à la baisse formulées par certains partenaires donateurs clés pour la phase III et d'éventuels retards dans les lettres d'entente de certains pays membres au cours de la phase III. À titre temporaire, l'AFRITAC Sud, en collaboration avec le siège, a réalisé des aménagements pour faire appel à d'autres sources de financement, notamment sur les trois nouveaux postes de conseillers résidents prévus pour la phase III. Il s'agit notamment du financement des activités de DC sur la gestion de la dette par la CCCDI et de celles sur la gouvernance et la lutte contre la corruption par LEG au cours de l'exercice 2024.

<sup>13</sup> Certaines dépenses au titre de l'exercice 2023 doivent encore être apurées. Le centre communiquera les chiffres définitifs dans le rapport de mi-exercice.

**TABLEAU 8. RÉSULTATS DE LA PHASE II ET DE L'EXERCICE 2023 DE L'AFRITAC SUD ET BUDGET ESTIMÉ POUR L'EXERCICE 2024 (EN MILLIERS DE DOLLARS)**

Programme de financement	Phase II						Phase III
	Phases			EB2023			EB2024 Budget de fonctionnement
	Budget programme	Budget de fonctionnement	Charges	Budget de fonctionnement	Charges	Taux d'exécution (%)	
Gestion des finances publiques	15 238	12 974	13 264	1 756	2 017	115 %	2 287
Douanes	5 133	6 498	6 699	1 051	1 206	115 %	1 074
Administration fiscale	5 179	5 666	5 854	894	1 060	119 %	1 041
Contrôle et réglementation bancaires	5 047	4 356	4 473	934	1 033	111 %	900
Opérations de politique monétaire	5 047	3 986	4 022	749	779	104 %	1 088
Infrastructures des marchés financiers	2 514	2 180	2 089	544	455	84 %	601
Statistiques du secteur réel	7 719	6 705	6 751	1 391	1 417	102 %	1 203
Législation financière et budgétaire	1 214	1 060	1 110	119	186	157 %	300
Projet administratif	3 662	3 820	3 740	860	779	91 %	745
Formations sur mesure	122	-	-	-	-	-	-
Projet de formation	525	1 050	1 134	321	358	112 %	701
Gouvernance et évaluation	686	421	388	50	17	35 %	77
Réserve budgétaire stratégique	1 000	-	-	-	-	-	200
<b>Sous-total</b>	<b>53 087</b>	<b>48 717</b>	<b>49 525</b>	<b>8 668</b>	<b>9 309</b>	<b>107 %</b>	<b>10 217</b>
<b>Gestion de fonds fiduciaires</b>	<b>3 716</b>	<b>3 410</b>	<b>3 467</b>	<b>607</b>	<b>652</b>		<b>715</b>
<b>Total</b>	<b>56 803</b>	<b>52 127</b>	<b>52 992</b>	<b>9 275</b>	<b>9 960</b>	<b>107 %</b>	<b>10 932</b>
<b>Dépenses FMI</b>	<b>2 600</b>	<b>2 625</b>	<b>1 647</b>	<b>300</b>	<b>309</b>	<b>103 %</b>	<b>482</b>
<b>Total</b>	<b>59 403</b>	<b>54 752</b>	<b>54 639</b>	<b>9 575</b>	<b>10 269</b>	<b>107 %</b>	<b>11 414</b>

Les travaux consacrés aux prévisions immédiates/au SPA seront dirigés par le conseiller résident mis à disposition par MCM. La revue stratégique quinquennale des activités de DC du FMI, qui est en cours, comportera une réflexion sur la façon de renforcer la

présence sur le terrain du FMI, notamment s'agissant de la gouvernance et du modèle de financement.

**Le budget de l'exercice 2024 est estimé à 11,4 millions de dollars, dont 41 % consacrés aux axes de**

**travail budgétaires, 24 % aux axes de travail monétaires et financiers, et 11 % aux axes de travail statistiques.**

À partir de l'exercice 2024, le FMI prendra en charge une partie de frais administratifs.

**TABLEAU 9. CONTRIBUTIONS FINANCIÈRES À LA PHASE II DE L'AFRITAC SUD (EN MILLIONS DE DOLLARS)**

Informations relatives aux accords/amendements					Contribution reçue		Contribution attendue (dollars)	
Partenaires/Membres	Date de signature <sup>1/</sup>	Monnaie	Montant	Dollars	Devise de l'accord	Dollars	Attendue	Contributions futures <sup>2/</sup>
<b>Partenaires</b>				<b>44,4</b>		<b>45,5</b>	-	<b>0,02</b>
Australie	5/23/2016	AUD	0,3	0,2	0,3	0,2	-	-
Chine	7/13/2018	USD	2,0	2,0	2,0	2,0	-	-
Commission européenne	6/15/2021	EUR	21,0	24,7	21,0	25,6	-	-
Banque européenne d'investissement	4/19/2018	EUR	0,2	0,2	0,2	0,2	-	-
Allemagne	12/11/2018	EUR	2,5	2,8	2,5	2,8	-	-
Allemagne	11/30/2017	EUR	2,5	3,0	2,5	2,9	-	-
Pays-Bas	11/6/2015	EUR	1,0	1,1	1,0	1,2	-	-
Suisse	10/8/2016	CHF	5,0	5,1	5,0	5,1	-	-
Royaume-Uni	10/11/2017	GBP	1,1	1,5	1,1	1,5	-	-
Royaume-Uni	12/12/2018	GBP	3,0	3,7	3,0	3,8	-	0,02
<b>Membres</b>				<b>4,0</b>		<b>3,4</b>	<b>0,6</b>	-
Angola	10/1/2018	USD	0,3	0,3	0,3	0,3	-	-
Botswana	8/28/2017	USD	0,5	0,5	0,5	0,5	-	-
Madagascar	12/21/2018	USD	0,5	0,5	0,4	0,4	0,1	-
Mozambique	12/22/2017	USD	0,5	0,5	0,5	0,5	-	-
Namibie	12/2/2019	USD	0,5	0,5	0,5	0,5	-	-
Seychelles	12/20/2017	USD	0,5	0,5	0,5	0,5	-	-
Afrique du Sud	3/21/2018	USD	0,3	0,3	0,3	0,3	-	-
Zambie	8/28/2017	USD	0,5	0,5	0,5	0,5	-	-
Zimbabwe	5/11/2022	USD	0,5	0,5	-	-	0,5	-
<b>Total partenaires et membres</b>				<b>48,4</b>	-	<b>48,9</b>	<b>0,6</b>	<b>0,02</b>
<b>Total des transferts intérieurs<sup>3</sup></b>				<b>0,4</b>		<b>0,4</b>	-	-
<b>En cours de négociation</b>								
Comores		USD	0,5	0,5				
Eswatini		USD	0,5	0,5				
Lesotho		USD	0,5	0,5				
<b>Total en cours de négociation</b>				<b>1,5</b>				
Pays hôte et FMI								
Pays hôte								
Espèces		USD	2,0	2,0				
En nature				-				
<b>FMI</b>				<b>2,6</b>		<b>2,0</b>	-	-
<b>Total pays hôte et FMI</b>				<b>4,6</b>				
<b>Total</b>				<b>54,9</b>		<b>51,3</b>	<b>0,6</b>	<b>0,02</b>

1/ Également accords en cours de négociation, et date d'approbation des accords de partenariat pour le développement des capacités (accords souples/cadres, par exemple).

2/ Lorsque les versements ont été effectués, le montant des contributions à venir est nul.

3/ Renvoie à des transferts d'une phase à l'autre du programme (p. ex. lorsque des fonds sont reconduits d'une phase à l'autre) et englobe la contribution de 240 000 dollars au titre du compte de l'Initiative COVID-19.

**TABLEAU 10. CONTRIBUTIONS FINANCIÈRES À LA PHASE III DE L'AFRITAC SUD (EN MILLIONS DE DOLLARS)**

Informations relatives aux accords/amendements			Contribution	Contribution attendue (dollars)	
Partenaires/Membres	Date de signature <sup>1/</sup>	Dollars	Dollars	Attendue	Contributions futures <sup>2/</sup>
<b>Partenaires</b>		<b>12,3</b>	<b>11,3</b>	-	<b>1,1</b>
Commission européenne	5/22/2023	9,1			
Allemagne	12/22/2022	1,1	-	-	1,1
Suisse	11/14/2022	2,1	2,1	-	-
<b>Membres</b>		<b>0,5</b>	-	<b>0,1</b>	<b>0,4</b>
Botswana	3/28/2023	0,5	-	0,1	0,4
<b>Total partenaires et membres</b>		<b>12,8</b>	<b>11,3</b>	<b>0,1</b>	<b>1,5</b>
<b>En cours de négociation</b>					
Commission européenne		5,5			
<b>Total en cours de négociation</b>		<b>5,5</b>			
Pays hôte					
Espèces		4,0	1,6	-	2,4
En nature		-			
<b>FMI</b>		<b>2,8</b>			
<b>Total pays hôte et FMI</b>		<b>6,8</b>			
<b>Total</b>		<b>25,1</b>	<b>12,9</b>	<b>0,1</b>	<b>3,9</b>
Budget du document programme		59,4			
		<b>(34,3)</b>			

1/ Également accords en cours de négociation, et date d'approbation des accords de partenariat pour le développement des capacités (accords souples/cadres, par exemple).

2/ Lorsque les versements ont été effectués, le montant des contributions à venir est nul.



# ANNEXES

# Annexe I

## Exécution du plan de travail pour l'exercice 2023

Programme de financement	Pays	Sujet	Plan pour l'exercice 2023	Plan actualisé pour l'exercice 2023 (nov. 2022)	Exécution effective du plan pour l'exercice 2023	Format d'enseignement
BSR	Régional	Contrôle prudentiel de la cybersécurité - Évaluations hors site et sur site	1		1	P
BSR	Régional	Contrôle prudentiel de la cybersécurité - Manuel d'inspection sur site	1		1	V
BSR	Régional	Examen du cadre réglementaire de gouvernance d'entreprise des banques (4 pays)		1		
BSR	Régional	Risques climatiques et stabilité financière		1	1	V
BSR	Régional	Renforcer la réglementation de la gouvernance d'entreprise dans le secteur bancaire		1	1	V
BSR	Régional	Renforcer la réglementation relative à la gouvernance d'entreprise dans le secteur bancaire	1		1	V
BSR	Régional	Normes internationales d'information financière 17 (IFRS 17)		1	1	V
BSR	Angola	Normes de Bâle II/II - Mise en œuvre des réformes	1	1		
BSR	Angola	Normes de Bâle II/III - Parachèvement des réformes	1			
BSR	Botswana	Examen de la réglementation en matière de cybersécurité	1	1	1	V
BSR	Botswana	Réforme de la réglementation en matière de risque de liquidité - Commencer le projet de réglementation concernant le ratio de liquidité à court terme et le ratio structurel de liquidité à long terme	1	1	1	V
BSR	Botswana	Réforme de la réglementation en matière de risque de liquidité - Examen du projet de réglementation concernant le ratio de liquidité à court terme et le ratio structurel de liquidité à long terme	1	1		
BSR	Botswana	Contrôles sur place - Cybersécurité (III)	1	1		
BSR	Comores	Mise en œuvre des réformes relatives aux normes de Bâle II/II - Réforme de la réglementation et des principes directeurs	1	1		
BSR	Comores	Mise en œuvre des réformes relatives aux normes de Bâle II/II - Réforme de la réglementation et des principes directeurs	1			
BSR	Eswatini	Réforme de la réglementation relative à la gouvernance		1	1	V

Programme de financement	Pays	Sujet	Plan pour l'exercice 2023	Plan actualisé pour l'exercice 2023 (nov. 2022)	Exécution effective du plan pour l'exercice 2023	Format d'enseignement
BSR	Eswatini	Réforme de la réglementation relative à la gouvernance		1		
BSR	Lesotho	Renforcement du dispositif de contrôle fondé sur les risques - Contrôle sur pièces et notation de risque et planification finale des mesures de surveillance	1	1	1	P
BSR	Lesotho	Renforcement du dispositif de contrôle fondé sur les risques - Contrôle sur place - cadre	1	1	1	V
BSR	Lesotho	Renforcement du dispositif de contrôle fondé sur les risques - Contrôle sur place - examen	1	1		
BSR	Madagascar	Réformes au titre des normes de Bâle II/III	1	1	1	P
BSR	Madagascar	Réformes au titre des normes de Bâle II/III	1	1	1	H
BSR	Madagascar	Réformes au titre des normes de Bâle II/III			1	H
BSR	Maurice	Contrôle des risques pour la cybersécurité - Principes directeurs en matière de contrôles sur place (I)	1	1	1	P
BSR	Maurice	Contrôle des risques pour la cybersécurité - Principes directeurs en matière de contrôles sur place (II)	1	1	1	P
BSR	Maurice	Contrôle des risques pour la cybersécurité - Principes directeurs en matière de contrôles sur place (III)	1	1		
BSR	Maurice	Contrôle des risques pour la cybersécurité - Achèvement de la réglementation en matière de cybersécurité	1	1	1	V
BSR	Mozambique	Contrôles sur place - Cybersécurité (I)	1	1	1	P
BSR	Mozambique	Contrôles sur place - Cybersécurité (II)	1			
BSR	Namibie	Contrôles sur place - Cybersécurité (III)	1	1		
BSR	Namibie	Renforcement du dispositif de contrôle fondé sur les risques - Contrôles sur pièces - Rapport de risques trimestriel	1	1	1	V
BSR	Namibie	Renforcement du dispositif de contrôle fondé sur les risques - Notation de risque et planification des mesures de surveillance	1	1	1	P
BSR	Seychelles	Normes de Bâle II/III - Réforme de la réglementation	1	1	1	P
BSR	Seychelles	Bâle II/III - Processus interne d'évaluation de l'adéquation des fonds propres (ICAAP) - Formation		1	1	P
BSR	Seychelles	Bâle II/III - Processus interne d'évaluation de l'adéquation des fonds propres (ICAAP)	1	1	1	P
BSR	Zambie	Réglementation en matière de risques pour la cybersécurité	1	1		

Programme de financement	Pays	Sujet	Plan pour l'exercice 2023	Plan actualisé pour l'exercice 2023 (nov. 2022)	Exécution effective du plan pour l'exercice 2023	Format d'enseignement
BSR	Zambie	Contrôles sur place - Cybersécurité (I)	1	1	1	P
BSR	Zambie	Contrôles sur place - Cybersécurité (II)	1		1	P
BSR	Zambie	Mise en œuvre des réformes relatives aux normes de Bâle II/III - réformes du ratio de liquidité à court terme et du ratio structurel de liquidité à long terme		1	1	P
BSR	Zimbabwe	Contrôles sur place - Cybersécurité (I)	1	1	1	P
BSR	Zimbabwe	Contrôles sur place - Cybersécurité (II)	1			
BSR	Zimbabwe	Renforcement du dispositif de contrôle fondé sur les risques	1	1		
CADM	Régional	Commerce illicite, en collaboration avec la SADC	1			
CADM	Régional	Continuité des activités, reprise des activités après une catastrophe et plans d'urgence	1	1		
CADM	Régional	Lignes directrices sur la continuité des opérations financées par le CCCDI	1	1	1	V
CADM	Angola	Plan de continuité des activités (Initiative de développement des capacités du FMI dans le contexte de la crise de la COVID-19)	1	1	1	V
CADM	Angola	Gestion de projets et audit interne	1	1	1	P
CADM	Botswana	Gestion des risques (phase II)	1			
CADM	Botswana	Valeur en douane (phase III)	1			
CADM	Comores	Valeur en douane (avec JSA, compte administré au nom du Japon pour certaines activités du FMI)	1	1	1	V
CADM	Comores	Stratégie à moyen terme (avec JSA)	1	1	1	V
CADM	Comores	Gestion des risques (phase II)	1	1	1	P
CADM	Comores	Procédures d'accise	1	1		
CADM	Comores	Législation relative aux accises (avec le département juridique du FMI)	1	1	1	P
CADM	Comores	Législation (avec le département juridique du FMI)	1	1	1	P
CADM	Comores	Contrôle a posteriori, phase II	1			
CADM	Comores	Gestion des risques (avec JSA)			1	P
CADM	Eswatini	Accise (phase V)	1	1	1	P
CADM	Lesotho	Étude de diagnostic douanier (avec FADR2)	1			
CADM	Lesotho	Droits d'accise (phase II)	1	1	1	P
CADM	Lesotho	Gestion coordonnée des frontières (phase II)	1	1	1	P
CADM	Lesotho	Gestion coordonnée des frontières (phase III)	1	1		
CADM	Madagascar	Plan de continuité des activités (Initiative de développement des capacités du FMI dans le contexte de la crise de la COVID-19)	1	1	1	V
CADM	Madagascar	Gestion du projet	1	1	1	V

Programme de financement	Pays	Sujet	Plan pour l'exercice 2023	Plan actualisé pour l'exercice 2023 (nov. 2022)	Exécution effective du plan pour l'exercice 2023	Format d'enseignement
CADM	Madagascar	Législation (avec le département juridique du FMI)	1	1	1	P
CADM	Madagascar	Exonérations et suspensions (avec JSA)	1	1		
CADM	Madagascar	Valeurs en douane	1	1		
CADM	Madagascar	Examen et planification du programme de DC pour la phase III d'AFRITAC Sud (avec JSA)	1	1	1	P
CADM	Madagascar	Contrôle a posteriori	1	1	1	P
CADM	Madagascar	Gestion des risques et renseignement	1	1	1	P
CADM	Maurice	Audit informatisé	1			
CADM	Mozambique	Gouvernance et transparence	1			
CADM	Namibie	Plan de continuité des activités (Initiative de développement des capacités du FMI dans le contexte de la crise de la COVID-19)	1	1	1	V
CADM	Namibie	Examen de la stratégie à mi-parcours	1	1	1	P
CADM	Namibie	Gestion des risques ; formation et développement		1	1	P
CADM	Namibie	Gestion de la performance et participation des parties prenantes	1	1	1	P
CADM	Namibie	Procédures douanières Phase I		1	1	P
CADM	Namibie	Gestion des performances (phase II)			1	P
CADM	Namibie	Procédures douanières Phase II		1	1	P
CADM	Seychelles	Traitement des entrées de marchandises	1	1	1	P
CADM	Seychelles	Contrôle a posteriori	1	1	1	P
CADM	Zambie	Renseignements et gestion des risques (phase II)	1	1	1	P
CADM	Zambie	Analyse de données	1	1		
CADM	Zimbabwe	Contrôle a posteriori (phase II)	1	1	1	V
CADM	Zimbabwe	Gestion coordonnée des frontières (phase II)	1	1	1	P
CADM	Zimbabwe	Valeur en douane (phase II)	1	1		P
CADM	Zimbabwe	Gestion des risques et renseignement	1	1	1	P
FFL	Régional	Rôle des cadres juridiques dans la lutte contre les inégalités liées au genre	1			
FFL	Botswana	Réforme de la législation fiscale	1	1	1	V
FFL	Botswana	Réforme de la législation fiscale			1	V
FFL	Comores	Législation douanière	1	1	1	P
FFL	Eswatini	Cadres juridiques de gestion des finances publiques	1			
FFL	Lesotho	Projet de loi sur la gestion de la dette publique et de l'aide			1	V
FFL	Madagascar	Législation douanière	1	1	1	P

Programme de financement	Pays	Sujet	Plan pour l'exercice 2023	Plan actualisé pour l'exercice 2023 (nov. 2022)	Exécution effective du plan pour l'exercice 2023	Format d'enseignement
FFL	Mozambique	Élaboration d'un projet de loi sur le système national de paiement			1	P
FFL	Mozambique	Cadres juridiques de gestion des finances publiques	1	1	1	P
FFL	Namibie	Cadre de résolution bancaire			1	V
FFL	Seychelles	Cadre de résolution bancaire			1	P
FFL	Seychelles	Cadre de résolution bancaire			1	P
FFL	Seychelles	Législation de la banque centrale			1	V
FFL	Maurice	Examen de l'amendement de la loi bancaire	1	1		
FMIF	Régional	Paiements internationaux à l'ère du numérique	1			
FMIF	Régional	Évolutions des dispositifs relatifs aux monnaies numériques de banque centrale	1			
FMIF	Régional	Cours régional sur les infrastructures des marchés financiers : principes et pratiques	1	1	1	V
FMIF	Régional	Monnaie numérique : trouver un équilibre entre innovation et réglementation dans un secteur de rupture		1	1	H
FMIF	Angola	Mission de diagnostic pour l'analyse des infrastructures des marchés financiers et des technologies financières	1	1		
FMIF	Botswana	Rédaction du projet de loi sur les systèmes nationaux de paiement	1			
FMIF	Botswana	Surveillance du nouveau système national de paiement	1	1	1	P
FMIF	Botswana	Formation sur la surveillance et le contrôle du dépositaire central des titres (CSD) (NBFIRA)		1	1	P
FMIF	Comores	Surveillance des prestataires de services de paiement fintech	1	1		
FMIF	Eswatini	Formation à la surveillance - Prestataires de services de paiement non bancaires	1	1	1	H
FMIF	Lesotho	Formation à la surveillance - Prestataires de services de paiement non bancaires	1	1	1	H
FMIF	Lesotho	Examen de la réglementation relative aux systèmes nationaux de paiement		1		
FMIF	Madagascar	Principes pour les infrastructures de marchés financiers - formation	1	1	1	V
FMIF	Maurice	Surveillance et réglementation du secteur de la fintech	1	1		
FMIF	Maurice	Principes pour les infrastructures de marchés financiers - examen	1			
FMIF	Mozambique	Rédaction du projet de loi sur les systèmes nationaux de paiement	1	1	1	P

Programme de financement	Pays	Sujet	Plan pour l'exercice 2023	Plan actualisé pour l'exercice 2023 (nov. 2022)	Exécution effective du plan pour l'exercice 2023	Format d'enseignement
FMIF	Namibie	Surveillance et réglementation du secteur de la fintech	1	1		
FMIF	Seychelles	Examen des principes pour les infrastructures de marchés financiers - évaluation	1	1		
FMIF	Afrique du Sud	Principes pour les infrastructures de marchés financiers - responsabilité	1			
FMIF	Afrique du Sud	Gestion des risques associés aux systèmes de paiement - Surveillance	1	1		
FMIF	Afrique du Sud	Paiements numériques - Cryptomonnaies stables (ou jetons indexés)	1	1		
FMIF	Zambie	Examen du projet de loi révisé sur les systèmes nationaux de paiement	1			
FMIF	Zimbabwe	Surveillance et réglementation du secteur de la fintech	1	1		
ICD-TRN	Régional	surveillance du secteur financier	1	1		
ICD-TRN	Régional	Politiques du secteur financier	1	1		
ICD-TRN	Régional	Développement financier et inclusion financière			1	P
ICD-TRN	Régional	Analyse macroéconomique générale - Prévisions immédiates	1	1	1	V
ICD-TRN	Régional	Monnaie numérique de banque centrale	1	1	1	P
ICD-TRN	Régional	Climat	1			
ICD-TRN	Régional	Indicateurs à haute fréquence / Introduction aux comptes nationaux trimestriels	1	1		
MFXMO	Régional	Systèmes de prévision et d'analyse (SPA)	1	1		
MFXMO	Régional	Principes fondamentaux d'une bonne communication des banques centrales	1	1	1	V
MFXMO	Régional	Modernisation de la communication des banques centrales	1	1	1	V
MFXMO	Régional	Évolution du marché des prises en pension	1	1	1	H
MFXMO	Régional	Développement des marchés : principes de base et avancés	1	1		
MFXMO	Régional	Modernisation des cadres opérationnels de la politique monétaire et évolution des marchés financiers 1/	1		1	V
MFXMO	Angola	Fourniture de liquidité d'urgence	1			
MFXMO	Angola	Opérations et mise en œuvre de la politique monétaire	1	1	1	V
MFXMO	Angola	Modernisation du cadre de politique monétaire et transition vers le ciblage de l'inflation	1	1	1	V
MFXMO	Botswana	Système de prévision et d'analyse	1	1	1	P
MFXMO	Botswana	Opérations et mise en œuvre de la politique monétaire	1			

Programme de financement	Pays	Sujet	Plan pour l'exercice 2023	Plan actualisé pour l'exercice 2023 (nov. 2022)	Exécution effective du plan pour l'exercice 2023	Format d'enseignement
MFxMO	Botswana	Fourniture de liquidité d'urgence	1			
MFxMO	Botswana	Élaboration d'un indicateur composite avancé pour la prévision immédiate de la croissance du PIB			1	P
MFxMO	Comores	Opérations et mise en œuvre de la politique monétaire	1	1	1	P
MFxMO	Comores	Opérations et mise en œuvre de la politique monétaire	1	1	1	P
MFxMO	Comores	Fourniture de liquidité d'urgence	1	1	1	P
MFxMO	Eswatini	Fourniture de liquidité d'urgence	1	1		
MFxMO	Eswatini	Prévision et gestion des liquidités	1			
MFxMO	Lesotho	Opérations et mise en œuvre de la politique monétaire	1			
MFxMO	Madagascar	Développement du marché interbancaire	1	1	1	P
MFxMO	Madagascar	Opérations et mise en œuvre de la politique monétaire	1	1	1	P
MFxMO	Madagascar	Système de prévision et d'analyse	1	1	1	P
MFxMO	Madagascar	Opérations et mise en œuvre de la politique monétaire	1	1	1	P
MFxMO	Maurice	Opérations en devises	1	1	1	V
MFxMO	Maurice	Opérations en devises		1	1	P
MFxMO	Maurice	Opérations et mise en œuvre de la politique monétaire	1	1		
MFxMO	Maurice	Pièce jointe	1			
MFxMO	Maurice	Soutenir la transition de la Banque de Maurice vers un nouveau cadre de politique monétaire			1	P
MFxMO	Mozambique	Mise en œuvre de la stratégie opérationnelle de la politique monétaire	1	1	1	P
MFxMO	Mozambique	Suivi de la mise en œuvre des interventions sur le marché des changes	1	1	1	P
MFxMO	Namibie	Fourniture de liquidité d'urgence		1		
MFxMO	Seychelles	Communication de politique monétaire	1			
MFxMO	Seychelles	Opérations et mise en œuvre de la politique monétaire	1			
MFxMO	Seychelles	Fourniture de liquidité d'urgence	1			
MFxMO	Zambie	Système de prévision et d'analyse	1	1		
MFxMO	Zambie	Opérations en devises	1	1	1	V
MFxMO	Zimbabwe	Opérations et mise en œuvre de la politique monétaire	1			
GFP	Régional	Données et gouvernance budgétaires	1			

Programme de financement	Pays	Sujet	Plan pour l'exercice 2023	Plan actualisé pour l'exercice 2023 (nov. 2022)	Exécution effective du plan pour l'exercice 2023	Format d'enseignement
GFP	Régional	Normes comptables internationales du secteur public	1	1	1	H
GFP	Régional	Solutions de GovTech pour améliorer la gestion des finances publiques	1	1	1	P
GFP	Régional	Viabilité budgétaire à long terme et risque budgétaire lié au changement climatique	1	1	1	P
GFP	Régional	Gestion des risques budgétaires pour les garanties octroyées par les États	1	1	1	P
GFP	Angola	Cadre des dépenses à moyen terme	1	1	1	P
GFP	Angola	Prévention des arriérés et gestion de trésorerie	1	1		
GFP	Angola	Évaluation de la gestion des investissements publics	1	1		
GFP	Botswana	Gestion de la dette et des passifs conditionnels	1	1		
GFP	Botswana	Examen de la loi relative à la gestion des finances publiques	1			
GFP	Botswana	Mise à jour EGIP avec le module Climat (participation d'AFRITAC Sud à la mission du siège)	1	1	1	P
GFP	Botswana	Risques budgétaires			1	P
GFP	Comores	Compte Unique du Trésor et Gestion de la Trésorerie (mission de suivi)	1	1		
GFP	Comores	Mise en œuvre de la loi organique	1	1		
GFP	Comores	Mise en place de l'Agence Comptable Centrale (mission de suivi)	1	1		
GFP	Comores	Cadre budgétaire à moyen terme	1	1		
GFP	Comores	Gestion des risques budgétaires	1	1	1	P
GFP	Comores	La préparation et l'exécution du budget			1	P
GFP	Comores	Formation sur l'outil d'analyse prévisionnelle de trésorerie (CFAT)			1	H
GFP	Eswatini	Cadre des finances publiques à moyen terme	1	1		
GFP	Eswatini	Évaluation de la gestion des investissements publics	1	1		
GFP	Eswatini	Gestion des risques budgétaires et des passifs conditionnels (participation d'AFRITAC Sud à la mission du siège du FMI)	1	1	1	P
GFP	Eswatini	Gestion des risques budgétaires et des passifs conditionnels (suivi)	1	1		
GFP	Lesotho	Cadre des finances publiques à moyen terme	1	1	1	P
GFP	Lesotho	Budgétisation favorisant l'égalité des sexes	1	1	1	P
GFP	Lesotho	Analyse des écarts (comptabilité / information budgétaire)	1	1	1	P
GFP	Lesotho	Gestion des risques budgétaires			1	P

Programme de financement	Pays	Sujet	Plan pour l'exercice 2023	Plan actualisé pour l'exercice 2023 (nov. 2022)	Exécution effective du plan pour l'exercice 2023	Format d'enseignement
GFP	Lesotho	Marathon de programmation sur la gestion des finances publiques			1	P
GFP	Madagascar	Comptabilité d'exercice	1	1	1	P
GFP	Madagascar	Manuel sur la gestion des investissements publics	1		1	H
GFP	Madagascar	Gestion des actifs	1	1		
GFP	Madagascar	Gestion des risques budgétaires et outil d'établissement du bilan de santé des entreprises publiques	1	1	1	V
GFP	Madagascar	Compte Unique du Trésor et Gestion de la Trésorerie	1	1		
GFP	Maurice	Feuille de route sur les normes comptables internationales du secteur public	1	1	1	H
GFP	Maurice	Évaluation de la gestion des investissements publics	1	1	1	V
GFP	Mozambique	Réformes du Trésor public	1	1	1	V
GFP	Mozambique	Réformes du Trésor public			1	P
GFP	Mozambique	Cadre des finances publiques à moyen terme	1	1		
GFP	Namibie	Examen de la loi relative à la gestion des finances publiques	1	1	1	P
GFP	Namibie	EGIP (participation d'AFRITAC Sud à la mission du siège)	1	1		
GFP	Namibie	Chiffrage/budgétisation des objectifs de développement durable	1	1		V
GFP	Seychelles	Gestion de la trésorerie	1	1	1	V
GFP	Seychelles	Suivi de la stratégie IFMIS	1	1	1	P
GFP	Seychelles	EGIP (participation d'AFRITAC Sud à la mission du siège)	1	1	1	P
GFP	Seychelles	Suivi de la stratégie IFMIS			1	V
GFP	Seychelles	Gestion de l'évaluation des investissements publics avec module sur le climat			1	P
GFP	Seychelles	Gestion des actifs et passifs			1	V
GFP	Afrique du Sud	Budgétisation favorisant l'égalité des sexes	1	1	1	P
GFP	Zambie	Gestion des risques budgétaires	1	1	1	P
GFP	Zambie	Gestion de trésorerie/Compte unique du Trésor	1	1		
GFP	Zambie	Gestion des risques budgétaires et entreprises publiques		1	1	P
GFP	Zimbabwe	Préparation du budget - Chiffrage de référence	1	1		
GFP	Zimbabwe	Information budgétaire - Suivi des dépenses	1	1	1	P
GFP	Zimbabwe	Gestion des risques budgétaires et des passifs conditionnels	1	1		
GFP	Zimbabwe	Évaluation de la gestion des investissements publics	1	1	1	V

Programme de financement	Pays	Sujet	Plan pour l'exercice 2023	Plan actualisé pour l'exercice 2023 (nov. 2022)	Exécution effective du plan pour l'exercice 2023	Format d'enseignement
GFP	Zimbabwe	Suivi de la gestion des investissements publics	1			
GFP	Zimbabwe	Gestion de trésorerie/Compte unique du Trésor		1	1	V
GFP	Zimbabwe	Prévisions macrobudgétaires			1	P
RSS	Régional	Construction d'un indice des prix à la production	1	1	1	V
RSS	Régional	Compétences analytiques des comptables nationaux	1	1	1	P
RSS	Régional	Éléments fondamentaux des statistiques sur les prix	1	1	1	P
RSS	Angola	Mise en concordance des séries trimestrielles du PIB avec les nouvelles séries annuelles des comptes nationaux	1	1	1	P
RSS	Angola	Actualisation des mesures de volume et de prix du PIB	1	1	1	V
RSS	Angola	Actualisation de l'indice des prix à la consommation	1	1	1	P
RSS	Angola	Actualisation de l'indice des prix à la consommation	1	1	1	V
RSS	Angola	Actualisation de l'indice des prix à la production	1			
RSS	Botswana	Planification stratégique pour le changement de l'année de référence des CNA et évolution future des comptes nationaux	1	1	1	P
RSS	Botswana	Construction d'un indice des prix à la production	1	1	1	P
RSS	Botswana	Comptes nationaux	1	1	1	P
RSS	Comores	Aide à la mise en œuvre de techniques statistiques améliorées et du SCN 2008	1	1	1	P
RSS	Comores	Établissement de séries annuelles du PIB pour les dernières années	1	1		
RSS	Comores	Perfectionnement de la comptabilité nationale	1	1	1	P
RSS	Comores	Perfectionnement de la comptabilité nationale	1	1	1	P
RSS	Comores	Actualisation de l'indice des prix à la consommation	1	1	1	P
RSS	Comores	Actualisation de l'indice des prix à la consommation	1	1	1	P
RSS	Comores	Actualisation de l'indice des prix à la consommation	1	1		
RSS	Eswatini	Apprentissage entre pairs - Indice des prix à la consommation	1	1	1	P
RSS	Eswatini	Changement de l'année de référence des comptes nationaux et amélioration des comptes nationaux trimestriels	1	1	1	P
RSS	Eswatini	Changement de l'année de référence des comptes nationaux et amélioration des comptes nationaux trimestriels	1	1		
RSS	Eswatini	Revoir le système de calcul de l'indice des prix à la production	1	1		

Programme de financement	Pays	Sujet	Plan pour l'exercice 2023	Plan actualisé pour l'exercice 2023 (nov. 2022)	Exécution effective du plan pour l'exercice 2023	Format d'enseignement
RSS	Lesotho	Changement de l'année de référence des comptes nationaux et amélioration des comptes nationaux trimestriels	1	1	1	P
RSS	Lesotho	Changement de l'année de référence des comptes nationaux et amélioration des comptes nationaux trimestriels	1	1	1	P
RSS	Lesotho	Perfectionnement de la comptabilité nationale	1	1	1	V
RSS	Madagascar	Actualisation de l'indice des prix à la consommation	1			
RSS	Madagascar	Amélioration des séries trimestrielles du PIB selon l'approche de la production et à prix courants	1	1		
RSS	Madagascar	Changement de l'année de référence des comptes nationaux et amélioration des comptes nationaux trimestriels	1	1	1	P
RSS	Madagascar	PIB - Tableaux de processus	1	1	1	V
RSS	Maurice	Établissement des comptes du secteur institutionnel	1			
RSS	Maurice	Établissement de comptes et bilans financiers sectoriels trimestriels	1	1	1	P
RSS	Maurice	Examiner l'alignement de l'indice des prix de l'immobilier résidentiel	1	1	1	V
RSS	Mozambique	Examiner les sources et les méthodes de données trimestrielles sur le PIB(E)	1	1	1	P
RSS	Mozambique	Examiner les sources et les méthodes de données trimestrielles sur le PIB(E)	1	1	1	P
RSS	Namibie	Changement de l'année de référence des comptes nationaux et amélioration des comptes nationaux trimestriels	1	1	1	V
RSS	Namibie	Changement de l'année de référence des comptes nationaux et amélioration des comptes nationaux trimestriels	1	1		
RSS	Namibie	Construction d'un indice des prix à la production	1	1	1	V
RSS	Namibie	Construction d'un indice des prix à la production	1			
RSS	Seychelles	Changement de l'année de référence des comptes nationaux et amélioration des comptes nationaux trimestriels	1		1	P
RSS	Seychelles	Changement de l'année de référence des comptes nationaux et amélioration des comptes nationaux trimestriels	1	1	1	P
RSS	Seychelles	Élaboration et actualisation d'un indice des prix à la production	1	1	1	P
RSS	Seychelles	Élaboration et actualisation d'un indice des prix à la production	1	1	1	V
RSS	Seychelles	Statistiques sur les prix		1	1	P

Programme de financement	Pays	Sujet	Plan pour l'exercice 2023	Plan actualisé pour l'exercice 2023 (nov. 2022)	Exécution effective du plan pour l'exercice 2023	Format d'enseignement
RSS	Afrique du Sud	Amélioration des corrections des variations saisonnières	1	1		
RSS	Afrique du Sud	Élaboration d'un indice des prix de l'immobilier résidentiel	1	1	1	V
RSS	Afrique du Sud	Élaboration d'un indice des prix de l'immobilier résidentiel	1	1	1	P
RSS	Zambie	Aide à l'analyse rétrospective du PIB annuel	1	1		
RSS	Zambie	Amélioration des mesures de volume et de prix du PIB	1	1		
RSS	Zambie	Actualisation de l'indice des prix à la production	1	1	1	P
RSS	Zimbabwe	Examiner les estimations du PIB pour 2019, 2020 et 2021	1	1	1	P
RSS	Zimbabwe	Changement de l'année de référence des comptes nationaux et établissement des comptes nationaux trimestriels	1	1	1	P
RSS	Zimbabwe	Construction d'un indice des prix à la production	1	1	1	P
TADM	Angola	Mise en œuvre de la stratégie	1			
TADM	Angola	Taxe sur la valeur ajoutée	1	1		
TADM	Angola	Gestion du risque d'incivisme fiscal	1	1	1	P
TADM	Botswana	Gestion du risque d'incivisme fiscal	1	1	1	P
TADM	Botswana	Unité des gros contribuables	1	1	1	P
TADM	Botswana	Organigramme	1	1	1	V
TADM	Botswana	Cas particulier		1		
TADM	Comores	Gestion de la conformité	1	1		
TADM	Comores	Enregistrement	1	1		
TADM	Comores	Utilisation du logiciel SIGIT	1	1		
TADM	Comores	Réformes de l'administration fiscale			1	P
TADM	Eswatini	Formation à l'audit	1	1	1	V
TADM	Eswatini	Services d'assurance	1	1		
TADM	Eswatini	Services d'assurance	1	1		
TADM	Eswatini	Examen de l'administration fiscale			1	P
TADM	Lesotho	Gestion du risque d'incivisme fiscal	1	1		
TADM	Lesotho	Recouvrement de créances 2	1	1	1	P
TADM	Lesotho	Gestion du risque d'incivisme fiscal	1			
TADM	Lesotho	Prix de transfert	1			
TADM	Lesotho	Gestion des dettes fiscales			1	P
TADM	Madagascar	Services aux contribuables	1	1	1	P
TADM	Madagascar	Services aux contribuables	1			
TADM	Madagascar	Respect des obligations en matière de TVA	1	1	1	V
TADM	Madagascar	Respect des obligations en matière de TVA 2	1	1	1	P

Programme de financement	Pays	Sujet	Plan pour l'exercice 2023	Plan actualisé pour l'exercice 2023 (nov. 2022)	Exécution effective du plan pour l'exercice 2023	Format d'enseignement
TADM	Madagascar	Analyse des données de gestion des risques de non-conformité (3)	1	1		
TADM	Madagascar	Marquage numérique		1	1	V
TADM	Maurice	Etudes analytiques poussées	1			
TADM	Mozambique	Contrôle	1			
TADM	Mozambique	Paiement et dette	1			
TADM	Namibie	Examen des processus opérationnels	1	1	1	P
TADM	Namibie	Gestion du risque d'incivisme fiscal	1	1	1	P
TADM	Namibie	Contrôle	1	1	1	P
TADM	Seychelles	Recouvrement de créances	1	1	1	P
TADM	Seychelles	Gestion du risque d'incivisme fiscal	1	1	1	V
TADM	Seychelles	Respect de la loi sur l'observation fiscale des comptes étrangers (FATCA)	1	1	1	P
TADM	Seychelles	Respect de la loi sur l'observation fiscale des comptes étrangers (FATCA)		1		
TADM	Afrique du Sud	Prix de transfert - cadrage	1	1	1	P
TADM	Afrique du Sud	Prix de transfert 1		1	1	P
TADM	Afrique du Sud	Prix de transfert 1		1		
TADM	Zambie	Respect des obligations fiscales par secteur d'activité	1			
TADM	Zambie	Respect des obligations fiscales par secteur d'activité - TVA	1	1	1	V
TADM	Zambie	Taxe sur la valeur ajoutée - Gestion des risques de non-conformité			1	P
TADM	Zimbabwe	Mise en œuvre de la stratégie	1	1		
TADM	Zimbabwe	Contrôle	1	1	1	P
TADM	Zimbabwe	Recouvrement de créances	1	1	1	P
TADM	Zimbabwe	Recouvrement de créances	1	1	1	P
TADM	Zimbabwe	Système de gestion des impôts et des recettes	1	1	1	P
TADM	Zimbabwe	Mise en œuvre de la stratégie	1			
			<b>275</b>	<b>246</b>	<b>204</b>	
<b>DC financé par le CCCDI sur la gestion de la dette et l'administration fiscale</b>						
DM	Régional	Gestion des portefeuilles d'obligations souveraines internationales dans des conditions de marché défavorables				
DM	Régional	Analyse de viabilité de la dette			1	P
DM	Régional	Élaboration de plans annuels d'emprunt			1	P
DM	Mozambique	Stratégie de gestion de la dette à moyen terme			1	P
DM	Zambie	Analyse de viabilité de la dette			1	P

Programme de financement	Pays	Sujet	Plan pour l'exercice 2023	Plan actualisé pour l'exercice 2023 (nov. 2022)	Exécution effective du plan pour l'exercice 2023	Format d'enseignement
DM	Zimbabwe	Validation et rapprochement de la base de données sur la dette extérieure publique			1	P
TADM	Comores	Mission du siège et suivi du programme FEC			1	P
TADM	Comores	Mise en œuvre de la stratégie de réforme			1	H
TADM	Comores	Appui à la mise en œuvre de la réforme			1	V
TADM	Lesotho	Évaluation TADAT			1	P
TADM	Madagascar	Résultats de la TVA			1	V
TADM	Madagascar	Évaluation TADAT			1	P
TADM	Madagascar	Suivi des résultats dans le domaine de la TVA et de la stratégie après TADAT			1	P
<b>Fonds thématique en faveur de la LBC/FT</b>						
LCB-FT FT	Régional	Formation multi-pays sur les correspondants bancaires en collaboration avec la Facilité mondiale pour la LBC/FT de l'UE et la Banque de Maurice.			1	V
LCB-FT FT	Régional	Cours « Transparence sur les bénéficiaires effectifs : des recommandations techniques à la mise en œuvre », en collaboration avec la Facilité mondiale pour la LBC/FT de l'UE			1	V
LCB-FT FT	Régional	Formation multi-pays destinée à plusieurs pays sur les actifs virtuels et les prestataires de services liés à des actifs virtuels			1	P
LCB-FT FT	Angola	Cadre juridique et réglementaire, approche du secteur financier fondée sur les risques, renforcement de la cellule de renseignement financier et relations avec les correspondants bancaires			1	P
LCB-FT FT	Botswana	Mise au point et application d'une approche effective fondée sur les risques à la surveillance liée à la LBC/FT			1	P
LCB-FT FT	Namibie	Aide à la correction des lacunes détectées lors de l'évaluation mutuelle LBC/FT (Namibie)			1	P

1/ Inclut l'atelier sur le développement des marchés (niveau de base et avancé)

BSR = Banking Supervision and Regulation (contrôle et réglementation bancaires) ; CADM = Customs Administration (douanes) ; DM = Debt Management (gestion de la dette) ; FFL = Financial and Fiscal Law (droit financier et budgétaire) ; FMIF = Financial Market Infrastructure and Fintech (infrastructures des marchés financiers et technologies financières) ; ICD-TRN = Macroeconomic Training Courses (cours de formation en macroéconomie dirigés par l'ICD) ; MFXMO = Money and FX Market Operations (opérations sur les marchés monétaires et de change) ; PFM = Public Financial Management (GFP, gestion des finances publiques) ; RSS = Real Sector Statistics (statistiques du secteur réel) ; TADM = Tax Administration (administration fiscale).

Note : Certaines des formations régionales ont été menées en collaboration avec l'IFA et des partenaires régionaux.

Certaines missions initialement prévues par Afritac Sud ont été réalisées par l'administration centrale.

V - Virtuel ; IP - En personne ; H- Hybride ;

# Annexe II

## Plan de travail pour l'exercice 2024

Programmes de financement	Pays	Département prestataire d'activités de DC	Sujet	Format d'enseignement
BSR	Régional	MCM	Travailler avec les principes fondamentaux de Bâle	P
BSR	Régional	MCM	Risque de liquidité, IRRBB et contrôle du risque climatique	P
BSR	Botswana	MCM	Réforme de la réglementation en matière de risque de liquidité - Examen du projet de réglementation concernant le ratio de liquidité à court terme et le ratio structurel de liquidité à long terme	V
BSR	Botswana	MCM	Contrôle des risques pour la cybersécurité - Principes directeurs en matière de contrôles sur place (1e)	P
BSR	Comores	MCM	Mise en œuvre des réformes relatives aux normes de Bâle II/III - Réforme de la réglementation et des principes directeurs	P
BSR	Comores	MCM	Mise en œuvre des réformes relatives aux normes de Bâle II/III - Réforme de la réglementation et des principes directeurs	H
BSR	Lesotho	MCM	Renforcement du dispositif de contrôle fondé sur les risques - Contrôle sur place - examen	P
BSR	Lesotho	MCM	Renforcement du dispositif de contrôle fondé sur les risques - Mesures d'intervention précoce	V
BSR	Madagascar	MCM	Réformes relatives aux normes de Bâle II/III - Élaboration de la réglementation	V
BSR	Madagascar	MCM	Réformes relatives aux normes de Bâle II/III - Élaboration de la réglementation	P
BSR	Mozambique	MCM	Contrôle prudentiel - Fondements - Formation	P
BSR	Mozambique	MCM	Contrôle prudentiel - Intermédiaire - Formation	P
BSR	Mozambique	MCM	Contrôles sur place - Cybersécurité (II)	P
BSR	Namibie	MCM	Examen de la réglementation en matière de risques pour la cybersécurité	P
BSR	Namibie	MCM	Contrôle des risques pour la cybersécurité - Principes directeurs en matière de contrôles sur place (I)	P
BSR	Namibie	MCM	Contrôle des risques pour la cybersécurité - Principes directeurs en matière de contrôles sur place (II)	P
BSR	Namibie	MCM	Renforcement du dispositif de contrôle fondé sur les risques	P
BSR	Seychelles	MCM	Renforcement du dispositif de contrôle fondé sur les risques - Notation de risque et planification des mesures de surveillance	P
BSR	Seychelles	MCM	Renforcement du dispositif de contrôle fondé sur les risques - Contrôle sur pièces	P
BSR	Zambie	MCM	Mise en œuvre des réformes Bâle II/III : ratio de liquidité à court terme et ratio structurel de liquidité à long terme	P
BSR	Zambie	MCM	Mise en œuvre des réformes Bâle II/III : ratio de liquidité à court terme et ratio structurel de liquidité à long terme	V
BSR	Zimbabwe	MCM	Contrôle fondé sur les risques - Analyse des risques / Modèle d'affaires - Formation	P

Programmes de financement	Pays	Département prestataire d'activités de DC	Sujet	Format d'enseignement
BSR	Zimbabwe	MCM	Contrôle des risques pour la cybersécurité - Principes directeurs en matière de contrôles sur place (II)	P
CADM	Régional	FAD	Atelier sur la Zone de libre-échange continentale africaine	P
CADM	Régional	FAD	Gestion du projet	V
CADM	Angola	FAD	Gestion du projet	P
CADM	Comores	FAD	Gestion des risques	P
CADM	Comores	FAD	Législation	V
CADM	Comores	FAD	Procédures d'accise	P
CADM	Eswatini	FAD	Accises	P
CADM	Lesotho	FAD	Gestion coordonnée des frontières	P
CADM	Lesotho	FAD	Accises	P
CADM	Madagascar	FAD	Examen de projet	P
CADM	Madagascar	FAD	Exonérations	P
CADM	Madagascar	FAD	Contrôle a posteriori	P
CADM	Madagascar	FAD	Gestion des risques et renseignement	P
CADM	Mozambique	FAD	Diagnostic douanier (avec FADR2)	P
CADM	Namibie	FAD	Formation d'initiation douanière (phase 1)	P
CADM	Namibie	FAD	Procédures douanières (phase 3)	P
CADM	Namibie	FAD	Valeur en douane (phase 1) et gestion des risques	P
CADM	Seychelles	FAD	Contrôle a posteriori	P
CADM	Zambie	FAD	Renseignements et gestion des risques	P
CADM	Zimbabwe	FAD	Contrôle a posteriori (phase 2)	P
CADM	Zimbabwe	FAD	Valeur en douane (phase 2)	P
CADM	Zimbabwe	FAD	Gestion des risques et renseignement	P
FFL	Régional	LEG	Gestion des portefeuilles de dette souveraine dans des conditions de marché défavorables	V
FFL	Maurice	LEG	Examen de l'amendement de la loi bancaire (mission)	V
FFL	Maurice	LEG	Examen de l'amendement de la loi bancaire (mission)	P
FFL	Comores	LEG	Législation douanière	V
FMIF	Régional	MCM	Politiques efficaces pour les cryptoactifs	V
FMIF	Régional	MCM	Risque potentiel des cryptomonnaies adossées à des actifs	V
FMIF	Régional	MCM	Monnaies numériques de banque centrale	P
FMIF	Régional	MCM	Principes pour les infrastructures de marchés financiers - Mettre au point une perspective fondée sur les risques	V
FMIF	Régional	MCM	Modernisation de l'infrastructure des systèmes de paiement	V
FMIF	Angola	MCM	Diagnostic de développement des infrastructures des marchés financiers	P
FMIF	Angola	MCM	Principes pour les infrastructures de marchés financiers - formation	P
FMIF	Botswana	MCM	Principes pour les infrastructures de marchés financiers - formation	P
FMIF	Botswana	MCM	Surveillance de la monnaie électronique et des fintech	P

Programmes de financement	Pays	Département prestataire d'activités de DC	Sujet	Format d'enseignement
FMIF	Comores	MCM	Développement de systèmes de paiement - dépositaire central des titres (CSD)	P
FMIF	Eswatini	MCM	Principes pour les infrastructures de marchés financiers - formation évaluation des CSD	V
FMIF	Lesotho	MCM	Examen de la réglementation relative aux systèmes nationaux de paiement	V
FMIF	Lesotho	MCM	Surveillance des systèmes de paiements de détail	P
FMIF	Madagascar	MCM	Examen des principes relatifs à l'évaluation des règlements bruts en temps réel des infrastructures des marchés financiers	V
FMIF	Maurice	MCM	Surveillance et réglementation du secteur de la fintech	P
FMIF	Maurice	MCM	Examen des principes pour les infrastructures de marchés financiers	P
FMIF	Mozambique	MCM	Programme de détachements d'experts	V
FMIF	Namibie	MCM	Infrastructures des marchés financiers Cyber-résilience	V
FMIF	Namibie	MCM	Fintech : lignes directrices sur le « bac à sable réglementaire »	V
FMIF	Seychelles	MCM	Examen des principes relatifs aux responsabilités liées aux infrastructures de marchés financiers	V
FMIF	Seychelles	MCM	Examen des principes relatifs à l'évaluation des infrastructures de marchés financiers	V
FMIF	Afrique du Sud	MCM	Cryptomonnaies adossées à des actifs pour les paiements numériques - Webinaires	V
FMIF	Afrique du Sud	MCM	Contrôle des participants au changement du système de paiement national (switch)	P
FMIF	Zambie	MCM	Examen du projet de loi sur le changement du système national de paiement (switch)	V
FMIF	Zimbabwe	MCM	Surveillance et réglementation du secteur de la fintech	P
ICD-TRN	Régional	DCI	Analyse des politiques monétaires et budgétaires à l'aide des modèles DSGE	P
ICD-TRN	Régional	DCI	surveillance du secteur financier	V
ICD-TRN	Régional	DCI	Aspects macroéconomiques du changement climatique	V
ICD-TRN	Régional	DCI	Changement climatique et politiques macrofinancières	P
MFXMO	Régional	MCM	Fourniture de liquidités d'urgence/Gestion des garanties	V
MFXMO	Régional	MCM	Opérations et interventions sur le marché des changes	H
MFXMO	Régional	MCM	Prévision et gestion des liquidités	V
MFXMO	Régional	MCM	Système de prévision et d'analyse des politiques	H
MFXMO	Angola	MCM	Cadre de Liquidité d'Urgence	P
MFXMO	Angola	MCM	Système de prévision et d'analyse	P
MFXMO	Angola	MCM	Opérations et mise en œuvre de la politique monétaire	P
MFXMO	Botswana	MCM	Fourniture de liquidité d'urgence	P
MFXMO	Botswana	MCM	Système de prévision et d'analyse	P
MFXMO	Comores	MCM	Opérations et mise en œuvre de la politique monétaire	P
MFXMO	Eswatini	MCM	Prévision et gestion des liquidités	P
MFXMO	Eswatini	MCM	Fourniture de liquidité d'urgence	P

Programmes de financement	Pays	Département prestataire d'activités de DC	Sujet	Format d'enseignement
MFxMO	Lesotho	MCM	Opérations et mise en œuvre de la politique monétaire	P
MFxMO	Madagascar	MCM	Système de prévision et d'analyse	P
MFxMO	Madagascar	MCM	Opérations de change et mise en œuvre de la politique de change	P
MFxMO	Madagascar	MCM	Opérations et mise en œuvre de la politique monétaire	P
MFxMO	Maurice	MCM	Opérations et mise en œuvre de la politique monétaire	P
MFxMO	Maurice	MCM	Opérations et mise en œuvre de la politique monétaire	P
MFxMO	Mozambique	MCM	Opérations et mise en œuvre de la politique monétaire	P
MFxMO	Mozambique	MCM	Opérations et mise en œuvre de la politique monétaire	P
MFxMO	Mozambique	MCM	Opérations de change et mise en œuvre de la politique de change	P
MFxMO	Namibie	MCM	Fourniture de liquidité d'urgence	P
MFxMO	Seychelles	MCM	Opérations et mise en œuvre de la politique monétaire	P
MFxMO	Zambie	MCM	Système de prévision et d'analyse	P
GFP	Régional	FAD	Passage au numérique - Intégration de la gestion des risques et de la conformité dans les solutions numériques de GFP	H
GFP	Régional	FAD	Unités macrobudgétaires	P
GFP	Régional	FAD	Risques budgétaires (pays lusophones)	P
GFP	Régional	FAD	Gestion des risques budgétaires	P
GFP	Régional	FAD	Gouvernance en matière de données budgétaires	P
GFP	Angola	FAD	Cadre des dépenses à moyen terme	H
GFP	Angola	FAD	Gestion de trésorerie - Formation sur l'outil de flux de trésorerie	H
GFP	Angola	FAD	Prévention des arriérés et gestion de trésorerie	H
GFP	Angola	FAD	Évaluation de la gestion des investissements publics	H
GFP	Botswana	FAD	Évaluation de la gestion des investissements publics (EGIP) - suivi	P
GFP	Botswana	FAD	Gérer les risques budgétaires	P
GFP	Comores	FAD	Loi organique sur les finances de l'État	H
GFP	Comores	FAD	Agence comptable centrale du trésor	H
GFP	Comores	FAD	Agence comptable centrale du trésor	H
GFP	Comores	FAD	Compte unique du Trésor	H
GFP	Comores	FAD	Outil pour le bilan de santé des entreprises publiques	H
GFP	Eswatini	FAD	Cadre budgétaire à moyen terme	P
GFP	Eswatini	FAD	Gérer les risques budgétaires	P
GFP	Eswatini	FAD	Manuel et atelier sur la gestion des investissements publics	P
GFP	Lesotho	FAD	Cadre budgétaire à moyen terme	P
GFP	Lesotho	FAD	Réglementations relatives à la gestion des finances publiques	LB
GFP	Lesotho	FAD	Suivi des déclarations budgétaires	P
GFP	Lesotho	FAD	Énoncé des Risques Budgétaires	P
GFP	Lesotho	FAD	Évaluation des risques budgétaires liés aux entreprises publiques	P
GFP	Madagascar	FAD	Gestion de trésorerie, suivi du compte unique du Trésor et comptabilité	H
GFP	Madagascar	FAD	Suivi de la gestion des risques budgétaires (1 expert)	H
GFP	Madagascar	FAD	Comptabilité sur la base des droits constatés	H

Programmes de financement	Pays	Département prestataire d'activités de DC	Sujet	Format d'enseignement
GFP	Madagascar	FAD	Gestion des actifs	H
GFP	Maurice	FAD	Atelier sur la gestions des investissements publics	P
GFP	Maurice	FAD	Manuel de gestion financière	P
GFP	Mozambique	FAD	Cadre des finances publiques à moyen terme	H
GFP	Mozambique	FAD	Réformes du Trésor public	H
GFP	Namibie	FAD	Signalement et gestion des risques budgétaires	P
GFP	Namibie	FAD	Gestion des risques budgétaires - suivi	P
GFP	Namibie	FAD	Évaluation de la gestion des investissements publics - climat et macrobudgétaire	P
GFP	Namibie	FAD	Suivi de la dématérialisation	LB
GFP	Seychelles	FAD	Atelier de formation sur les prévisions de trésorerie	P
GFP	Afrique du Sud	FAD	Budgétisation base zéro	P
GFP	Afrique du Sud	FAD	Budgétisation favorisant l'égalité des sexes	P
GFP	Afrique du Sud	FAD	Évaluation de la transparence budgétaire	P
GFP	Afrique du Sud	FAD	Soutien à la gestion des risques budgétaires liés aux entreprises publiques	P
GFP	Zambie	FAD	Suivi de la gestion de la trésorerie	P
GFP	Zambie	FAD	Cadre budgétaire à moyen terme	P
GFP	Zambie	FAD	Gestion des risques budgétaires	P
GFP	Zimbabwe	FAD	Incidence sur la viabilité budgétaire	P
GFP	Zimbabwe	FAD	Incidence sur la viabilité budgétaire	P
GFP	Zimbabwe	FAD	Soutien à la gestion des risques budgétaires liés aux entreprises publiques	P
GFP	Zimbabwe	FAD	Information budgétaire	P
RSS	Angola	STA	Changement de l'année de référence des comptes nationaux	P
RSS	Angola	STA	Actualisation de l'indice des prix à la consommation	P
RSS	Botswana	STA	Élaboration et actualisation d'un indice des prix à la production	P
RSS	Botswana	STA	Changement de l'année de référence des comptes nationaux	P
RSS	Comores	STA	Changement de l'année de référence des comptes nationaux	P
RSS	Comores	STA	Changement de l'année de référence des comptes nationaux	P
RSS	Comores	STA	Actualisation de l'indice des prix à la consommation	P
RSS	Eswatini	STA	Changement de l'année de référence des comptes nationaux	V
RSS	Eswatini	STA	Établir et actualiser un indice des prix à la production	P
RSS	Lesotho	STA	Changement de l'année de référence des comptes nationaux et amélioration des comptes nationaux trimestriels	P
RSS	Lesotho	STA	Établissement d'un indice des prix à la production	P
RSS	Madagascar	STA	Changement de l'année de référence des comptes nationaux	P
RSS	Madagascar	STA	Rebasage/Actualisation de l'indice des prix à la consommation	P
RSS	Maurice	STA	Économie informelle	P
RSS	Maurice	STA	Établir et actualiser un indice des prix à la production	P

Programmes de financement	Pays	Département prestataire d'activités de DC	Sujet	Format d'enseignement
RSS	Maurice	STA	Économie informelle	P
RSS	Mozambique	STA	Actualisation de l'indice des prix à la consommation	P
RSS	Mozambique	STA	Changement de l'année de référence des comptes nationaux	P
RSS	Mozambique	STA	Changement de l'année de référence des comptes nationaux	P
RSS	Namibie	STA	Changement de l'année de référence des comptes nationaux	P
RSS	Namibie	STA	Établissement d'un indice des prix à la production	P
RSS	Seychelles	STA	Établissement du produit intérieur brut trimestriel	P
RSS	Seychelles	STA	Actualisation de l'indice des prix à la consommation	P
RSS	Afrique du Sud	STA	Élaboration d'un indice des prix de l'immobilier résidentiel	P
RSS	Zambie	STA	Changement de l'année de référence des comptes nationaux	P
RSS	Zambie	STA	Actualisation de l'indice des prix à la consommation	P
RSS	Zimbabwe	STA	Mise au point de comptes nationaux trimestriels	P
RSS	Zimbabwe	STA	Construction d'un indice des prix à la production	P
RSS	Zimbabwe	STA	Mise au point de comptes nationaux trimestriels	P
TADM	Régional	FAD	Enquête internationale sur l'administration des recettes (ISORA)	P
TADM	Angola	FAD	Contrôle	P
TADM	Botswana	FAD	Services aux contribuables	P
TADM	Comores	FAD	Structure des bureaux des moyens et grands contribuables	P
TADM	Comores	FAD	Structure de réforme de l'outil diagnostique d'évaluation de l'administration fiscale (TADAT)	P
TADM	Comores	FAD	Gestion de la conformité-Registre fiscal	P
TADM	Eswatini	FAD	Contrôle	P
TADM	Lesotho	FAD	TADAT : outil diagnostique d'évaluation de l'administration fiscale 1	P
TADM	Madagascar	FAD	Outil diagnostique d'évaluation de l'administration fiscale (TADAT) - réforme	P
TADM	Madagascar	FAD	Outil diagnostique d'évaluation de l'administration fiscale (TADAT) - réforme 2	P
TADM	Namibie	FAD	Contrôle	P
TADM	Namibie	FAD	Examen des processus opérationnels	P
TADM	Namibie	FAD	TADAT dirigé par le siège	P
TADM	Seychelles	FAD	Gestion du risque d'incivisme fiscal	P
TADM	Seychelles	FAD	Définition de la stratégie, dirigé par le siège	P
TADM	Afrique du Sud	FAD	Prix de transfert 1	V
TADM	Afrique du Sud	FAD	Prix de transfert 2	P
TADM	Zambie	FAD	Plan d'amélioration de la conformité pour le contrôle de la taxe sur la valeur ajoutée	P
TADM	Zambie	FAD	Facturation électronique	P
TADM	Zambie	FAD	Facturation électronique	P
TADM	Zimbabwe	FAD	Contrôle	P
TADM	Zimbabwe	FAD	Contrôle 2	P

Programmes de financement	Pays	Département prestataire d'activités de DC	Sujet	Format d'enseignement
<b>DC financé par le CCCDI sur la gestion de la dette et l'administration fiscale</b>				
Gestion de la dette	Comores	MCM	Processus et techniques d'émission de titres d'État	P
Gestion de la dette	Comores	MCM	Élaboration de procédures opérationnelles et réglementaires pour l'émission de titres d'État	P
Gestion de la dette	Comores	MCM	Suivi des processus et procédures	P
Gestion de la dette	Lesotho	MCM	Gestion de la transparence du marché et des relations avec les investisseurs	P
Gestion de la dette	Lesotho	MCM	Élaboration d'un cadre de gestion des garanties de prêt	P
Gestion de la dette	Lesotho	MCM	Établir un plan d'emprunt annuel	P
Gestion de la dette	Mozambique		Développement des marchés obligataires en monnaie locale	P
Gestion de la dette	Mozambique	MCM	Processus d'affaires et flux de travail liés à la gestion de la dette	P
Gestion de la dette	Régional	MCM	Analyse de viabilité de la dette pour les pays ayant accès au marché	P
Gestion de la dette	Régional	MCM	Développement des marchés obligataires en monnaie locale	P
Gestion de la dette	Régional	MCM	Notification de la dette et relations avec les investisseurs	P
Gestion de la dette	Régional	MCM	Gestion de la dette souveraine dans des conditions de marché défavorables	P
Gestion de la dette	Seychelles	MCM	Révision du cadre juridique de la gestion de la dette	P
Gestion de la dette	Seychelles	MCM	Révision du cadre juridique de la gestion de la dette	V
Gestion de la dette	Afrique du Sud	MCM	Négociation de prêts et interprétation de contrats de prêt	P
Gestion de la dette	Zambie	MCM	Formation sur la stratégie d'endettement à moyen terme/plan d'emprunt annuel	P
<b>DC financé par LEG-GAD</b>				
LEG-GAD	Zambie		Mission diagnostique	P
LEG-GAD	Régional		Approches juridiques, organisationnelles et stratégiques pour faire face à la corruption	P

BSR = Banking Supervision and Regulation (contrôle et réglementation bancaires) ; CADM = Customs Administration (douanes) ; DM = Debt Management (gestion de la dette) ; FFL = Financial and Fiscal Law (droit financier et budgétaire) ; FMIF = Financial Market Infrastructure and Fintech (infrastructures des marchés financiers et technologies financières) ; ICD-TRN = Macroeconomic Training Courses (cours de formation en macroéconomie dirigés par l'ICD) ; MFXMO = Money and FX Market Operations (opérations sur les marchés monétaires et de change) ; PFM = Public Financial Management (GFP, gestion des finances publiques) ; RSS = Real Sector Statistics (statistiques du secteur réel) ; TADM = Tax Administration (administration fiscale).

# Annexe III

## Mise à jour du plan d'action sur l'évaluation externe à mi-parcours

Recommandations	Réponse du FMI	Mesure prise :	Responsabilité principale
<b>Sur la pertinence</b>			
<b>Justification : La portée du programme d'AFRITAC Sud s'est élargie et nécessite une redéfinition des priorités, suivie d'une restructuration budgétaire.</b>			
<p>1. Niveau CD : Le comité d'orientation d'AFRITAC Sud devrait chercher à restructurer le budget au cours de la phase III par rapport à la phase II, en tenant compte des nouvelles priorités - pays fragiles et enjeux mondiaux - et revoir la composition des affectations budgétaires par programme de financement : c'est-à-dire une nouvelle formule d'allocation des ressources. Il faudrait envisager de rationaliser les portefeuilles GFP et surveillance fondée sur les risques des activités de DC, en accordant la priorité aux domaines qui sont essentiels (volet 1) ou dans lesquels le niveau de conformité est élevé.</p>	<p>Le programme de la phase III et l'allocation budgétaire des différents programmes de financement refléteront les nouvelles priorités, y compris le DC sur les enjeux mondiaux et les pays en situation de fragilité. Le DC restera axé sur la demande et étroitement lié aux programmes de réforme nationaux des pays membres. De nouveaux conseillers résidents appuieront les activités axées sur les enjeux mondiaux.</p> <p>Le centre s'appuiera sur les documents de politique générale et les notes d'orientation du FMI dans la mise en œuvre du programme (par exemple, le nouveau cadre pour un renforcement de l'action du FMI en matière de gouvernance et de lutte à la corruption, la stratégie du FMI sur le genre, la nouvelle stratégie du FMI sur le climat, la stratégie du FMI sur les pays fragiles et touchés par un conflit, les rapports des services du FMI, les programmes du FMI avec les pays membres, etc.). Au cours de la phase III, des efforts supplémentaires seront déployés pour renforcer l'intégration du programme de DC avec les prêts ou la surveillance. Le centre continuera d'établir les priorités pour la région en matière de DC en coordination avec les partenaires donateurs.</p>	<p>À compter de l'exercice 2024, l'allocation budgétaire dans le cadre des différents programmes de financement est examinée en tenant compte i) du budget du programme de phase III approuvé par le comité d'orientation, ii) des nouveaux programmes de financement, y compris sur la gestion de la dette et la gouvernance soutenus respectivement par MCM et LEG, et iii) le financement au moyens d'autres dispositifs pour soutenir les membres d'AFRITAC Sud, c'est-à-dire le CCCDI. Les pays fragiles et touchés par un conflit et les enjeux mondiaux restent une priorité. Les membres noteront que les interventions de DC sont relativement plus nombreuses dans les pays fragiles et touchés par un conflit et que le nombre de formations sur les enjeux mondiaux est en hausse au cours de l'exercice 2024.</p>	<p>AFRITAC Sud en consultation avec le département Afrique et les départements du FMI prestataires de DC</p>

Recommandations	Réponse du FMI	Mesure prise :	Responsabilité principale
<b>Justification : La direction stratégique du comité d'orientation pourrait bénéficier d'un suivi et d'une participation plus réguliers.</b>			
<p>2. Au niveau de l'entité : Le suivi du comité d'orientation d'AFRITAC Sud devrait être renforcé par l'adoption d'un examen de son programme lors d'une réunion à distance en milieu d'année, en plus de sa réunion annuelle, et envisager la participation des organismes de planification, des impôts et des douanes, des statistiques et des organismes régionaux concernés.</p>	<p>La réunion du comité d'orientation de juin 2022 a entériné l'adoption d'une réunion virtuelle en milieu d'année et la participation des autorités fiscales et douanières, des services statistiques et des organismes régionaux concernés en tant qu'observateurs. La réunion d'évaluation semestrielle aura lieu en décembre 2022/janvier 2023.</p>	<p>La première réunion semestrielle du comité d'orientation s'est tenue à distance en décembre 2022. Les organismes des impôts, des douanes et des statistiques sont maintenant invités à assister à distance aux réunions annuelles et semestrielles du comité d'orientation.</p>	AFS
<b>Cohérence et impact</b>			
<b>Justification : Les contraintes liées à l'économie politique ralentissent les réformes.</b>			
<p>3. Niveau CD : Le centre AFRITAC Sud, soutenu par des experts à long terme, devrait privilégier les activités de DC qui se heurtent a priori à moins de contraintes d'économie politique pouvant entraver ou retarder la mise en œuvre des recommandations liées au DC ou la réalisation des jalons qui y sont associés. Les contraintes d'économie politique peuvent être réparties dans les catégories suivantes : i) les intérêts particuliers qui s'opposent à la mise en œuvre de réformes ; ii) des contextes électoraux non propices à la rupture du statu quo ; ou iii) le fait que pourfendeurs des réformes n'ont pas ou peu d'effet de levier pour apporter des modifications réglementaires ou obtenir un budget suffisant.</p>	<p>Les considérations d'économie politique sont prises en compte lors de l'élaboration des plans du DC. Cela comprend l'évaluation des risques liés au soutien politique, au soutien de la direction, à la capacité/à l'engagement du personnel technique et aux stratégies d'atténuation des risques. Des mises à jour sur les conditions d'économie politique sont recueillies auprès de sources multiples par les conseillers d'AFRITAC Sud, y compris auprès des départements prestataires de DC, des équipes-pays, des partenaires donateurs et des bénéficiaires du DC. Ces conditions sont reflétées dans les rapports -- documents d'information et comptes-rendus à la fin de la mission.</p>	<p>L'économie politique reste l'un des principaux facteurs pris en compte lors de l'élaboration des plans de DC. La plateforme CDMAP fournit des évaluations des risques fondées sur des informations mises à jour provenant de différents intervenants. Les rapports d'AFRITAC Sud continueront de mettre en évidence les principaux risques et la stratégie d'atténuation des risques.</p>	AFS

Recommandations	Réponse du FMI	Mesure prise :	Responsabilité principale
<b>Justification : Les réunions de synthèse des missions d'AFRITAC Sud entre les donateurs sont irrégulières et discontinues, et le cofinancement des activités de DC par plusieurs donateurs est ponctuel.</b>			
<p>4. Au niveau de l'entité : Le Centre AFRITAC Sud, par l'intermédiaire des experts à long terme, devrait organiser régulièrement des réunions d'information sur le DC avec les donateurs, en nommant ex ante et par programme de financement, le président de ces réunions (points focaux) : soit le représentant résident local du FMI, soit un partenaire au développement de premier plan qui dirige un programme phare dans ce domaine. Le siège du FMI devrait rechercher de manière plus volontariste des projets stratégiques dans lesquels la participation pluriannuelle complémentaire des donateurs peut contribuer à garantir une mise en œuvre durable.</p>	<p>AFRITAC Sud envoie des notifications aux partenaires donateurs pour réunions de bilan (débriefing). Le centre consulte également les donateurs lors des activités de sensibilisation. Les réunions d'examen semestrielles constitueront une plate-forme supplémentaire pour examiner les priorités en matière de DC pour la région.</p>	<p>Des réunions de bilan régulières sont organisées par les experts à long terme. AFRITAC Sud continue d'informer les donateurs sur le calendrier des missions et la disponibilité des experts à long terme pour les réunions de bilan.</p>	<p>AFS</p>
<b>Efficacité</b>			
<b>Justification : Des progrès minimes sont enregistrés pour certains objectifs et jalons et ces derniers pourraient être obsolètes. Pour les enjeux globaux, des études diagnostiques solides antérieures à la mise en œuvre devraient constituer la meilleure pratique parmi les CRAT.</b>			
<p>5. Au niveau du DC : Le Centre AFRITAC Sud, avec l'appui des experts à long terme et en collaboration avec le siège du FMI, devrait examiner attentivement les résultats et les jalons existants du cadre logique de GAR par pays et définir progressivement ceux qui se rapportent aux enjeux mondiaux. Ceux-ci devraient contribuer à justifier les réaffectations budgétaires à l'appui de la mise en œuvre des services de DC dans la phase III. Il est à noter que le département des marchés monétaires et de capitaux a déjà entamé cet exercice. Un examen de ce type devrait être effectué en consultation avec les autorités et les donateurs impliqués dans certaines activités de DC, afin qu'ils puisse participer à la fixation des objectifs. Et dès que les études diagnostiques seront achevées sur les nouveaux enjeux mondiaux, le Centre AFRITAC Sud devrait collaborer avec les départements respectifs du siège du FMI pour définir progressivement les résultats et les jalons par pays dans le catalogue GAR qui justifieront le budget alloué à leurs services de DC. Des niveaux de référence appropriés doivent également être définis à l'avance.</p>	<p>Le cadre de gouvernance de la gestion axée sur les résultats prévoit la mise à jour régulière du cadre logique afin de tenir compte de l'évolution des priorités du FMI en matière de DC.</p> <p>AFRITAC Sud contribuera activement à l'ajout et à la formulation de commentaires sur les lacunes du cadre de GAR, en particulier en ce qui concerne la question de savoir si les résultats et les objectifs existants sont bien liés aux activités de DC financées par le centre. Le centre renforcera également la coordination avec les autorités afin de garantir la pertinence des jalons et des résultats des projets de DC.</p>	<p>De nouveaux objectifs et résultats ont été introduits dans le cadre logique de GAR afin d'assurer une meilleure couverture des sujets mondiaux.</p> <p>Exemples de nouveaux résultats : Le budget est un outil efficace pour l'allocation stratégique des ressources vers des mesures qui promeuvent l'égalité des genres, le pays améliore les lois fiscales pour répondre au changement climatique, le pays améliore les lois fiscales pour renforcer la gouvernance, les autorités ont une compréhension de base des risques de corruption, ...</p>	<p>AFRITAC Sud et l'équipe ICD/GAR en consultation avec le département Afrique et les départements prestataires.</p>

Recommandations	Réponse du FMI	Mesure prise :	Responsabilité principale
<b>Justification : La convivialité du cadre logique GAR (et du CD-PORT) peut être améliorée.</b>			
<p>6. Au niveau de l'entité : Le siège du FMI devrait continuer à dispenser régulièrement des formations et à mettre en place des contrôles de gestion appropriés pour s'assurer que les experts à long terme se conforment à la mise à jour régulière des notations dans le cadre logique de GAR, et affiner les critères d'évaluation de l'impact et de l'efficacité attribués par le CAD.</p>	<p>La mise en œuvre intégrale du système CDMAP permettra d'améliorer la conformité à des fins de surveillance et de production de rapports.</p>	<p>Les directives du siège et le soutien de l'équipe GAR continuent de guider les experts à long terme dans la mise à jour des cadres logiques. L'équipe d'AFRITAC Sud a également bénéficié d'une formation interne en mars 2023 sur le CDMAP.</p>	<p>AFRITAC Sud et l'équipe ICD/GAR en consultation avec le département Afrique et les départements prestataires.</p>
<b>Efficience</b>			
<b>Justification : La pandémie a permis de réaliser d'importantes économies grâce aux missions à distance, mais les frais d'AFRITAC Sud pour les experts à long terme sont très dispersés.</b>			
<p>7). Au niveau du CD et de l'entité : Pour une meilleure rentabilité, AFRITAC Sud, soutenu par les experts à long terme, devrait définir un panachage optimal entre les missions en personne et virtuelles pour chaque programme de financement ; et le siège du FMI devrait revoir et, si possible, ajuster les frais quotidiens des experts à court terme de manière à réduire leur dispersion. Les nouveaux ratios pourraient s'inspirer de ceux de 2021, ajustés en fonction des activités de DC qui i) ont une priorité stratégique ; ii) nécessitent des missions en personne ; et iii) font état de progrès dans les jalons. Et comme AFRITAC Sud ne fixe pas les salaires des experts à court terme et ne peut donc pas ajuster unilatéralement les honoraires journaliers des experts à court terme, en particulier si ces mêmes experts à court terme travaillent pour d'autres CRAT du FMI, une telle révision ne peut être effectuée que par le siège du FMI, tout en reconnaissant les antécédents professionnels et les échelles salariales internationales qui justifient des niveaux de rémunération différents.</p>	<p>Certains ratios sur la combinaison des formats de prestation de DC ont été pris en compte dans le plan de travail de l'exercice 2023. À l'avenir, ces questions feront partie des discussions lors des réunions du comité d'orientation.</p>	<p>Les rapports du comité d'orientation comprendront des informations sur les formats de CD. Cela dépendra des préférences des autorités et de la faisabilité de la prestation à distance compte tenu des différentes circonstances locales.</p>	<p>AFRITAC Sud en consultation avec le département Afrique et les départements prestataires</p>

Recommandations	Réponse du FMI	Mesure prise :	Responsabilité principale
<b>Impact</b>			
<p><b>Justification : Les progrès accomplis et l'impact de certaines réformes proposées dans le cadre du DC peuvent bénéficier conjointement de la conditionnalité des programmes du FMI (surveillance de DC). En ce qui concerne l'introduction de cinq thèmes mondiaux - la bonne gouvernance et la lutte contre la corruption, le changement climatique, l'égalité des genres, la numérisation et l'inclusion financière - les deux principaux problèmes sont les suivants : la prise de conscience nationale de leur importance reste faible et le nombre d'experts du FMI sur les questions mondiales reste limité et déséquilibré sur le plan de la représentation des sexes.</b></p>			
<p>8. Au niveau de l'entité : Le Centre AFRITAC Sud, en collaboration avec le siège du FMI, i) devrait envisager d'établir un lien entre l'exécution de certaines activités de DC et les programmes du FMI, la conditionnalité de certains repères structurels ou objectifs quantitatifs (surveillance du DC), le cas échéant, étant donné que les activités de DC sont généralement axées sur la demande ; ii) organiser des conférences nationales sur des sujets mondiaux, afin qu'elles ne soient pas perçues comme imposées par les donateurs lors des consultations nationales de la phase III ; et iii) le siège du FMI devrait continuer à créer un plus grand nombre d'experts potentiels à court et à long terme (STX et LTX). Leurs études diagnostiques devraient faire l'objet d'une large diffusion, par le biais d'un programme de sensibilisation et de communication bien planifié et mis en œuvre. En outre, des efforts particuliers devraient être consentis sur le plan du recrutement afin d'inclure davantage d'experts LTX et STX régionaux originaires d'Afrique subsaharienne, et en particulier de femmes. Il serait utile de réaliser l'examen en cours de la liste d'experts STA pour tous les départements fonctionnels du FMI.</p>	<p>AFRITAC Sud continuera de travailler avec l'équipe du département Afrique et les départements prestataires de DC du FMI pour assurer la cohérence du DC avec les conditionnalités des programmes du FMI. Les rapports d'AFRITAC Sud comprendront des recommandations tirées des rapports au titre de l'article IV et des programmes du FMI.</p> <p>Le centre utilisera des événements de haut niveau appropriés pour sensibiliser davantage les pays membres sur les sujets mondiaux (comme celui organisé par AFR/ATI/AUC/AFS sur la gouvernance).</p> <p>Les équipes du département Afrique et d'AFRITAC Sud continueront à chercher à accroître la part des experts de la région d'Afrique subsaharienne.</p>	<p>AFRITAC Sud tient des consultations régulières avec les équipes de pays du département Afrique et les départements prestataires de DC pour assurer la cohérence des plans de DC avec les conseils stratégiques, y compris les priorités du programme. À ce stade, le Centre ne prévoit pas d'événements de haut niveau compte tenu des défis de financement de la phase III.</p> <p>À l'heure actuelle, sept des 14 experts résidents d'AFRITAC Sud sont originaires de la région de l'Afrique subsaharienne (y compris des experts résidents financés par le département juridique, le CCCDI et le Fonds thématique de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme en poste à l'AFRITAC Sud).</p>	<p>AFRITAC Sud en consultation avec le département Afrique et les départements prestataires</p>

Recommandations	Réponse du FMI	Mesure prise :	Responsabilité principale
<b>Durabilité</b>			
<b>Justification : La durabilité est également compromise par trois problèmes : i) la capacité d'absorption la plus faible, en particulier dans les pays fragiles, ii) les missions de surveillance de suivi sont actuellement sous-budgétisées, et iii) l'absence d'une stratégie claire de durabilité, de sortie et de renforcement des capacités.</b>			
<p>9. Au niveau du DC : Pour les pays fragiles à faible capacité, AFRITAC Sud ne devrait pas s'abstenir de demander au siège du FMI la nomination d'un expert à long terme résident dédié ; et pour tous les pays, AFRITAC Sud devrait s'assurer d'avoir un budget suffisant pour l'apprentissage par les pairs et/ou les missions de supervision de suivi, ainsi que pour la conception de stratégies personnalisées de renforcement durable des capacités de sortie. Les experts à long terme devraient être nommés dans les pays fragiles dans un/des domaine(s) de compétences pertinent(s) et disposer d'un programme complet de DC, afin d'optimiser leur recrutement. Des missions de suivi et des stratégies de sortie devraient être prévues, particulièrement pour les activités de DC dans les domaines ou le respect initial des jalons et des recommandations d'assistance technique indique des résultats prometteurs.</p>	<p>Le centre soutiendra activement la nouvelle stratégie du FMI à l'égard des pays fragiles et touchés par un conflit et renforcera son soutien à ce groupe de pays, notamment par le biais de formations personnalisées et de possibilités d'apprentissage par les pairs.</p>	<p>Le centre soutient activement la nouvelle stratégie du FMI à l'égard des pays fragiles et touchés par un conflit, avec un nombre relativement plus élevé de missions de DC, y compris des formations adaptées et des possibilités d'apprentissage par les pairs.</p>	<p>AFRITAC Sud en consultation avec le département Afrique et les départements prestataires</p>
<b>Justification : Les lacunes de rotation des experts à long terme ont été trop importantes et ont nui à la mise en œuvre du programme.</b>			
<p>10. Au niveau de l'entité : Le Centre AFRITAC Sud devrait surveiller les nouvelles procédures visant à assurer un recrutement avancé, rapide et efficace des experts à long terme par le siège du FMI, sous la direction d'intervenants « de dernier recours ». En cas de retards imprévus, il devrait avoir la capacité d'embaucher des experts à court terme temporaires afin de combler l'écart de la période de transition, profitant des experts à long terme sortants pour faciliter la transition.</p>	<p>Les experts à long terme sortants peuvent servir d'experts à court terme pour soutenir la mise en œuvre du plan de travail annuel et pour l'intégration des nouveaux experts.</p>	<p>Aucun retard inattendu n'a été noté au cours de l'exercice 2023 en matière de recrutement. Un expert GFP à long terme qui a rejoint le département des finances publiques a continué de faire le suivi de la mise en œuvre des projets AFRITAC Sud en attendant l'arrivée du nouveau expert à long terme. L'expert est parti en septembre 2022 et un nouveau expert à long terme est arrivé en novembre 2022.</p>	<p>AFRITAC Sud en consultation avec le département Afrique et les départements prestataires</p>

# Annexe IV

## Principaux indicateurs économiques

Population (en millions)									
	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	Moyenne 2024-2026
Angola	29.2	30.2	31.3	32.4	33.4	34.5	35.7	36.8	39.0
Botswana	2.4	2.4	2.5	2.5	2.5	2.6	2.6	2.7	2.8
Comores	0.8	0.8	0.9	0.9	0.9	0.9	1.0	1.0	1.1
Eswatini	1.1	1.1	1.1	1.1	1.1	1.1	1.2	1.2	1.2
Lesotho	2.0	2.0	2.0	2.0	2.1	2.1	2.1	2.1	2.2
Madagascar	24.2	24.9	25.7	26.5	27.3	28.2	29.0	29.8	31.5
Maurice	1.3	1.3	1.3	1.3	1.3	1.3	1.3	1.3	1.3
Mozambique	27.8	28.6	29.4	30.3	31.2	32.1	33.0	33.9	35.8
Namibie	2.3	2.4	2.4	2.5	2.5	2.6	2.6	2.6	2.7
Seychelles	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1
Afrique du Sud	56.3	57.1	57.9	58.8	59.6	60.1	60.6	61.5	63.4
Zambie	16.8	17.3	17.8	18.4	18.9	19.5	20.0	20.6	21.7
Zimbabwe	14.2	14.4	14.6	14.9	15.2	15.5	15.8	16.2	16.8
<b>Total AFRITAC Sud</b>	<b>178.4</b>	<b>182.7</b>	<b>187.0</b>	<b>191.6</b>	<b>196.2</b>	<b>200.5</b>	<b>204.9</b>	<b>209.7</b>	<b>219.6</b>

PIB réel par habitant (en dollars)									
	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	Moyenne 2024-2026
Angola	7,482	7,210	6,873	6,597	6,025	5,901	5,863	5,891	5,985
Botswana	14,374	14,657	14,962	15,118	13,546	14,872	15,538	15,823	16,534
Comores	2,949	2,980	3,007	2,979	2,895	2,879	2,844	2,825	2,833
Eswatini	8,537	8,651	8,769	8,918	8,686	9,271	9,216	9,374	9,652
Lesotho	2,931	2,832	2,776	2,703	2,580	2,603	2,626	2,652	2,705
Madagascar	1,610	1,625	1,628	1,646	1,483	1,521	1,542	1,563	1,624
Maurice	21,328	22,149	23,017	23,686	20,220	20,963	22,741	23,791	25,656
Mozambique	1,274	1,284	1,293	1,285	1,233	1,227	1,243	1,270	1,366
Namibie	10,623	10,317	10,232	9,960	8,993	9,066	9,245	9,332	9,473
Seychelles	27,490	28,531	29,121	29,736	27,213	29,117	31,411	32,354	34,280
Afrique du Sud	13,886	13,839	13,846	13,690	12,640	13,146	13,312	13,126	13,166
Zambie	3,384	3,395	3,426	3,372	3,184	3,237	3,257	3,296	3,403
Zimbabwe	2,234	2,312	2,387	2,201	1,991	2,117	2,137	2,143	2,176
<b>Moyenne AFRITAC Sud</b>	<b>9,085</b>	<b>9,214</b>	<b>9,334</b>	<b>9,376</b>	<b>8,514</b>	<b>8,917</b>	<b>9,306</b>	<b>9,495</b>	<b>9,912</b>

PIB réel (variation en %)									
	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	Moyenne 2024-2026
Angola	-2.6	-0.2	-1.3	-0.7	-5.6	1.1	2.8	3.5	3.9
Botswana	7.2	4.1	4.2	3.0	-8.7	11.8	6.4	3.7	4.1
Comores	3.3	3.8	3.6	1.8	-0.2	2.1	2.4	3.0	4.0
Eswatini	1.1	2.0	2.4	2.7	-1.6	7.9	0.5	2.8	2.6
Lesotho	1.9	-2.7	-1.3	-2.0	-3.9	2.1	2.1	2.2	2.1
Madagascar	4.0	3.9	3.2	4.4	-7.1	5.7	4.2	4.2	4.7
Maurice	3.9	3.9	4.0	2.9	-14.6	3.5	8.3	4.6	3.7
Mozambique	3.8	3.7	3.4	2.3	-1.2	2.3	4.1	5.0	6.1
Namibie	0.0	-1.0	1.1	-0.8	-8.0	2.7	3.8	2.8	2.6
Seychelles	5.4	4.5	3.2	3.1	-7.7	7.9	8.8	3.9	3.8
Afrique du Sud	0.7	1.2	1.5	0.3	-6.3	4.9	2.0	0.1	1.6
Zambie	3.8	3.5	4.0	1.4	-2.8	4.6	3.4	4.0	4.5
Zimbabwe	0.5	5.0	4.7	-6.1	-7.8	8.5	3.0	2.5	2.7
<b>Moyenne AFRITAC Sud</b>	<b>2.5</b>	<b>2.4</b>	<b>2.5</b>	<b>0.9</b>	<b>-5.8</b>	<b>5.0</b>	<b>4.0</b>	<b>3.3</b>	<b>3.6</b>
Inflation (variation en %)									
	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	Moyenne 2024-2026
Angola	30.7	29.8	19.6	17.1	22.3	25.8	21.4	11.7	9.8
Botswana	2.8	3.3	3.2	2.7	1.9	6.7	12.2	6.5	4.7
Comores	0.8	0.1	1.7	3.7	0.8	0.0	12.0	8.1	2.0
Eswatini	7.8	6.2	4.8	2.6	3.9	3.7	4.8	5.4	4.6
Lesotho	6.6	4.4	4.8	5.2	5.0	6.0	8.2	6.8	5.5
Madagascar	6.1	8.6	8.6	5.6	4.2	5.8	8.2	9.5	8.1
Maurice	1.0	3.7	3.2	0.5	2.5	4.0	10.8	9.5	5.5
Mozambique	17.4	15.1	3.9	2.8	3.1	5.7	9.8	7.4	6.2
Namibie	6.7	6.1	4.3	3.7	2.2	3.6	6.1	5.0	4.6
Seychelles	-1.0	2.9	3.7	1.8	1.2	9.8	2.7	3.1	3.5
Afrique du Sud	6.3	5.3	4.6	4.1	3.3	4.6	6.9	5.8	4.6
Zambie	17.9	6.6	7.5	9.2	15.7	22.0	11.0	8.9	7.3
Zimbabwe	-1.6	0.9	10.6	255.3	557.2	98.5	193.4	172.2	104.2
<b>Moyenne AFRITAC Sud</b>	<b>7.8</b>	<b>7.2</b>	<b>6.2</b>	<b>24.2</b>	<b>47.9</b>	<b>15.1</b>	<b>23.6</b>	<b>20.0</b>	<b>13.1</b>
<b>À l'exception du Zimbabwe</b>	<b>8.6</b>	<b>7.7</b>	<b>5.8</b>	<b>4.9</b>	<b>5.5</b>	<b>8.1</b>	<b>9.5</b>	<b>7.3</b>	<b>5.5</b>

### Dette brute des administrations publiques (% PIB)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	Moyenne 2024-2026
Angola	75.7	69.3	93.0	113.6	138.9	86.9	67.1	63.3	56.8
Botswana	16.4	14.5	14.9	16.5	18.7	19.0	19.9	20.6	18.1
Comores	16.0	18.6	17.7	22.0	24.0	25.4	29.1	32.5	37.1
Eswatini	24.9	27.6	33.9	39.5	41.2	41.5	45.4	39.3	37.8
Lesotho	43.6	44.1	45.9	48.9	60.0	56.4	57.9	58.5	56.0
Madagascar	40.3	40.1	42.9	41.0	51.2	52.3	57.0	53.1	52.4
Maurice	63.0	62.2	64.0	82.2	94.6	88.4	80.9	78.1	76.3
Mozambique	126.2	104.2	106.7	99.0	120.0	107.2	76.1	102.8	100.8
Namibie	45.8	43.8	50.4	59.4	66.6	72.0	71.3	68.5	65.5
Seychelles	66.1	60.3	55.9	54.2	84.8	72.9	63.4	62.5	55.8
Afrique du Sud	47.1	48.6	51.7	56.2	69.0	69.0	71.0	72.3	77.0
Zambie	58.0	63.4	75.2	94.4	140.2	110.8	-	-	-
Zimbabwe	49.9	74.1	51.0	82.3	84.4	59.8	92.8	102.3	91.4
<b>Moyenne AFRITAC Sud</b>	<b>51.8</b>	<b>51.6</b>	<b>54.1</b>	<b>62.2</b>	<b>76.4</b>	<b>66.3</b>	<b>61.0</b>	<b>62.8</b>	<b>60.4</b>
<b>À l'exception de la Zambie</b>	<b>51.3</b>	<b>50.6</b>	<b>52.3</b>	<b>59.6</b>	<b>71.1</b>	<b>62.6</b>	<b>61.0</b>	<b>62.8</b>	<b>60.4</b>

### Solde budgétaire (en pourcentage du PIB)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	Moyenne 2024-2026
Angola	-4.5	-6.6	2.3	0.8	-1.9	3.8	1.6	-0.2	-2.5
Botswana	0.7	-1.1	-5.0	-8.5	-10.9	-2.4	-2.0	-2.7	-0.6
Comores	-5.5	-0.1	-1.3	-4.3	-0.5	-2.8	-3.7	-6.4	-4.3
Eswatini	-9.0	-6.8	-9.5	-6.7	-4.5	-4.6	-5.7	0.7	-2.1
Lesotho	-9.4	-1.9	-4.0	-5.0	0.3	-4.4	-3.4	2.5	2.7
Madagascar	-1.1	-2.1	-1.3	-1.4	-4.0	-2.8	-6.8	-3.0	-3.8
Maurice	-2.7	-1.6	-2.2	-8.2	-10.4	-4.0	-3.2	-4.2	-3.1
Mozambique	-5.1	-2.0	-5.6	0.1	-5.4	-3.6	-5.2	-4.8	-2.1
Namibie	-9.3	-5.0	-5.1	-5.5	-8.1	-8.8	-7.3	-4.1	-2.9
Seychelles	0.2	0.5	-0.5	1.4	-16.3	-5.5	-1.0	-2.0	-0.5
Afrique du Sud	-3.7	-4.0	-3.7	-4.7	-9.6	-5.6	-4.5	-5.9	-6.4
Zambie	-5.7	-7.5	-8.3	-9.4	-13.8	-8.1	-7.9	-6.3	-6.1
Zimbabwe	-6.6	-10.6	-5.4	-0.9	0.8	-2.2	-2.1	-3.0	-2.2
<b>Moyenne AFRITAC Sud</b>	<b>-4.8</b>	<b>-3.8</b>	<b>-3.8</b>	<b>-4.0</b>	<b>-6.5</b>	<b>-3.9</b>	<b>-3.9</b>	<b>-3.0</b>	<b>-2.6</b>

### Recettes des administrations publiques (en pourcentage du PIB)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	Moyenne 2024-2026
Angola	17.5	17.5	22.9	21.2	21.3	23.3	23.4	21.5	19.9
Botswana	34.8	33.5	30.6	28.3	25.7	29.5	29.8	30.8	29.5
Comores	13.4	18.8	17.8	15.8	18.3	17.0	13.9	14.3	14.7
Eswatini	25.2	28.2	25.1	27.3	28.9	25.4	25.3	31.4	28.4
Lesotho	44.7	48.4	47.2	46.8	53.4	48.5	44.5	51.0	49.4
Madagascar	12.4	12.8	13.0	13.9	12.4	11.2	13.6	14.6	15.2
Maurice	20.6	22.0	21.8	22.1	21.6	24.0	23.8	23.9	23.7
Mozambique	23.9	27.1	25.8	29.9	27.5	27.9	29.2	28.6	28.1
Namibie	32.5	33.1	31.2	31.9	33.4	30.8	30.1	32.4	32.5
Seychelles	36.3	34.8	35.1	35.7	34.0	34.0	31.9	33.9	34.4
Afrique du Sud	26.2	25.8	26.5	26.8	25.0	27.1	27.7	27.5	27.2
Zambie	18.2	17.5	19.4	20.4	20.3	22.3	20.8	22.0	22.2
Zimbabwe	17.0	18.1	14.9	10.8	13.3	15.4	16.0	15.6	15.6
<b>Moyenne AFRITAC Sud</b>	<b>24.8</b>	<b>26.0</b>	<b>25.5</b>	<b>25.5</b>	<b>25.8</b>	<b>25.9</b>	<b>25.4</b>	<b>26.7</b>	<b>26.2</b>

### Dépenses des administrations publiques (en pourcentage du PIB)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	Moyenne 2024-2026
Angola	22.0	24.1	20.6	20.4	23.3	19.5	21.8	21.7	22.3
Botswana	34.1	34.7	35.6	36.9	36.5	32.0	31.8	33.6	30.0
Comores	18.9	18.8	19.2	20.2	18.8	19.8	17.6	20.7	19.0
Eswatini	34.2	35.1	34.6	34.0	33.5	30.0	31.0	30.7	30.5
Lesotho	54.1	50.3	51.2	51.8	53.1	52.9	47.8	48.5	46.7
Madagascar	13.5	14.9	14.4	15.4	16.4	14.0	20.3	17.6	19.1
Maurice	23.3	23.6	23.9	30.2	32.1	28.1	27.1	28.2	26.8
Mozambique	29.0	29.1	31.3	29.8	32.9	31.5	34.4	33.4	30.3
Namibie	41.8	38.1	36.3	37.4	41.5	39.6	37.3	36.6	35.4
Seychelles	36.1	34.3	35.6	34.3	50.2	39.5	32.9	35.8	34.9
Afrique du Sud	29.9	29.9	30.2	31.5	34.6	32.7	32.2	33.4	33.7
Zambie	23.9	25.0	27.7	29.8	34.1	30.4	28.7	28.3	28.3
Zimbabwe	23.7	28.7	20.3	11.7	12.5	17.5	18.1	18.5	17.8
<b>Moyenne AFRITAC Sud</b>	<b>29.6</b>	<b>29.7</b>	<b>29.3</b>	<b>29.5</b>	<b>32.3</b>	<b>29.8</b>	<b>29.3</b>	<b>29.8</b>	<b>28.8</b>

### Épargne nationale brute (en % du PIB)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	Moyenne 2024-2026
Angola	24.3	23.5	28.7	27.0	26.9	36.1	34.7	30.5	26.8
Botswana	30.8	31.4	26.6	23.8	25.6	28.9	29.6	33.3	36.0
Comores	8.8	12.0	13.0	13.0	16.3	16.3	6.9	2.5	-0.1
Eswatini	20.7	19.1	14.6	17.5	19.3	16.7	15.3	20.6	19.6
Lesotho	19.3	20.9	19.5	23.6	27.3	19.2	13.8	23.9	25.6
Madagascar	16.8	15.4	21.4	20.4	12.3	10.1	17.8	19.6	20.7
Maurice	20.0	22.0	22.4	21.5	19.8	21.5	25.4	21.6	19.5
Mozambique	14.4	13.6	19.7	41.0	23.5	27.0	25.9	23.5	26.8
Namibie	5.8	13.3	11.4	13.5	16.5	5.9	1.9	9.9	11.6
Seychelles	10.3	11.1	26.4	24.3	8.7	15.3	14.3	16.7	16.9
Afrique du Sud	14.3	14.2	13.2	13.3	14.4	16.5	14.6	13.9	14.4
Zambie	34.9	39.3	37.3	39.7	42.9	37.7	34.4	35.4	36.5
<b>Moyenne AFRITAC Sud</b>	<b>18.4</b>	<b>19.7</b>	<b>21.2</b>	<b>23.2</b>	<b>21.1</b>	<b>20.9</b>	<b>19.5</b>	<b>20.9</b>	<b>21.2</b>

Les données sur l'épargne nationale brute ne sont pas disponibles pour le Zimbabwe

### Investissement total (% du PIB)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	Moyenne 2024-2026
Angola	27.2	24.2	21.4	21.0	25.4	24.9	23.7	24.2	24.7
Botswana	22.1	25.0	25.9	30.9	32.8	27.3	26.4	29.9	31.6
Comores	13.1	14.3	15.9	16.5	18.0	15.5	11.5	9.7	6.1
Eswatini	12.8	12.8	13.3	13.6	12.3	14.1	17.0	17.2	16.9
Lesotho	27.1	25.0	22.8	25.2	28.3	23.6	18.2	23.3	29.4
Madagascar	16.4	15.8	20.7	22.7	17.7	15.1	23.4	25.3	25.3
Maurice	17.3	17.7	18.9	19.4	18.2	19.8	19.9	20.3	21.2
Mozambique	46.6	33.2	50.0	60.1	50.8	49.8	61.8	36.9	64.8
Namibie	22.0	17.7	14.9	15.3	13.6	15.7	15.3	15.2	15.2
Seychelles	30.0	30.2	29.0	27.4	22.2	25.6	23.0	25.7	26.8
Afrique du Sud	17.0	16.6	16.2	15.9	12.4	12.8	15.1	16.1	16.8
Zambie	38.2	41.0	38.6	39.3	32.3	28.5	32.0	31.5	31.7
<b>Moyenne AFRITAC Sud</b>	<b>24.1</b>	<b>22.8</b>	<b>24.0</b>	<b>25.6</b>	<b>23.7</b>	<b>22.7</b>	<b>23.9</b>	<b>22.9</b>	<b>25.9</b>

Les données sur l'investissement total ne sont pas disponibles pour le Zimbabwe

<b>Solde courant (en % du PIB)</b>									
	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	Moyenne 2024-2026
Angola	-3.1	-0.5	7.3	6.1	1.5	11.2	11.0	6.2	2.1
Botswana	8.0	5.6	0.4	-6.9	-8.7	-0.5	3.1	3.3	4.3
Comores	-4.4	-2.3	-2.9	-3.5	-1.7	0.8	-4.6	-7.3	-6.2
Eswatini	7.9	6.2	1.3	3.9	7.1	2.7	-1.7	3.4	2.7
Lesotho	-7.8	-4.0	-3.3	-1.5	-1.0	-4.4	-4.4	0.6	-3.7
Madagascar	0.5	-0.4	0.7	-2.3	-5.4	-5.0	-5.6	-5.7	-4.6
Maurice	-3.9	-4.5	-3.8	-5.0	-8.8	-13.3	-13.5	-8.2	-5.9
Mozambique	-32.2	-19.6	-30.3	-19.1	-27.3	-22.8	-36.0	-13.3	-38.0
Namibie	-16.5	-4.4	-3.6	-1.8	2.6	-9.8	-13.5	-5.3	-3.5
Seychelles	-19.7	-19.1	-2.6	-3.1	-13.5	-10.4	-7.3	-9.2	-10.7
Afrique du Sud	-2.7	-2.4	-2.9	-2.6	2.0	3.7	-0.5	-2.3	-2.4
Zambie	-3.3	-1.7	-1.3	0.4	10.6	9.2	2.4	3.8	4.8
Zimbabwe	-3.4	-1.3	-3.7	3.5	2.5	1.0	0.8	0.4	0.7
<b>Moyenne AFRITAC Sud</b>	<b>-6.2</b>	<b>-3.7</b>	<b>-3.4</b>	<b>-2.4</b>	<b>-3.1</b>	<b>-2.9</b>	<b>-5.3</b>	<b>-2.6</b>	<b>-4.7</b>

<b>Volume des exportations de biens et de services (variation en pourcentage)</b>									
	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	Moyenne 2024-2026
Angola	-2.0	-1.3	-10.7	-5.9	-7.3	-8.6	2.9	2.4	1.9
Botswana	-8.4	-5.5	11.9	-8.8	-18.6	31.7	12.0	2.1	4.5
Comores	-1.7	2.1	12.9	-0.5	-50.8	121.1	4.8	-3.3	4.7
Eswatini	3.8	4.0	-2.8	16.3	-2.4	9.9	8.6	-4.1	2.5
Lesotho	9.5	5.5	0.3	-0.4	-21.3	15.7	5.7	1.9	1.2
Madagascar	-31.9	-9.7	-5.9	14.8	-30.6	30.2	15.2	9.3	2.4
Maurice	-7.2	3.6	3.5	-4.7	-39.1	-7.3	37.2	6.6	5.2
Mozambique	-6.2	34.5	5.2	-3.7	-17.9	16.9	32.1	-10.7	5.3
Namibie	9.5	20.1	10.4	-7.5	-16.2	10.1	18.9	8.9	4.6
Seychelles	-8.4	3.9	27.0	6.2	-28.4	9.0	0.0	5.3	11.1
Afrique du Sud	0.4	-0.3	2.7	-3.4	-11.9	10.0	7.5	3.6	5.2
Zambie	-5.2	4.0	5.4	-11.7	9.2	-1.8	-3.2	6.9	7.8
<b>Moyenne AFRITAC Sud</b>	<b>-4.0</b>	<b>5.1</b>	<b>5.0</b>	<b>-0.8</b>	<b>-19.6</b>	<b>19.7</b>	<b>11.8</b>	<b>2.4</b>	<b>4.7</b>

Les données sur le volume des exportations de biens et services ne sont pas disponibles pour le Zimbabwe

### Volume des importations de biens et de services (variation en pourcentage)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	Moyenne 2024-2026
Angola	-30.5	5.7	-11.2	-11.4	-33.1	8.3	28.8	-1.8	-0.1
Botswana	-20.9	-12.9	15.9	11.6	5.0	2.3	-4.1	5.5	5.4
Comores	8.9	4.0	8.5	0.1	1.9	7.5	1.0	32.7	2.8
Eswatini	8.3	7.3	4.6	1.5	-1.3	14.4	-9.7	-3.8	2.0
Lesotho	1.1	3.4	-4.5	0.2	-3.0	-1.6	-3.3	8.6	3.6
Madagascar	19.1	7.0	-0.5	1.8	-20.7	10.8	3.8	15.1	3.5
Maurice	2.9	5.5	3.8	1.4	-11.6	10.7	8.2	3.9	3.6
Mozambique	-21.4	-0.2	20.9	-8.7	-5.6	-2.1	34.3	-25.6	21.8
Namibie	-4.9	-2.0	2.9	-8.5	-15.9	30.0	15.7	-0.6	1.4
Seychelles	7.7	7.1	14.1	0.4	-28.4	11.0	8.5	3.7	7.8
Afrique du Sud	-4.1	1.5	3.2	0.4	-17.4	9.5	14.2	5.9	4.2
Zambie	-8.2	12.6	6.4	-20.3	-17.6	13.2	15.1	11.5	6.5
<b>Moyenne AFRITAC Sud</b>	<b>-3.5</b>	<b>3.2</b>	<b>5.3</b>	<b>-2.6</b>	<b>-12.3</b>	<b>9.5</b>	<b>9.4</b>	<b>4.6</b>	<b>5.2</b>

Les données sur le volume des importations de biens et services ne sont pas disponibles pour le Zimbabwe

### Réserves (nettes) en mois d'importations de biens et de services

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	Moyenne 2024-2026
Angola	10.3	8.4	8.7	13.6	9.5	7.1	6.8	6.5	6.8
Botswana	13.8	12.2	10.4	9.9	6.5	6.3	6.6	6.8	7.2
Comores	6.6	6.7	7.0	7.0	7.9	9.4	7.4	7.5	7.7
Eswatini	3.5	3.3	2.8	3.2	3.1	3.1	2.4	2.4	2.4
Lesotho	4.0	4.2	4.0	4.3	4.1	5.1	4.0	4.5	5.6
Madagascar	3.0	3.8	4.3	5.3	4.8	4.5	3.8	3.7	3.6
Maurice	8.3	9.5	10.4	16.9	14.4	12.4	12.0	9.6	9.4
Mozambique	2.9	3.8	3.8	5.3	4.7	2.6	2.9	2.1	2.1
Namibie	3.5	4.6	4.4	5.0	4.1	4.5	4.6	4.7	4.8
Seychelles	3.7	3.2	3.3	5.2	3.7	3.7	3.6	3.5	3.6
Afrique du Sud	5.7	5.6	6.0	8.4	6.4	5.5	5.2	4.8	4.4
Zambie	2.6	2.2	2.1	2.6	1.3	2.9	3.1	3.3	4.2
Zimbabwe	0.6	0.5	0.2	0.3	0.1	1.3	0.4	0.2	0.2
<b>Moyenne AFRITAC Sud</b>	<b>5.3</b>	<b>5.2</b>	<b>5.2</b>	<b>6.7</b>	<b>5.4</b>	<b>5.3</b>	<b>4.8</b>	<b>4.6</b>	<b>4.8</b>

Sources : PEM, avril 2023







**AFRITAC Sud**

**Sukhwinder Singh**

7th Floor Bramer House, 66C2

Cybercity Ebene, Mauritius

T : +(230) 401.2500

Télécopie : +(230) 468.1618

Courriel : [SSingh@imf.org](mailto:SSingh@imf.org);

[afsweb@IMF.org](mailto:afsweb@IMF.org)

[southAFRITAC.org](http://southAFRITAC.org)

---

**FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL**

Institut pour le développement des capacités

Division partenariat global

700 19th Street, NW

Washington, DC 20431 USA

T : +(1) 202.623.7636

Télécopie : +(1) 202.623.7106

Courriel : [GlobalPartnerships@IMF.org](mailto:GlobalPartnerships@IMF.org)